

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERRI DE TIZI-OUZOU
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de
Gestion
Département des Sciences Financière et Comptabilité



MÉMOIRE DE FIN DE CYCLE

En Vue de l'obtention du Diplôme de Master en Sciences Economiques
Spécialité : Finance et Banque

Sujet

La gestion du risque financier- Mécanismes et
moyens de contrôle - Cas de la SNVI de
Rouiba

Présenté par :

GORMIT Maissa

YOUNES Imen

Dirigé par :

MR. ABIDI Mohammed

Jury composé de :

Président : ACHIR Mohammed. MCB.UMMTO

Examineur : LOUGGAR Rosa. MAA. UMMTO

Encadrant : ABIDI Mohammed. MCB. UMMTO

2022-2023

Remerciements

Nous présentons nos plus vifs remerciements à notre promoteur Monsieur ABIDI Mohammed pour avoir accepté, tout d'abord, de nous encadrer, ainsi que pour les précieux conseils, les remarques constructives, et les encouragements qu'il nous a prodigués tout au long de notre travail.

Nous adressons nos remerciements aux membres de jury qui ont accepté d'évaluer notre travail.

Nos remerciements vont aussi à tous le personnel de l'entreprise SNVI pour leurs accueils chaleureux et leurs aides.

Enfin, nous tenons à remercier tous les enseignants de la faculté des sciences économiques des sciences de gestion et des sciences commerciales de l'UMMTO pour leurs enseignements.

Dédicaces

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à l'occasion de la réalisation de mon projet de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme Master en Finance d'Entreprise. C'est avec une grande satisfaction que je franchis cette étape importante de mon parcours universitaire, et je suis consciente que cela n'aurait pas été possible sans le soutien et l'aide précieuse de nombreuses personnes.

Tous d'abord, je dédie ce modeste travail à tous les membres de ma famille pour leurs sacrifices et leurs soutiens. Mon paradis, la lune et le fil d'espoir qui allume mon chemin ma chère maman Louiza et à celui qui m'a fait une femme, ma source de vie mon papa Mourad, mon grand frère Amine, mon support qui était toujours à mes côtés pour me soutenir et m'encourager, mon petit frère Rayane qui sait toujours comment procurer la joie et le bonheur pour toute la famille. Sans oublier ma chère tante Fatima qui n'a pas cessée de me conseiller, encourager et me soutenir tout au long de mes études. Mes grands-mères Baya et Adda pour leur doaa et prières.

Ainsi, je remercie encore ma sœur, mon amie et ma source de motivation Chiraz pour son encouragement et son grand soutien dans mes moments difficiles.

Un grand merci à mon binôme Imen pour son soutien moral, sa patience et sa compréhension tout au long de ce projet. Mes remerciements vont également à mes camarades de promotion et mes amis(es) : Zohra, Ines, Mina, Zina, Asma, Saloua, Massi et Sid Ali pour leurs amitiés, leurs soutiens inconditionnel et leurs encouragements. Merci pour ces formidables années passées ensemble.

J'adresse mes vifs remerciements à mon encadrant M.ABIDI Mohammed pour l'aide qu'il m'a apporté et ses précieux conseils qui ont permis de mener à bien mon travail et pour sa disponibilité.

Mes remerciements vont également aux membres du jury pour l'intérêt qu'ils ont porté à notre recherche en acceptant d'examiner notre travail Et de l'enrichir par leurs propositions.

Merci à tous les enseignants avec lesquels j'ai pu échanger tout au long de mon cursus.

À l'ensemble du personnel de la S.N.V.I, en particulier :

Mme RADJEB, chef du service finance et comptabilité,

Mme BOUZEGZI, chef du service fournisseur,

Et Mme BOUOUNE, chef du service Formation.

Pour leur accueil, le temps passé ensemble et le partage de leur expertise au quotidien :

« Vous avez pu donner une image fidèle de professionnalisme. Il est évident que les entretiens avec vous ont été d'un apport primordial pour l'édification de ce mémoire ».

Enfin, je tiens également à remercier toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

MAISSA

Dédicaces

C'est avec fierté que je déclare Aujourd'hui devant vous ma réussite, malgré les mauvaises circonstances.

Je remercie tout d'abord Dieu le tout puissant, pour sa grâce.

Mes remerciements les plus sincères et distingués vont vers mon encadreur, Monsieur ABIDI Mohammed Pour sa confiance en nous, son soutien et les précieux conseils qui nous ont toujours accompagné. Je remercie aussi mon encadreur au niveau de l'entreprise SNVI, Madame RADJEB, pour son accueil chaleureux, ses conseils, avec son aide précieuse à nous dans la collecte et le traitement des différentes informations nécessaires à l'aboutissement de notre travail. Je remercie également mon oncle CHEMOUN Arezki, professeur à l'université Abderrahmane Mira de Bejaia, pour ses conseils, ses remarques pertinentes et ses encouragements.

Ces quelques phrases sont indispensables, pour vous dire tout simplement un grand merci. Ou'Allah, vous récompense, Amine.

Je remercie toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire, à ceux qui ont cru en moi, à mes parents qui m'ont mis au monde. Mon très chers père, pour avoir toujours cru en mes rêves d'adolescence jusqu'à aujourd'hui ; pour ces encouragements, ces aides financières et matériels qu'il m'a toujours assurées tout au long de mes études, papa je te remercie infiniment, Ma chère mère, qui s'est sacrifiée corps et âme tout au long de ma scolarité et de mon enfance pour faire de moi ce que je suis aujourd'hui.

Mes chers frères, Yacine, ma fierté Bilal, ma source de motivation Nadjib, mon idole et ma sœur Saloua, la sagesse incarnée de notre maison.

Ma meilleur amie HAYAT, c'est la sœur que la vie a oublié de me donner, j'ai de la chance de t'avoir à mes côtés. Ecoute cela ma sœur 'seul on va plus vite mais a deux on va plus loin' -Ma binôme Maissa avec qui j'ai eu le plaisir de réaliser ce modeste travail.

A ma petite chouchoute Nada, pour tous les rires et les bons moments qu'on a eu à passer ensemble au téléphone.

Mes chères copines FERRIAL ET THANINA {Loin des yeux, près du cœur}

IMEN

Liste des abréviations

Abréviations	Significations
ISO	Organisation internationale de normalisation
SNVI	Société Nationale Des Véhicules Industriels
MEDAF	Modèle d'Evaluation des Actifs Financiers
VAR	La Value at Risk
NTIC	Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication
SDR	Structure de Découpage des Risques
EPE	Entreprise Publique Economique
SPA	Société Par Actions
SONACOME	Société Nationale de Construction Mécanique
VAN	Valeur Actuelle Nette
CIR	Carrosserie Industrielle de Rouïba
VIR	Véhicules Industriels de Rouïba
DCGO	Direction de Contrôle de Gestion Opérationnelle
DRH	Direction des Ressources Humaines
DCF	Département de Comptabilité et Finance
DPRI	Direction Partenariat et Restructuration Industriel
DCGA	Direction de conseil de gestion de patrimoine
PSE	Plateforme des Systèmes Electroniques
BTK	Behm Titan Kaiser
CPE	Conseil des Participations de l'Etat
FO.R	Fonderie de Rouïba
CIT	Carrosseries Industriels de Tiaret
FERROVIAL	Filiale Constructions de Matériels et Equipements Ferroviaires
DRVI	Division Rénovation Véhicules Industriels
CNAS	Caisse Nationale des Assurances Sociales
IBS	Impôts sur le Bénéfice des Sociétés
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
PLD	Plans de Développement
DVIR	Division des Véhicules Industriels de Rouïba
ME	Mécanique
FO	Forges
TE	Tôlerie et Emboutissage
MC	Montage Camion
MA	Montage Autocars et Autobus
DFC	Direction Financière et Comptable
DVI	Division des Véhicules Industriels
DAA	Direction des Achats et des Approvisionnements
DU	Direction d'Usinage
DT	Direction Technique
DM	Direction de Montage
DMI	Direction de Maintenance Industrielle
DGI	Direction Gestion Industrielle
DA	Direction Autobus
PRI	Primes de Rendement Individuelle

PRC	Primes de Rendement Collectives
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et la Communication
RGPD	Règlement Générale sur la Protection des Données
MiFID	Directive des marchés d'Instruments Financiers
IFRS	Normes comptables internationales
FR	Fonds de Roulement
BFR	Besoins de Fonds de Roulement

Sommaire

Sommaire

Introduction générale	01
Chapitre I : Le risque dans l'environnement de l'entreprise	
Introduction du chapitre	04
Section 01 : Risque – Effets de l'incertitude	05
Section 02 : Typologies du risque financier	15
Section 03 : La mesure du risque	28
Conclusion du chapitre I	34
Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle	
Introduction du chapitre II	36
Section 01 : Notions de la gestion des risques	37
Section 02 : Le processus de la gestion des risques	43
Section 03 : Méthodes et moyens de couverture des risques	62
Conclusion du chapitre II	84
Chapitre III: Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI	
Introduction du chapitre III	86
Section 01 : Présentation de la SNVI et son organisation	87
Section 02 : Mécanismes de contrôle des risques financiers au sein de la SNVI	103
Section 03 : Moyens de contrôle des risques dans l'entreprise d'accueil	107
Conclusion du chapitre III	115
Conclusion générale	116

Introduction générale

Les entreprises font face à un grand nombre de risques, c'est pourquoi la gestion des risques doit être une partie centrale de la gestion stratégique de toute entreprise.

L'un des objectifs principal de toute organisation est donc d'assurer son activité dans les meilleures conditions d'efficacité, d'efficience, de qualité et de conformité, mais au quotidien tous ne se passe pas toujours comme prévu, l'organisation est sujette à ce qu'on appelle des risques avec des impacts plus ou moins importants qui peuvent venir remettre en cause le bon fonctionnement de l'activité.

Maîtriser son activité revient donc à avoir une connaissance sur ses processus que l'on peut définir comme l'enchaînement des activités et des rôles associés à ces dernières mais aussi sur les risques qui peuvent venir influencer le bon déroulement des processus il s'agit donc d'une part de comprendre que d'agir en proposant des plans d'actions pour renforcer les contrôles et limiter les risques c'est ce qu'on appelle la gestion des risques.

Le terme de risque est souvent employé mais c'est une notion pas toujours facile à cerner, selon le référentiel ISO (Organisation internationale de normalisation) sur le vocabulaire de management du risque ; le risque est défini comme l'effet de l'incertitude sur l'atteinte des objectifs. Un risque est également associé à une notion de probabilité et de conséquences plus ou moins grave, un risque est ainsi un évènement ou une situation probable ayant un impact pouvant remettre en cause le fonctionnement de l'activité et l'atteinte des objectifs.

Donc on peut dire que les risques sont des évènements incertains, tous les risques ne sont pas égaux. Certains sont faciles à gérer tandis que d'autres peuvent avoir des conséquences désastreuses pour l'organisation. A ce moment-là, la gestion des risques permet alors de déterminer comment évaluer les différents types de risques et comment les gérer et les contrôler.

On identifie différentes catégories de risques, il existe le risque financier, professionnel, social, industriel, environnemental et qui doivent être traités dans les organisations mais ceux qui nous intéressent ici sont les risques opérationnels, les risques de non-conformité et les risques juridiques.

Toute organisation souhaitant par nature atteindre ses objectifs et réaliser son activité dans les meilleures conditions il apparait naturellement nécessaire de disposer d'un processus qui permet de comprendre et de gérer efficacement les risques dans l'ensemble de

l'organisation cela s'inscrit dans une démarche globale que l'on appelle le management des risques de l'entreprise ainsi pour mettre en place une gestion des risques efficace il faut une méthode la plus courante définie un cycle en quatre phases dans une logique d'amélioration continue identifier ,priorisez, agir et piloter .

Le cadre de gestion des risques s'est développé à travers les pratiques et les besoins des entreprises d'une part et grâce à la recherche scientifique et économique qui s'est investis dans ce champs de modernisation des méthodes de contrôle de gestion d'autre part.

▪ **Problématique**

Ce travail consiste à identifier et analyser les mécanismes et les moyens de contrôle des risques, les plus solides et efficaces au sein des institutions financières.

A partir de là, nous avons choisi de formuler notre problématique de la façon suivante :

« Comment l'entreprise peut-elle mettre en place des mécanismes de contrôle dans le cadre de la gestion des risques ? Quels sont les mécanismes nécessaires de contrôle dans la gestion des risques ? ».

De la problématique découle les questions secondaires suivantes :

- Qu'est-ce que la gestion des risques en entreprise ?
- Quels sont les différents types de risques auxquels l'entreprise doit faire face ?
- Comment les entreprises arrivent-elles à faire face aux risques auxquels elles sont exposées ?

▪ **Choix et objectif du thème**

Ce travail de recherche a pour objectif de cerner le concept des risques financiers, nous avons voulu comprendre la manière dont l'entreprise gère, contrôle et identifie les risques que peut courir cet établissement et comprendre le processus de la stratégie et de la gestion des risques.

▪ **Méthodologie de recherche**

Pour répondre à nos différents questionnements nous avons utilisé les méthodes de recherches suivantes :

- **La technique documentaire** : pour définir les concepts théoriques par de nombreux ouvrages et des documents électroniques ;
- **Le questionnaire à travers l'entretien** : réalisé avec la responsable de la direction financière dans l'établissement d'accueil ;

- **La méthode analytique** : en utilisant l'analyse des données des états financiers (le bilan, le compte de résultat ...) et de divers documents de la SNVI.

▪ **Structure de recherche**

Nous allons structurer notre travail en trois chapitres essentiels, dans le premier chapitre nous allons mettre en lumière les concepts fondamentaux sur l'univers des risques au sein des entreprises et ses différentes catégories ainsi que le développement des stratégies mises en place pour les gérer.

Dans le deuxième chapitre, nous allons présenter le processus de la gestion des risques et identifier les moyens et les mécanismes nécessaires pour faire face aux différents risques auxquelles les entreprises sont exposées tout en précisant leurs impacts sur l'environnement interne et externe à l'entreprise.

Enfin, pour le dernier chapitre, qui est empirique dans son approche et dans ses analyses, nous allons d'abord présenter l'organisme d'accueil ainsi nous allons mettre en évidence la conception des outils de recherche et la réalisation de l'enquête empirique auprès de l'entreprise d'accueil. Les résultats de l'enquête sont complétés par des informations financières afin d'obtenir un fichier contenant les pratiques de gestion des risques des entreprises et les caractéristiques financières de ces dernières. Sur la base des informations recueillies nous allons présenter l'ensemble des analyses réalisées. Ces analyses répondent à la problématique générale de notre thématique.

Chapitre I :

Le risque dans l'environnement de l'entreprise

Introduction

L'entreprise fait face à des multiples incertitudes, des risques, des obstacles ou des imprévus qui sont autant de menaces pour son développement, voir son existence. Les entreprises ont toujours été exposés à des risques, ces risques sont variables et peuvent provenir aussi bien de l'environnement externe comme de l'environnement interne lié directement à l'entreprise.

Le nombre de risques est important et il est nécessaire de les identifier et de les évaluer afin d'y faire face ; seule la mise en place d'une stratégie d'une gestion des risques de l'entreprise permettra de diminuer leur impact. Cette gestion permettra d'évaluer les risques puis de développer les diverses stratégies destinées à les garder sous contrôle.

Ce premier chapitre vise à présenter la mécanique du risque dans l'entreprise, comme les différents concepts et types de risques que peut rencontrer l'organisation ainsi identifier ses méthodes d'évaluation et enfin développer les stratégies misent en place pour leur gestion.

Section 01 : Risque : Effet de l'incertitude

Depuis longtemps, le risque existe, ce ne sont pas des inventions du monde moderne.

L'histoire nous apprend que les risques ont existé depuis que le concept ne soit défini de manière linguistique ou mathématique.

Un risque est un événement ou une condition dont la survenance pourrait nuire aux objectifs du projet. Chaque activité d'une organisation comporte des risques qui doivent être gérés.

Le processus de gestion des risques facilite la prise de décision. En fait, il s'agit de prendre en compte les contextes internes et externes plus ou moins connus de l'organisation, les incertitudes, les événements possibles ou certaines circonstances prévisibles ou imprévues et leur impact sur les objectifs fixés.

De nombreuses incertitudes sont associées à l'analyse des risques. Il est nécessaire de comprendre le concept d'incertitude et son origine pour assurer une interprétation raisonnable des valeurs obtenues à partir des calculs de risque. Le processus d'évaluation des risques doit donc tenir compte de la présence d'incertitudes.¹

1.1. Notions du risque - Risque financier**1.1.1. Définitions****1.1.1.1. Le risque**

Le risque est représenté par un événement incertain, c'est l'effet de l'incertitude sur les objectifs, il est inhérent à toute l'activité économique ou à toute décision prise par la direction de l'organisation.²

Selon le Petit Robert (2012), le risque est défini comme « *un danger éventuel plus ou moins prévisible* ».

Le risque est l'expression de la probabilité et de l'impact d'un événement incertain, soudain et extrême qui, s'il advenait, pourrait avoir un impact positif (opportunité) ou négatif (menace) sur la réalisation d'un projet ou d'un objectif de programme.

¹ G. Jousse, Traité de riscologie - La science du risque, Imestra Éditions, 2009

² Knight Frank H., 1921, Risk, Uncertainty, and Profit, Houghton Mifflin, Boston and New York

Selon Besson et Possin, (2006) : « *le risque désigne un danger bien identifié, associé à l'occurrence d'un événement ou d'une série d'événements, parfaitement descriptibles, dont on ne sait pas s'ils se produiront mais dont on sait qu'ils sont susceptibles de se produire* ». ³

Selon Bressy (2004) : « *les risques d'entreprise sont tous les évènements pouvant survenir et qui sont de nature à réduire sa rentabilité, voire à remettre en question son existence. Il peut s'agir de menaces qui se réalisent, d'erreurs de gestion ou de prévisions ou encore de la survenance d'aléas défavorables* ».

Ces définitions admettent l'existence de notions communes liées à la notion de risque. Le risque est défini comme nous identifions sans équivoque les dangers, avec la réalisation événements possibles. Deux éléments importants est l'identification du danger et la probabilité d'occurrence de l'événement.

Par ailleurs, le risque est une situation dont l'occurrence est incertaine et dont la réalisation affecte les objectifs de l'entreprise qui le subit. Tous les risques sont définis comme les pertes associées à des évolutions adverses.

Même si le risque est souvent appréhendé comme une menace il peut représenter une opportunité.

1.1.1.2.Le risque financier

Par définition, le risque financier fait référence à la possibilité que les perturbations économiques ou les événements imprévus affectent négativement la situation financière d'une entreprise, d'une institution ou d'un individu. Il peut prendre différentes formes et provoquer des pertes financières significatives.

Le risque financier est la probabilité de perdre de l'argent à la suite d'une transaction financière ou d'une transaction économique ayant un impact financier. Les types et catégories de transactions qui peuvent ou peuvent être associées à des risques financiers sont aussi divers que les risques eux-mêmes.

« *Le risque financier est la possibilité d'une perte financière ou d'une variation indésirable des résultats financiers causée par des événements incertains* ». ⁴

³ Besson, B., Possin, J., C., (2006). L'Intelligence des Risques, Management,IFIE.
<https://blog-gestion-de-projet.com/gestion-des-risques-projet/>

⁴ Jorion, P. (2007)

« *Le risque financier est l'incertitude quant à la réalisation des résultats financiers attendus d'une entreprise ou d'un investissement, en raison de l'impact potentiel d'événements défavorables* ». ⁵

« *Le risque financier est la probabilité d'une perte financière résultant de l'incapacité d'une organisation à honorer ses obligations financières* ». ⁶

« *Le risque financier est la possibilité que la valeur actuelle et les flux de trésorerie futurs d'un investissement ou d'une entreprise soient affectés négativement en raison de facteurs économiques, politiques, juridiques ou autres* ». ⁷

« *Le risque financier est l'incertitude concernant les rendements attendus d'un investissement ou d'une transaction financière, en raison de fluctuations des marchés, des taux d'intérêt, des devises ou d'autres facteurs économiques* ». ⁸

Ces différentes définitions mettent en évidence l'incertitude et la possibilité de pertes financières causées par des événements défavorables ou des fluctuations dans l'environnement économique. Le risque financier est donc étroitement lié à la volatilité des marchés, aux fluctuations des taux.

Selon Hull (2007) On distingue 3 types du risque financier :

1-Risque sur matière première : Le risque sur les matières premières se réfère à l'incertitude et à la possibilité de pertes financières liées à la volatilité des prix, à l'approvisionnement instable, aux fluctuations de la demande et à d'autres facteurs externes qui peuvent affecter la valeur, la disponibilité et la rentabilité des matières premières utilisées dans la production de biens ou de services ;

2-Risque de taux de change : En rapport avec la possibilité de changer le taux de change entre deux devises. Egalement connu sous le nom de risque de fluctuation des taux de change, se réfère à la possibilité de subir des pertes financières en raison des variations des taux de change entre deux devises.

Il survient principalement lorsqu'une entreprise ou un individu effectue des transactions internationales impliquant différentes devises. Par exemple, lorsqu'une

⁵ Brealey, R.A., Myers, S.C., & Allen, F. (2017)

⁶ Brigham, E.F., & Ehrhardt, M.C. (2013)

⁷ Ross, S.A., Westerfield, R.W., & Jaffe, J.F. (2013)

⁸ Hull, J.C. (2016)

entreprise importe des produits d'un pays étranger et doit payer dans une devise différente, elle est exposée au risque de change ;

3-Risque de taux d'intérêt : Il est déterminé sur le marché des capitaux d'emprunt par l'interaction de l'offre et de la demande de titres. Il se réfère à la possibilité que les variations des taux d'intérêt affectent négativement la valeur ou la rentabilité d'un investissement ou d'une dette. Lorsque les taux d'intérêt augmentent, les investissements à taux fixe deviennent moins attrayants, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur des obligations, des prêts et d'autres instruments financiers à taux fixe.

Les risques financiers sont associés à la structure financière de l'entreprise, aux transactions qu'elle effectue et aux systèmes financiers.

L'identification des risques financiers implique l'examen des opérations financières quotidiennes, particulièrement la trésorerie. Si l'entreprise est trop dépendante d'un client unique et qu'il n'est pas en mesure de payer, cela pourrait avoir de graves conséquences pour la viabilité de l'entreprise.⁹

Et ainsi, le risque financier doit prendre en compte des facteurs externes tels que les taux d'intérêt et les taux de change. Les changements de taux auront une influence sur le remboursement des dettes et la compétitivité des biens et services par rapport à ceux qui sont produits à l'étranger.

Le risque financier est celui qui paraît le plus évident, dans la mesure où tout dommage s'accompagne en principe d'une perte et d'une réparation (pour certains, les entreprises ne connaissent qu'un risque, celui de perdre de l'argent.

⁹ RAIS Hassen. Thèse de Doctorat 2012, Université de Toulouse

Tableau 01 : Une brève histoire du risque

Période	Concepts	Outils	Gestion
De l'Antiquité à la Renaissance	Polythéisme, Monothéisme	Destin	Formes embryonnaires d'assurance
Des Lumières à la seconde guerre mondiale	Développement des probabilités et statistiques formelles	Modélisation, hasard probabilisé et risque Calculé	Institutionnalisation de l'assurance, principe de prudence
Des années 1950 à la fin du XXe siècle	<ul style="list-style-type: none"> – IT et Data processing, mathématiques computationnelles – Psychologie cognitive – Approfondissement de la notion juridique de responsabilité – Couverture des risques 	<ul style="list-style-type: none"> – Algorithmes, simulations Monte Carlo, sciences actuarielles – Heuristiques – Hedging 	Refus social du risque (principe de précaution, préventive généralisée, normes) et prise de risque excessive de la finance
Au XXIe siècle	<ul style="list-style-type: none"> – Révolution numérique (big/smart data, réalités virtuelles et augmentées, intelligence artificielle, machine to machine...) – Neurosciences du risque – Conformité 	<ul style="list-style-type: none"> – Détection numérique des facteurs de risques (alertes, contrôles, stress et back tests...) – Maîtrise des risques de Modèles 	<ul style="list-style-type: none"> – Collectivisation accrue du risque et rationalisation de la notion de coût, arbitrage – Réponse institutionnelle à l'instabilité financière

Source : PIERANDREI Laurent, Risk management, « gestion des risques en entreprise, banque et assurance » Edition DUNOD, Paris, P : 03

1.1.2. Les conséquences financières du risque

Les risques ont tous d'éventuelles conséquences financières. Il peut s'agir de pertes directes (pure perte d'argent par spéculation par exemple) ou de pertes beaucoup plus indirectes (remise en état d'une installation, retrait d'un produit, indemnisation de tiers, etc.). Le risque affectant les biens de l'entreprise se traduit de manière indirecte par des pertes financières (cessation d'activité). La réalisation du risque pur (risque humain, risque

technologique, risques naturels, etc.) est le principal fait générateur de ce type de dommages, qu'il provienne de l'entreprise elle-même ou de son environnement. Les nouveaux risques peuvent se traduire par de lourdes pertes de chiffres d'affaires liées à une dégradation de l'image de marque. Dans certains cas, l'accumulation de pertes peut remettre en cause la pérennité de l'entreprise. Le risque touche alors la sécurité financière de l'entreprise.¹⁰

Les conséquences financières des risques financiers peuvent être graves et varier selon la nature et l'ampleur du risque. Voici quelques conséquences courantes :

- 1) **Perte financière** : Le risque financier peut entraîner une perte économique directe de l'entreprise ou des investisseurs. Par exemple, une mauvaise gestion des placements, une baisse des marchés financiers ou une volatilité excessive peuvent entraîner des pertes importantes ;
- 2) **Faillite** : Dans certains cas, le risque financier peut être si grand qu'il peut entraîner la faillite de l'entreprise. Cela se produit lorsque les pertes financières sont si élevées qu'elles dépassent les ressources disponibles pour rembourser la dette et maintenir les opérations en cours ;
- 3) **Baisse de la valeur des actifs** : Le risque financier peut également entraîner une baisse de la valeur des actifs détenus par une entreprise ou un investisseur. Par exemple, une baisse de la valeur des placements immobiliers, des actions ou des obligations peut entraîner une réduction de la richesse globale ;
- 4) **Coûts supplémentaires** : Les risques financiers peuvent entraîner des coûts supplémentaires pour se protéger ou atténuer ces risques. Par exemple, les entreprises peuvent avoir à supporter des coûts supplémentaires pour mettre en place des systèmes de gestion des risques ou acheter des dérivés pour se protéger contre les fluctuations des taux de change ou des prix des matières premières ;
- 5) **Réputation et confiance** : Le risque financier peut également affecter la réputation et la confiance d'une entreprise ou d'un secteur. Par exemple, une mauvaise gestion des risques peut entraîner une perte de confiance des investisseurs et des clients, ce qui peut avoir des conséquences financières à long terme, comme une baisse des ventes ou des difficultés à attirer des investissements.

Les entreprises et les investisseurs doivent comprendre et gérer ces risques financiers afin de minimiser les conséquences financières négatives et de protéger leurs intérêts. Cela

¹⁰ Hull, J.C. (2016), *Op.cit* p.07

peut impliquer l'utilisation de divers outils de gestion des risques tels que l'assurance, la diversification, une évaluation rigoureuse des risques et des pratiques de gestion financière prudentes.

1.2.L'incertitude

1.2.1.Définitions

L'incertitude selon Franck Knight (1921) renvoie à la situation où on ignore ce que son environnement sera dans un futur proche ou lointain.

Par définition, l'incertitude n'est ni probable ni quantifiable. Parce que l'affaire est imprévisible. Les probabilités ne prédisent pas l'avenir, mais plutôt les probabilités qu'un événement se produise par hasard. Il définit également un état de manque d'information qui rend difficile la compréhension ou la connaissance de l'événement et de ses conséquences.¹¹

L'incertitude découle de l'incapacité d'un individu à prédire les événements futurs.

Millikan (1987) définit l'incertitude comme l'imprévisibilité de l'environnement, l'incapacité de prévoir les effets des changements environnementaux et l'incapacité de prévoir les conséquences des décisions.

Donc l'incertitude selon cet auteur, non seulement nous ne connaissons pas l'avenir, mais nous sommes dans une situation où nous ne le savons pas.

John Maynard Keynes définit l'incertitude comme le phénomène de méfiance et d'invisibilité de l'action. Elle correspond à un climat dans lequel on ne sait rien de la situation économique future.

1.2.2.L'effet de l'incertitude

Pratiquement tous les événements économiques impliquent des situations d'incertitude ; Si, malgré l'évaluation faite, une entreprise risque son argent sur un projet d'investissement particulier, elle ressent une incertitude économique quant aux résultats futurs de cet investissement.

L'incertitude au sens de Knight, lorsqu'elle est macroéconomique, affecte l'économie par de multiples canaux. L'un des principaux canaux par lesquels l'incertitude affecte l'économie passe par les options réelles ; Une augmentation de l'incertitude conduit à une

¹¹ <http://theconversation.com/comment-mieux-gérer-les-risques-et-affronter-l'incertitude-139984> Phillippe Villemus, Montpellier Business School publié en Juin 2020

augmentation de la valeur des options de retard en économie, obligeant les acteurs à retarder leurs choix et leurs décisions en prévision de ce qui se passe. En termes simples, lorsque l'incertitude sur les conditions commerciales augmente, les entreprises sont immédiatement réticentes à modifier leurs ressources en capital ou en main-d'œuvre, pour le meilleur ou pour le pire. Ils préfèrent reporter les projets d'investissement et la décision de changer ou de ne pas travailler. Ils sont moins impliqués dans de nouvelles affaires, ce qui réduit les investissements et compromet la croissance future de la production.

Pour les ménages, cette augmentation de la valeur de l'option d'attente entraîne un déplacement de la consommation, et une baisse de la consommation entraîne une augmentation de précaution de l'épargne.

Un autre canal important de l'impact de l'incertitude sur l'économie est l'aversion des agents économiques à différents types de risque et son impact sur les primes de risque. En finance, la prime de risque est le montant supplémentaire qu'une personne est prête à payer pour prendre un certain risque. Plus le risque est élevé, plus la prime de risque exigée est élevée. Ainsi, le rendement attendu des actifs risqués est toujours supérieur à celui des actifs sans risque.¹²

En d'autre terme, l'incertitude a un impact significatif sur le domaine de la finance. Elle peut affecter les marchés financiers, les investissements, les décisions des entreprises et des consommateurs, ainsi que les politiques économiques. Voici quelques effets courants de l'incertitude sur la finance :

- 1) Volatilité des marchés financiers :** Lorsque l'incertitude augmente, les marchés financiers ont tendance à devenir plus volatils. Les investisseurs deviennent nerveux et réagissent de manière excessive aux nouvelles informations, ce qui peut entraîner des fluctuations importantes des prix des actifs, tels que les actions, les obligations et les devises ;
- 2) Prudence des investisseurs :** L'incertitude pousse souvent les investisseurs à adopter une approche plus prudente. Ils peuvent réduire leur exposition aux investissements risqués et chercher des actifs plus sûrs, tels que les obligations d'État ou l'or. Cela peut entraîner une baisse de la demande d'actifs risqués et une hausse de la demande d'actifs considérés comme plus sûrs ;

¹² The impact of uncertainty on activity in the euro area, ECB Economic Bulletin, Issue 8 /2016 Fluctuations in Uncertainty, N.Bloom, Journal of Economic Perspectives, Vol.28, spring 2014

-
- 3) Impact sur les décisions d'investissement :** L'incertitude peut également influencer les décisions d'investissement des entreprises et des particuliers. Lorsque l'avenir est incertain, les entreprises peuvent reporter des projets d'investissement ou réduire leurs dépenses, ce qui peut ralentir la croissance économique. De même, les ménages peuvent réduire leurs dépenses de consommation par crainte de l'avenir, ce qui peut avoir un effet négatif sur l'économie ;
- 4) Effets sur les taux d'intérêt :** L'incertitude peut influencer les politiques monétaires et les taux d'intérêt. Les banques centrales peuvent ajuster leurs politiques en réponse à l'incertitude économique. Par exemple, elles peuvent abaisser les taux d'intérêt pour stimuler l'investissement et la consommation. Cependant, si l'incertitude est perçue comme un risque élevé, les taux d'intérêt peuvent augmenter pour compenser ce risque perçu ;
- 5) Impact sur les marchés internationaux :** L'incertitude économique et politique dans un pays peut se propager à d'autres pays à travers les marchés financiers mondiaux. Les fluctuations des devises, les sorties de capitaux et les réactions en chaîne peuvent provoquer des crises financières internationales, comme cela s'est produit lors de la crise financière mondiale de 2008.

L'incertitude peut avoir des effets à court terme et à long terme sur la finance. Les réactions initiales peuvent être impulsives et entraîner une volatilité accrue, mais les effets à plus long terme dépendent souvent de la manière dont les acteurs économiques réagissent et s'adaptent à l'incertitude.

2. Distinction entre le risque et l'incertain

Le risque et l'incertitude sont deux concepts liés, mais distincts, dans le domaine de la prise de décision et de la gestion des situations potentiellement problématiques.

La théorie de Frank Knight (1921) apparaît fréquemment, combinant la notion de risque d'Adam Smith (1776) avec celle de J.M. Keynes (1936). Le risque se distingue du latin *resecum* "ce qui coupe" et l'incertitude du latin *incertus* "ce qui n'est pas fixé, prédéterminé".

Selon cet auteur, les risques sont liés à l'expérience passée et l'incertitude est généralement liée à la technologie. Le risque ferait référence à une situation où des événements futurs sont possibles et connus, tandis que l'incertitude ferait référence à une situation beaucoup plus obscure où la distribution des états est inconnue, liée à la nature, aux

phénomènes et à la technologie et non au manque d'information ou à l'incompétence sur la part de l'observateur ; il y a donc risque lorsque l'incertitude est de nature probabiliste ; sinon nous disons que nous ne sommes pas sûrs. La différence est que le risque est probabiliste et quantifiable. Par exemple, si on met 03 boules rouges et 02 boules vertes dans une urne, on peut connaître le risque de tirer 03 boules rouges.

$$\begin{cases} 100\% \rightarrow 5B \\ X \rightarrow 3BR \end{cases} \rightarrow X=60\%$$

L'incertitude n'est donc pas un risque mais une combinaison de menace et de problème. Prenons un autre exemple : lorsqu'une catastrophe naturelle menace, la menace s'appelle une inondation. L'enjeu est de construire un ensemble immobilier en zone alluviale.

En économie, l'aléa est la conséquence de l'action de l'entreprise, conséquence qui n'est pas totalement prévisible. Il y'a un enjeu (Mise initialement que l'on risque de perdre ou de gagner, à titre d'exemple : fabriquer des produits pharmaceutiques) parce qu'il a un espoir de gain (les vendre) ou crainte de perte (les jeter). Un aléa c'est par exemple, un retournement de marché. Un enjeu c'est par exemple un retour sur investissement (Gain), ou une baisse de part du marché(Perte).

Le risque est donc l'effet de l'incertitude sur les objectifs de l'entreprise ou de toute organisation.¹³

En résumé, le risque concerne des situations où les résultats possibles et les probabilités associées sont connus, tandis que l'incertitude concerne des situations où les résultats possibles et/ou les probabilités associées sont inconnus ou difficilement déterminables.

Dans la pratique, la gestion des risques implique souvent de prendre en compte à la fois les aspects risqués et les aspects incertains d'une situation, en utilisant des approches adaptées à chaque cas.

¹³ Risque et incertitude : Quelles stratégies pour les entreprises, article publié sur le site <http://www.diligent.com> le 09 février 2023

Section 02 : Typologie des risques

Les entreprises et toutes les institutions financières sont exposées à des risques de différentes natures. Ces risques peuvent provenir de l'entreprise elle-même ou de l'environnement externe.

Les risques sont très variables d'une entreprise à l'autre, ils peuvent être classés en différentes catégories.

Le développement des marchés financiers et l'internationalisation des activités commerciales, ainsi que l'innovation rapide des marchés réglementés ont créé un nouveau type de risque, qui s'ajoute au risques traditionnels, appelé **risque financier**, qui est dû au mouvement ou à l'imprévisibilité des flux qui ont des effets négatifs sur les entités.

Le risque financier comme nous l'avons définie dans la première section, c'est le risque de perte suite à une transaction financière ou une opération économique ayant des implications financières.

2.1. Généralités sur le risque

2.1.1. L'origine du risque

Les risques peuvent provenir des membres internes ou externes à l'entreprise :

2.1.1.1. D'origine interne

Ils peuvent provenir d'un des trois partenaires internes à l'entreprise : Les dirigeants, les salariés et les actionnaires.

2.1.1.2. D'origine externe

La majorité des risques provenant des : Consommateurs, médias, fournisseurs, sous-traitants, agences de notations, concurrence, administrations ...

2.1.2. Les acteurs du risque

- **Les producteurs** : ils représentent toute partie externe ou interne pouvant causer volontairement ou non, du tort à l'entreprise en entravant son activité ou en l'empêchant d'atteindre ses objectifs fixés.
- **Les gestionnaires du risque** : il existe plusieurs acteurs internes et externes.
 - **Interne** : Les membres du personnel, le conseil d'administration, le risk Manager, le comité d'audit ...

- **Externe :** L'Etat, les experts, les entreprises d'assurances et aussi les clients, les fournisseurs, les partenaires ayant une relation d'affaire avec l'organisation et qui représentent une source d'information importante dans le cadre du dispositif de management des risques.

2.1.3. La perception du risque

2.1.3.1. La culture du risque de l'entreprise : Elle dépendra de :

- **L'activité de l'entreprise**

Tableau 02 : Culture du risque selon le secteur d'activité de l'entreprise

Secteur d'activité	Culture du risque
Secteur industriel, commercial et service	Forte
Les banques, les assurances et d'autres établissements financiers Défense nationale Santé	Dépend de la concurrence et l'histoire de l'établissement
Les administrations	Absente

Source : Cours de Management des risques, chapitres 1 et 2 de l'Ecole Supérieure de Gestion et d'Economie Numérique ESGEN.

- **La réglementation appliquée à l'entreprise**

Toutes les entreprises sont soumises à des réglementations strictes et des accords internationaux qui les obligent à prendre en compte la notion du risque dans leurs stratégies, ces entreprises ont un niveau élevé de culture du risque.

- **La nationalité**

Les entreprises anglo-saxonnes ont toujours été plus avancées en matière de management des risques contrairement aux entreprises du reste du monde.

2.1.3.2. L'appétence au risque de l'entreprise

L'appétence au risque est définie comme le degré et le type de risque qu'une entreprise est disposée à prendre pour atteindre ses objectifs.¹⁴

L'appétence au risque permet de déterminer le niveau des risques que les entreprises considèrent comme acceptables pour atteindre ses objectifs fixés et par conséquent les

¹⁴ Cours de Management des risques, chapitres 1 et 2 de l'Ecole Supérieure de Gestion et d'Economie Numérique ESGEN.

risques qui sont conservés, réduits ou évités, ainsi donner lieu à une réduction du niveau de risque d'un pays et améliorer systématiquement l'allocation des ressources. C'est pour cela elle constitue l'un des principaux indicateurs de risque pour le pilotage stratégique des différentes sociétés financières.

Elle peut être :

- **Faible** : L'entreprise est réticente au risque ;
- **Moyenne** : L'entreprise accepte le risque d'une façon raisonnable ;
- **Forte** : L'entreprise accepte facilement le risque.

2.1.4. Cartographie des risques - Fréquence et gravité

Catégoriser les vulnérabilités en fonction de leur gravité et analyser la situation de risque. Après cela, c'est à l'entreprise de cartographier les risques. Cette analyse de risque est basée sur deux variables : Gravité et fréquence. Avant d'évaluer la gravité, les décideurs doivent définir ce que signifie la gravité. Perte grave, économique, personnelle, environnementale, sanitaire, etc.

La cartographie des risques se divise en quatre grandes catégories :

- 1) Risques de fréquence et de gravité faibles** : Risques qui se produisent rarement et, s'ils se produisent, ont un impact limité. Les organisations peuvent supporter ces risques. Parlez de risques mineurs ;
- 2) Risques de fréquence faible et de gravité élevée** : Ce sont des événements rares, mais lorsqu'ils se produisent, ils ont de graves conséquences. En raison de sa faible fréquence, il est difficile de prévoir et de prédire son apparition. La réalisation de risques entraîne des conséquences qui peuvent gravement affecter les activités d'une organisation. Le redémarrage nécessite une injection de capital externe. Cette deuxième catégorie est connue sous le nom de risque de catastrophe ;
- 3) Risque de fréquence élevée et de gravité faible** : Ces événements se produisent assez régulièrement, mais leurs conséquences sont relativement faibles et les risques sont généralement prévisibles. Cette catégorie peut être appelée risque opérationnel ;
- 4) Risques de fréquence et de gravité élevées** : Des événements se produisent régulièrement et leurs conséquences sont toujours importantes. Dans la plupart des cas,

les décideurs abandonnent les projets à moins qu'ils ne soient essentiels au développement de l'organisation. Parlons maintenant des situations d'évitement.¹⁵

Tableau 03 : Fréquences et gravités des risques

	Fréquence faible	Fréquence élevée
Gravité faible	Risques mineurs (1) Ex : Rupture de stock de fournitures de bureau	Risques opérationnels (3) Ex : Risque d'accident de circulation pour les entreprises de transports
Gravité élevée	Risques catastrophiques (2) Ex : Risque d'incendie	Evitement (4) Ex : Risque terroriste

Source : Cours de Management des risques, chapitres 1 et 2 de l'Ecole Supérieure de Gestion et d'Economie Numérique ESGEN.

Fondamentalement, les entreprises doivent se concentrer sur les risques de catégorie 2 et 3, la direction doit se concentrer sur la réduction des risques de catégorie 2, l'évitement s'applique aux risques de catégorie 4, la catégorie 3 est couverte par une assurance.¹⁶

2.1.5. Causes et effets du risque

Les risques sont exprimés en termes de cause à effet. Par exemple, si le risque organisationnel n'est pas géré de manière adéquate, il peut y avoir des conséquences pour l'organisation, notamment en termes de réputation et de confiance, de performances financières et opérationnelles ou de risque personnel (comme indiqué dans le tableau paysage).

¹⁵ BOUAZABIA Athmane et BOUDJEDRA Analyse et gestion des risques Université Lumière Lyon 2 - Master 2 expertise économique et décisions 2007.

¹⁶ Amansou, S. (2019). Gestion des risques : fondements théoriques et analyse critique. Assurances et gestion des risques / Insurance and Risk Management, 86(2-3), 265–287

-Besson, B., Possin, J., C., (2006). L'Intelligence des Risques, Management, IFIE.

<https://blog-gestion-de-projet.com/gestion-des-risques-projet/>

–Nations Unies pour l'éducation 2010, la science et la culture 7, place de Fontenoy, 75352 PARIS 07 SP
Composé et imprimé dans les ateliers de l'UNESCO-

Tableau 04 : Sources et impact des risques

Paysage du risque	
<p><u>Sources/causes de risque</u></p> <p>Environnement interne – largement dans la zone d'influence</p> <p>Interfaces organisationnelles – partiellement dans la zone d'influence</p> <p>Environnement externe – largement hors de la zone d'influence</p>	<p><u>Impact sur la performance</u></p> <p>Performance opérationnelle Ex : réalisation des objectifs</p> <p>Réputation et confiance Ex : attention des médias (Positive ou négative)</p> <p>Performance individuelle Ex : rotation du personnel</p> <p>Performance financière Ex : budget dépassé</p>

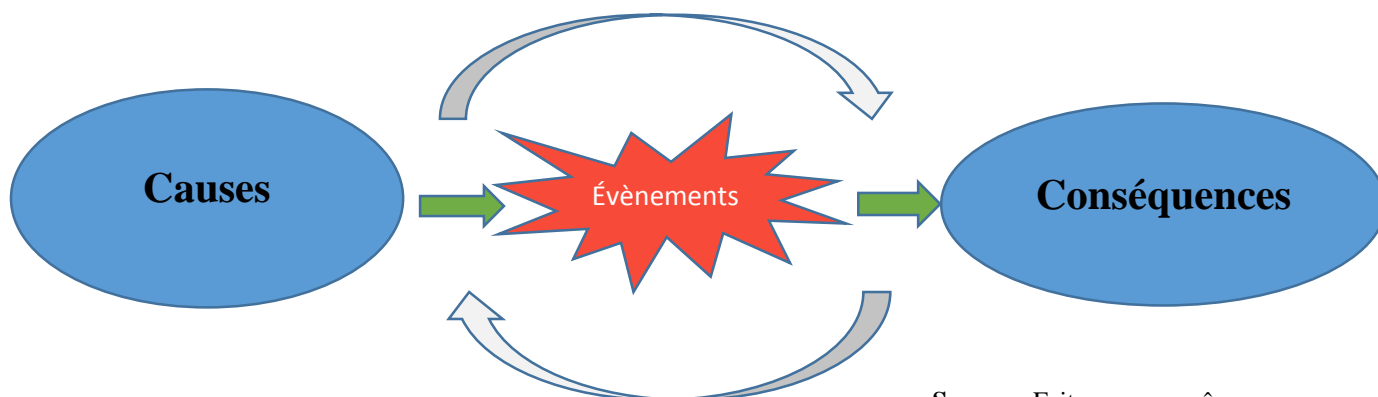
Source : HM Treasury, The Orange Book – Management of Risks – Principles and Concepts, octobre 2004, (2e édition), disponible à : http://www.hm-treasury.gov.uk/d/orange_book.pdf.

La cause profonde aide à formuler les meilleures actions possibles pour résoudre l'incertitude (par exemple, s'attaquer à la cause profonde, pas au symptôme). L'identification de l'impact le plus significatif permet de formuler le meilleur plan de contingence possible en cas d'incertitude avec des impacts négatifs.

Le risque est caractérisé par un événement incertain (ou incertitude) qui peut affecter une organisation. Cette notion d'événement incertain est au cœur de la définition.

Le défi consiste à identifier un événement potentiel qui, s'il se produit, pourrait avoir diverses conséquences indésirables pour l'organisation. Bien sûr, la notion d'événement incertain doit être interprétée au sens large pour couvrir un grand nombre de situations, mais elle doit être suffisamment précise pour identifier les causes qui ont déterminé l'événement, son effet ou ses conséquences (voir ci-dessous), et donc les actions à entreprendre.

Schéma 01 : Formulation des risques



Source : Fait par nous-mêmes

Formuler un risque peut représenter un exercice complexe requérant de différencier correctement entre les causes, l'événement déclenchant le risque et la conséquence/impact de ce risque. Qui plus est, les risques ou incertitudes doivent être appréciés et hiérarchisés en relation avec des objectifs (ce qui peut être fait à n'importe quel niveau, des objectifs personnels aux objectifs de l'Organisation).

Il importe de ne pas confondre les risques / incertitudes avec les conséquences ou ce qui arrive si le risque venait à se matérialiser ou la formulation du contraire de l'objectif. Pour éviter une formulation inadéquate du risque, la formulation d'un risque doit comprendre la cause de ce risque et son impact possible sur l'objectif (autrement dit, il doit comprendre la cause et la conséquence).

Lorsqu'un risque affecte plusieurs objectifs organisationnels, son impact potentiel peut varier en fonction des différents objectifs, la meilleure réponse est elle-même variée même selon la cible (mais il est possible que le traitement unique soit réponse appropriée aux risques multi-cibles organiser). Par conséquent, l'identification et la formulation des risques peuvent nécessiter plusieurs niveaux d'analyse.¹⁷

2.2. Les différents types du risque financier

Le risque financier est le risque le plus spécifique dans le secteur bancaire. Plusieurs catégories de ce risque font l'objet d'une surveillance réglementaire.

▪ Les principaux risques financiers sont :

- Le risque du crédit ;
- Le risque du marché ;
- Le risque de liquidité ;
- Les risques opérationnels ;
- Le risque politique.

2.2.1. Le risque du crédit

Il représente la plus ancienne forme de risque dans les transactions financières, il reste aujourd'hui une source majeure de risque pour les banques et les marchés financiers.

Il désigne le risque que le débiteur ne réponde pas à son obligation initiale qui est de rembourser un crédit.

¹⁷ HM Treasury, The Orange Book – Management of Risks – Principles and Concepts, octobre 2004, (2e édition), disponible à: http://www.hm-treasury.gov.uk/d/orange_book.pdf.

Le risque de crédit constitue l'une des principales de défaillance d'une entreprise.

« Il représente le risque d'une défaillance d'une contrepartie face à ses engagements contractuels ou à l'encaissement des créances ». ¹⁸ Une entreprise est exposée au risque du crédit est amenée à effectuer des transactions dans le cadre des activités commerciales des montants conséquents avec des nombreuses contreparties.

Le risque de crédit est porté essentiellement sur les créances rattachées à la clientèle.

On distingue quatre principaux types de risques de crédit :

2.2.1.1. Le risque d'émetteur

On parle du risque émetteur, lorsque le risque de crédit concerne une émission d'un titre de créance.

Dans le cas pratique, s'il y a une détérioration dans l'évaluation de solvabilité d'un émetteur, le prix de ses obligations baissera lui aussi. Cela pourra créer des pertes de capital significatives pour les porteurs d'obligations qui veulent vendre avant échéance.

2.2.1.2. Le risque de contrepartie

Désigne le risque de défaillance d'un emprunteur qui ne peut plus rembourser sa dette dans son intégralité. Il peut résulter d'une mauvaise volonté de la part du débiteur, ou encore d'une incapacité technique de ce dernier de procéder au remboursement de sa dette.

2.2.1.3. Le risque de dégradation de la qualité de crédit

Représente le risque que la qualité perçue de l'emprunteur se dégrade.

La baisse de notation d'une émission obligataire suite à une dégradation de la qualité de crédit de l'émetteur se traduit par une baisse du prix de l'obligation.

En outre, la dégradation de la qualité de crédit peut être précurseur d'un défaut.

2.2.1.4. Le risque de défaut

Le défaut est défini comme la capacité ou le refus du débiteur de remplir les obligations financières envers son créancier au titre des intérêts ou du principal de la créance constatée.

En cas de défaut, les créanciers courent le risque d'une perte financière s'ils ne peuvent recouvrer la totalité du montant qui leur est dû au titre d'un contrat. ¹⁹

¹⁸ PIERENDREI Laurent, Risk management, « *gestion des risques en entreprise, banque et assurance* » édition DUNOD, Paris, P127

¹⁹ TALEB BENDIAB Ismahane « *La gestion des risques financiers* » M1EMB Master 1 économie monétaire et bancaire. P.76.

Remarque : L'appréciation du risque de crédit dépend de plusieurs facteurs qui sont les suivant :

- Le montant de la créance (l'exposition au risque) ;
- La probabilité de défaut ;
- Le taux de recouvrement en cas de défaut .

L'évaluation du risque de crédit peut être approchée selon cette formule :

$$\text{Risque de crédit} = (\text{Exposition} \times \text{Probabilité de défaut} \times \text{Taux de recouvrement})$$

Exemple : Pour une créance de 1 000 000 DA, avec une probabilité de défaut de 4% et un taux de recouvrement estimé à 20 %, le risque de crédit pourrait donc être évalué à :

$$1\,000\,000 \times 4\% \times 20\% = 8000 \text{ DA}$$

La maîtrise du risque de crédit pour les entreprises est au plein cœur de leur métier car il permet de déterminer la rentabilité des opérations effectuées.

Les effets de ce risque sont immédiats et prennent de l'ampleur lorsque l'entreprise est dépendante d'un seul client représentant la majorité du chiffre d'affaire.

Ce risque est généralement dirigé par un comité crédit est fait partie des causes fondamentales de défaillances des entreprises.

2.2.2. Le risque du marché

Le risque du marché comprend tous les risques liés aux changements des conditions du marché. Cela peut affecter négativement l'ensemble de portefeuille boursier et cela n'a rien à voir avec une opération précise. Le risque du marché provient de diverses sources : risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de liquidité, risque boursier et risque de matières premières.

Il est difficile de prévoir et de prévenir de tels risques de marché. L'impact varie selon le type d'actif.

Le risque du marché est l'exposition à l'incertitude, toutefois l'évolution de ce risque dépend de l'évolution de la conjoncture économique ; c'est pourquoi il est important d'étudier le cycle économique et la rotation de l'industrie sur le marché.

Ce risque porte essentiellement sur le cours des actions, les taux d'intérêt et les taux de change.

2.2.2.1. Le risque de taux d'intérêt

Il s'agit du risque associé aux variations des taux d'intérêts. La courbe des taux est directement affectée par les taux d'intérêts directeurs déterminés par les banques centrales, ainsi que par la confiance des investisseurs dans un pays ou une zone géographique ; c'est le risque global. Les variations des taux d'intérêts engendrent des variations des taux des prêts bancaires mais également des variations des coûts de financement par les obligations en bourse.

L'évolution des coûts d'emprunts sur le marché est à l'appréciation des investisseurs et des banques ; c'est un risque spécifique à l'entreprise.

En général, une hausse des taux est favorable pour les prêteurs et défavorable pour les emprunteurs.

2.2.2.2. Le risque de change

Toutes les entreprises sont indirectement exposées au risque de change, elles sont soit exportatrices soit importatrices de matières premières ou de produits.

Pour les entreprises exportatrices, l'appréciation de la monnaie locale par rapport aux autres monnaies aura un impact négatif. Les entreprises étrangères devront payer plus pour acheter les produits de cette entreprise, ce qui réduira le niveau de leurs exportations. A l'inverse, la dépréciation de la monnaie nationale par rapport au change peut également avoir un impact négatif sur les entreprises importatrices, importation des produits étrangers lui coûtera plus cher.

Le risque de change concerne également les créances ou les dettes libellées en devises étrangères (comme le dollar américain). Par conséquent, les variations du prix de l'EURO et le DOLLAR auront un impact direct sur la valorisation de la position.²⁰

2.2.3. Les risques opérationnels

Différemment aux autres catégories de risques évoqués précédemment, le risque opérationnel dépasse largement les frontières du seul secteur financier puisque d'autres entités, notamment industrielles y sont fortement exposées. Le risque opérationnel est défini comme le risque de perte dû à l'inadéquation ou à la défaillance des processus internes, des personnes ou des systèmes ou à des événements externes.

²⁰ HM Treasury, The Orange Book – Management of Risks – Principles and Concepts, octobre 2004, (2e édition), disponible à : http://www.hm-treasury.gov.uk/d/orange_book.pdf.

Cette définition couvre les erreurs humaines, les fraudes, les malveillances, les défaillances des systèmes d'informations, les problèmes liés à la gestion du personnel, les litiges commerciaux.²¹

On peut classer les risques opérationnels en 03 domaines :

- 1) **La fraude** : Il s'agit d'un acte illégal qui trompe intentionnellement, extorque de l'argent contre la volonté d'autrui ou falsifie délibérément des documents pour enfreindre les droits d'autrui. Par exemple les faux chèques ;
- 2) **La sécurité** : Comme les incendies, piratage... ;
- 3) **Les procédures** : Les paiements, encodage....

Il existe des différentes catégories des risques opérationnels dont on peut citer :

- **Fraudes internes** : Détournements de capitaux, contrefaçons, falsifications, transactions non enregistrées intentionnellement ... ;
- **Fraudes externes** : Piratage, vols de toute nature ;
- **Pratiques en matière d'emploi et de sécurité sur le lieu de travail** : Activités syndicales, responsabilités civiles, rémunération du personnel, événements liés à la santé et la sécurité du personnel ... ;
- **Clients, produits et activités commerciales** : Connaissance de la clientèle, opérations fictives, blanchiment d'argent et vente de produits non autorisés, violation du devoir fiduciaire... ;
- **Dommages aux actifs corporels** : Tremblement de terre, terrorisme, vandalisme...
- **Dysfonctionnement de l'activité et des systèmes** : Panne de matériaux et des logiciels d'informatique, panne d'électricité ... ;
- **Exécution, livraison et gestion de processus** : Non-respect des dates limites, mauvaise communication, documents incomplets, erreur comptable...

2.2.4. Le risque de liquidité

Le risque de liquidité autrement appelé risque de trésorerie, peut être défini comme l'absence de trésorerie afin de répondre à des besoins de moyenne échéance. Ces besoins peuvent concerner des échéanciers de remboursement de crédit des dettes fiscales, sociales

²¹ <http://www.cairn.info>

ou des dettes fournisseurs. C'est un risque qui peut s'analyser en tant que risque d'exploitation, endettement mal maîtrisé ou BFR très important.²²

En d'autres termes, le risque de liquidité d'une entreprise se matérialise par l'incapacité à honorer ses paiements à court terme (remboursements de dettes bancaires, paiements des fournisseurs, salaires ...).

Par conséquent, le risque de liquidité désigne généralement le risque d'être à court de liquidités, c'est-à-dire que l'entreprise n'est pas en mesure de faire face à ses engagements à court termes (moins d'un an) Ce problème de liquidité peut entraîner l'insolvabilité, voire la faillite de l'entreprise.

Par ailleurs, il s'agit d'un des risques financiers prioritaires à identifier, comprendre et maîtriser pour toutes les entreprises car une rupture de trésorerie peut être la cause d'une cessation des paiements.

Enfin, le risque de liquidité de l'entreprise peut également concerner ses investissements financiers difficilement réalisables à court terme. En effet, les entreprises détenant des actifs illiquides (dont les volumes d'échanges sont faibles) peuvent se trouver dans l'impossibilité de revendre leurs positions aux prix du marché car il y a trop peu d'acheteurs en contrepartie.

Ces catégories ne sont pas strictes et certaines parties de l'entreprise peuvent appartenir à plus d'un type.²³

2.2.5. Le risque politique

Le risque politique correspond à « *tous les événements ou décisions politiques ou administratifs, nationaux ou internationaux, pouvant entraîner des pertes économiques, commerciales ou financières pour les entreprises, les importateurs ou les exportateurs ou pour investir à l'étranger* ».

Les risques politiques sont connus. La stabilité et la nature du régime politique peuvent avoir une influence déterminante sur la viabilité d'une entreprise et le tissu économique. À l'instar de la présentation de Gerry Johnson et Hevan Scholes, on peut considérer que les contours des risques politiques englobent quatre composantes : la guerre

²² CAMARA Abdou Rahmane et DIAKITE Adem Mémoire, thème « *Gestion des risques financiers au sein des PME au Mali* » p.36.

²³ TALEB BENDIAB Ismahane « *La gestion des risques financiers* », *Op.cit* page 21.

ou l'instabilité géopolitique, la corruption, la spoliation de la part des États ou de la part du crime organisé et enfin la faiblesse de l'État Providence.²⁴

Il existe plusieurs types de risques politiques :

2.2.5.1. Risque de conflit ou de guerre

A partir de la guerre, les risques environnementaux, les risques naturels, les risques sociaux et politiques se sont accumulés. La nouvelle géographie des aléas montre que le plus grand risque est logiquement concentré dans les villes, où les conflits armés et les catastrophes naturelles s'intensifient. A titre d'exemple, Depuis que le Japon a utilisé pour la première fois des armes biologiques contre des civils lors de son occupation de la Chine en 1931, les scientifiques ont appris à évaluer les dommages causés par l'utilisation de ces armes. Aux États-Unis, la fin de la guerre du Viêtnam a montré l'importance des phénomènes de déchéance sociale des vétérans, traumatisés et inaptes à être réintégrés par la société américaine. Récemment la polémique née de l'usage de munitions à uranium appauvri dans les guerres du Golfe, de Bosnie et du Kosovo et corrélativement les décès suspects d'anciens combattants qui pourraient résulter de trop fortes expositions aux rayonnements ionisants rendent compte de la prise de conscience par l'opinion publique des effets de risque induits que comporte toute guerre technologique.²⁵

2.2.5.2. Risque terroriste

Le terrorisme est aujourd'hui l'une des plus grandes menaces contre les cibles occidentales de toutes sortes, y compris celles qui symbolisent la puissance économique d'un pays, comme les entreprises. Ce fléau prend de multiples formes, des attentats meurtriers à l'extorsion, permettant le financement d'opérations terroristes et l'utilisation du numérique pour glorifier leurs opérations. Face à ce constat, la réponse ne se limite plus aux entreprises publiques, les entreprises intègrent désormais cette problématique dans leurs systèmes de sécurité en anticipant les risques. Ces stratégies sont complétées par des dispositions législatives pour la protection des systèmes d'information et la détection des actes dangereux des terroristes. Les législateurs ont également pris des mesures pour réduire la diffusion de discours terroristes via Internet.²⁶

²⁴ HASSID Olivier « *UNE HISTOIRE RÉCENTE DES RISQUES AU SEIN DE L'ENTREPRISE, La gestion des risques* » 2ème édition .

²⁵ BERTELLA-GEFFROY Marie –Odile le parquet de Paris a ouvert mi-juin 2002 une information judiciaire pour « *homicides et blessures involontaires* ».

²⁶ <https://www.cairn.info/revue-securite-et-strategie-2017-4-page-54.htm#no1>

2.2.5.3. Les risques du nationalisme économique

Le nationalisme économique, ou patriotisme économique, est un ensemble de politiques qui mettent l'accent sur le contrôle interne de l'économie, de la main-d'œuvre et de la formation de capital, même si cela implique l'imposition de tarifs et d'autres restrictions sur la circulation de la main-d'œuvre, des biens et du capital. Dans de nombreux cas, cette politique s'oppose à la mondialisation en cours ou du moins remet en cause les avantages d'un libre-échange sans restriction. Le patriotisme économique peut utiliser des moyens tels que le protectionnisme et la substitution indigène des importations.

Elle spécifie également les comportements spécifiques des consommateurs, des entreprises et des pouvoirs publics, y compris la préférence pour les biens ou services produits dans leur pays ou groupe de pays.

2.2.5.4. Le risque d'entraver le commerce international

Citant comme exemples le risque lié à l'éthique et au transport ou les marchandises transportées internationalement sont à risque (bris, perte, vol, vandalisme, accident, saisie, contamination, etc.) donc ils peuvent entraver le développement des activités hors frontières, mais l'entreprise dispose de moyens pour limiter l'impact sur ses affaires.

2.2.5.5. Risque d'insolvabilité économique et financière

Désigne le risque que les clients obligés de payer leurs factures deviennent insolvables, que ce soit volontairement par défaut ou involontairement en cas de recours collectif.

2.2.5.6. Risque de troubles politiques et sociaux

La violence politique est tout acte de violence ou d'hostilité visant à remplacer ou à renverser le gouvernement d'un pays ou à modifier ses politiques.

Exemple concret : Le conflit en Ukraine est un exemple récent de violence politique. L'invasion russe au début de 2022 a considérablement accru ce risque pour les entreprises canadiennes opérant en Ukraine. La violence politique peut également prendre la forme de troubles sociaux, comme cela s'est produit récemment au Pakistan.²⁷

²⁷ <https://www.edc.ca/fr/blogue/gestion-risques-politiques.html>

Section 03 : La mesure du risque

Dans le paradigme Knightien dont nous avons parlé précédemment, le risque désigne une situation où les possibilités d'avenir sont connues et aussi probabilisables. Dans ce sens, après avoir initialement défini les risques que peut connaître une entreprise il est important de connaître la probabilité d'occurrence de ces derniers. Ce qui revient à pouvoir mesurer la réalisation de ce risque.

Par ailleurs, il est indispensable d'estimer la réelle volatilité des flux financiers et donc mesurer le risque.

Pour mesurer le risque financier, plusieurs indicateurs doivent être pris en compte. Ils permettent notamment d'envisager les éventuelles pertes liées à un actif. Chaque indicateur a une fonction propre. Ainsi, son résultat ne prend sens que s'il s'inscrit dans une analyse comparative approfondie des risques.

Dans cette partie on présentera deux modèles de mesures du risque dans l'entreprise, tels que le MEDAF et la VaR.

1.1. Le MEDAF

1.1.1. Définitions

Le MEDAF, ou Modèle d'Evaluation des Actifs Financiers, est utilisé pour déterminer le taux de rendement attendu d'un actif en fonction de son niveau de risque. Il repose sur le principe selon lequel les investisseurs ne valorisent le risque systémique que lorsque le marché boursier est à l'équilibre. Le risque non systématique ou spécifique étant diversifiable et peut donc être compensé par la diversification du portefeuille de titres. Par conséquent, le rendement d'un titre est calculé comme étant la somme du rendement de l'actif sans risque et de la prime de risque de l'actif sous-jacent.²⁸

▪ Définitions supplémentaires

- **La prime de risque :** La prime de risque ou prime de risque de marché est la différence entre le rendement attendu de la détention d'un portefeuille de marché et le rendement d'un actif sans risque. Il mesure le risque systématique et non diversifiable du marché. Ainsi, il reflète le rendement supplémentaire attendu de la prise en charge de l'équivalent de l'ensemble du risque de marché par rapport au rendement d'un actif sans

²⁸ JORION Philippe et BLANDIN Gérard "Risques financiers : Instruments de mesure et de gestion"

risque. La prime de risque de marché entre dans le calcul du coût des capitaux propres ou du taux de rendement requis par les actionnaires ;²⁹

- **Actif sans risque** : Un actif sans risque est un actif avec certains rendements futurs et un écart type de rendements nuls. Il est approximé empiriquement sur la base des rendements des obligations de l'état solvable. Selon le MEDAF, le modèle d'évaluation des actifs financiers, le taux de rendement d'un actif sans risque fonctionne en finance comme le taux de rendement de base pour une évaluation du taux de rendement requis sur un actif risqué ;
- **Le risque spécifique** : Les risques propres à l'entreprise sont inhérents à l'activité de l'entreprise et à ses modes de gestion et ne sont pas influencés par le marché. En effet, les risques spécifiques sont ainsi indépendants d'événements affectant des marchés entiers ou des secteurs économiques entiers, comme les innovations technologiques, la compression de l'offre de crédit. Dans la gestion du portefeuille, seul le risque systémique est récompensé par les investisseurs. Le risque spécifique étant par définition diversifiable par une optimisation du portefeuille de titres, il est par conséquent non rémunéré par les investisseurs sur le marché ;
- **Le risque systémique** : Le risque systématique ou de marché correspond au risque incompressible attribuable aux fluctuations du marché global. Contrairement au risque spécifique, le risque systématique ne peut pas être diversifié en optimisant un portefeuille de titres et est donc payé par les investisseurs sur le marché. Le risque systématique au niveau de l'action est calculé en multipliant le risque de marché global par la sensibilité de l'action aux rendements du marché, telle que mesurée par le coefficient bêta. Le risque systémique implique le calcul du coût des fonds propres ou du taux de rendement requis pour les actionnaires.

1.1.2. Formule et calcul du MEDAF : La formule du MEDAF est une fonction :

- 1) De la mesure du risque systématique de l'actif, c'est-à-dire au risque non diversifiable (l'investisseur diversifiera son portefeuille directement sur le marché), noté **β actif** (Coefficient bêta de l'actif)
- 2) De la rentabilité espérée sur le marché, notée **$E(R_m)$**
- 3) Du taux d'intérêt sans risque (généralement des emprunts d'État ou de la banque centrale), noté **R_f**

²⁹ <https://www.mazars.fr/Accueil/Services/Financial-Advisory/Glossaire-Definition/M/MEDAF>
Mazars.France titre : Le MEDAF

$$E(R_{\text{actif}}) = R_f + \beta_{\text{actif}} \cdot [E(RM) - R_f]$$

$[E(RM) - R_f]$ Représente la prime de risque du marché, c'est-à-dire le surplus de rentabilité exigé par les investisseurs lorsque ces derniers placent leur argent sur le marché, plutôt que dans un actif sans risque.

Le β_{actif} est la volatilité de la rentabilité de l'actif considéré rapportée à celle du marché. Mathématiquement parlant, elle correspond au rapport entre la covariance de la rentabilité de l'actif et de la rentabilité du marché et la variance de la rentabilité du marché.³⁰

$$\beta_{\text{actif}} = \frac{\text{cov}(RM, R_{\text{actif}})}{\text{var}(RM)}$$

1.1.3. Historique et hypothèses

La mesure du risque découle d'une mesure théorique financière. La naissance de cette théorie est liée aux travaux de Bachelier (1900). Mais ce n'est que le travail de Markowitz (1952) et de Sharpe (1970) Les premiers travaux sur le risque conceptualisé et conduit au développement des modèles MEDAF et VaR. Dans ces modèles, le risque est une fonction de la corrélation entre les actifs qui composent un portefeuille. Ce modèle repose sur plusieurs hypothèses. Deux des hypothèses de base sont liées à la nature de préférences des agents et normalité des distributions des rendements boursiers.

La première hypothèse est nécessaire pour formaliser le problème de choix des investisseurs face à des choix risqués. Cependant, il est difficile d'accepter que les actifs financiers soient considérés comme des marchandises inférieures (Platt, 1964, Flèche, 1970). La sélection des agents averses aux risques est également difficile à expliquer (Friedman et Savage, 1948, Kahneman et Tversky, 1979, Golec et Tamarkin, 1998)

La deuxième hypothèse peut exprimer l'utilité espérée comme une fonction exacte de la valeur attendue et de la variance de la distribution de rentabilité, théoriquement basée sur la méthode moyenne-variance.

³⁰ Fama, Eugene F. (1968). Risk, Return and Equilibrium: Some Clarifying Comments. Journal of Finance Vol. 23, No. 1, pp. 29-40

Cependant, l'hypothèse de normalité pour la distribution de rentabilité est que des enquêtes et des observations explicitement rejetées dans la littérature. (Engle, 1982, Bollerslev, 1986, Mandelbrot, 1997).³¹

1.2. La VaR (La Value at Risk)

1.2.1. Définitions

En 1994, le cabinet JP Morgan publie une nouvelle méthode de mesure de risque ; la Value at Risque ou valeur en risque. Cette méthode s'est d'abord étendue à l'ensemble de la communauté financière pour ensuite s'appliquer à des champs beaucoup plus vastes. Elle connaît une large diffusion aussi bien auprès des professionnelles que des académiques.

La VaR est ainsi un indicateur synthétique qui rend compte de la perte maximale pour un niveau de risque et un horizon de temps donnés, néanmoins, d'une entreprise à l'autre, les modèles de VaR se fondent sur des méthodologies et des hypothèses très diverses afin de contourner les difficultés d'observabilités et les contraintes de temps de calcul. En raison de cette hétérogénéité, la comparaison comme l'agrégation des VaR doit être considérée avec la plus grande prudence (Cougnaud, 2007).

La VaR représente la perte potentielle maximale de l'investisseur sur la valeur d'un actif ou d'un portefeuille financier, qui ne peut être atteinte que dans un horizon donné avec une probabilité donnée.

En d'autres termes, pour un certain niveau de confiance, il s'agit de la pire perte attendue sur une période donnée.

La VaR peut être considérée comme le quantile de la distribution des gains et des pertes associées à la détention d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs sur une période donnée.

Si l'on considère un taux de couverture de $a\%$ (typiquement 95% ou 99%), la VaR journalière correspond au quantile $a\%$ de la répartition des pertes et profits sur la durée de détention de l'actif.

1.2.2. Hypothèses de calcul de la VaR

La détermination de la Value-At-Risk repose principalement sur trois hypothèses :

³¹ <https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-comptable-et-fiscal/1198459-medaf-definition-calcul-traduction/>

La première hypothèse, concerne la normalité des distributions considérées. On suppose généralement que le prix d'un instrument financier suit une loi log-normale.

La deuxième hypothèse concerne le lien entre une VaR à N jours et une VaR à 1 jour. En effet on considère que la VAR à N jours est égal à la racine carrée de N multipliée par la VaR 1 jour.

Enfin, la dernière hypothèse est que le rendement moyen d'un actif financier est nul pour la période considérée. (Si l'on s'attend à un rendement annuel moyen de 15% pour un certain actif, le rendement journalier moyen est de $15/252=0,06\%$, 252 correspondant au nombre de jours où la bourse est ouverte. Ainsi faire l'hypothèse d'un rendement journalier nul n'est donc pas restrictif).³²

1.2.3. Avantages et inconvénients de cette méthode

1.2.3.1. Les avantages

L'utilisation de la VaR présente plusieurs avantages :

- Il s'agit d'un nombre unique exprimé en pourcentage ou en unité de prix facilement compréhensible même par des non-professionnels et largement utilisé par les professionnels du domaine financier.
- Les calculs de VaR peuvent être comparés entre différents types d'actifs (actions, obligations, dérivés, devises, etc.) ou de portefeuilles.
- La VaR peut également être utilisée par les traders pour surveiller leur exposition au marché.³³

1.2.3.2. Inconvénients de la VaR

Parmi les limites de la VaR, mentionnons :

- Le manque des procédures standard pour collecter les données nécessaires à la détermination de la VaR. Il s'avère que différentes méthodes de calcul peuvent donner des résultats différents ;
- Les résultats manquent de fiabilité car les données injectées dans les algorithmes de calcul pour prédire le marché proviennent de valeurs collectées dans le passé. Cela ne reflète pas nécessairement l'évolution future du portefeuille car les mouvements de marché ne suivent pas les lois normales ;

³² JORION Philippe "Value at Risk: The New Benchmark for Managing Financial Risk"

³³ Hull, J.C. (2016), *Op.cit* p.07

- Un autre inconvénient est que la cote de perte potentielle représente le niveau de risque le plus bas dans une série de résultats. Par exemple, une détermination de VaR de 95 % pour un actif risqué de 20 % représente une espérance de perdre au moins 20 % tous les 20 jours en moyenne. Dans ce calcul, une perte de 50% valide encore l'évaluation des risques ;
- Enfin, la VaR utilise un certain nombre d'approximations et de simulations pour construire des distributions de probabilité.³⁴

³⁴ JORION Philippe Idem,op.cit page 32

Conclusion du chapitre

En conclusion, il est essentiel de reconnaître et de comprendre la différence entre le risque et l'incertitude dans le domaine financier. Le risque fait référence à des situations où les résultats futurs sont incertains, mais où les probabilités associées à chaque résultat sont connues ou peuvent être estimées. En revanche, l'incertitude se produit lorsque les résultats futurs sont également incertains, mais les probabilités ne peuvent pas être déterminées de manière fiable.

Dans le contexte financier, le risque financier est une réalité inévitable et omniprésente. Il existe différentes typologies de risques financiers, où il est crucial pour les entreprises et les investisseurs de gérer ces différents types de risques financiers de manière efficace, en mettant en œuvre des stratégies de gestion des risques appropriées, telles que la diversification des portefeuilles, l'utilisation d'instruments dérivés, l'évaluation régulière des risques et des contrôles internes solides.

Donc, il est important de noter que malgré tous les efforts déployés pour gérer les risques financiers, l'incertitude reste présente. Les événements imprévus, les changements économiques et politiques soudains peuvent perturber les modèles de risque établis. Par conséquent, il est essentiel d'adopter une approche proactive en matière de gestion des risques, en restant vigilant et en ajustant constamment les stratégies en fonction de l'évolution des circonstances. La mesure du risque et les stratégies de gestion des risques sont des éléments essentiels dans la prise de décision et la gestion des activités dans de nombreux domaines tels que la finance, l'assurance, la santé, l'ingénierie et bien d'autres. Voici quelques conclusions importantes sur ces sujets.

La mesure du risque et les stratégies de gestion des risques sont des éléments essentiels pour assurer la sécurité et la viabilité des entreprises et des projets. La mesure du risque implique l'évaluation systématique et objective des risques potentiels auxquels une organisation est confrontée, tandis que les stratégies de gestion des risques visent à identifier, évaluer, contrôler et atténuer ces risques.

La mesure du risque repose sur l'identification et l'évaluation des menaces et des vulnérabilités, ainsi que sur l'estimation des conséquences potentielles en cas d'occurrence de ces risques. Cela peut être réalisé à l'aide d'outils tels que l'analyse quantitative des risques, qui utilise des modèles mathématiques et statistiques pour évaluer la probabilité et

l'impact des risques, ainsi que l'analyse qualitative des risques, qui repose sur l'expertise et l'expérience des professionnels pour évaluer les risques de manière plus subjective.

Une fois les risques identifiés et évalués, il est essentiel de mettre en place des stratégies de gestion des risques appropriées. Ces stratégies peuvent inclure plusieurs mesures telles que l'évitement du risque, la réduction du risque, le transfert du risque ou l'acceptation du risque.

L'évitement du risque implique d'éviter les activités ou les situations qui présentent des risques inacceptables. Cela peut signifier, par exemple, renoncer à certains projets ou à certaines opportunités d'affaires qui comportent des risques excessifs.

La réduction du risque vise à prendre des mesures pour réduire la probabilité d'occurrence d'un risque ou l'ampleur de ses conséquences. Cela peut inclure la mise en place de mesures de sécurité, la formation du personnel, l'amélioration des processus opérationnels, etc.

Le transfert du risque implique le transfert de la responsabilité du risque à une autre partie. Cela peut être réalisé par le biais d'assurances, de contrats ou d'accords de partenariat, où une partie accepte de prendre en charge les conséquences financières d'un risque spécifique.

Enfin, l'acceptation du risque consiste à reconnaître qu'un certain niveau de risque est inévitable et à décider de le tolérer. Cela peut être le cas lorsque les coûts associés à la réduction ou au transfert du risque sont jugés trop élevés par rapport aux bénéfices potentiels.

En conclusion, la mesure du risque et les stratégies de gestion des risques sont des éléments fondamentaux pour assurer la pérennité et la résilience des organisations. En évaluant de manière proactive les risques potentiels et en mettant en œuvre des stratégies de gestion appropriées, les entreprises peuvent minimiser les pertes, maximiser les opportunités et maintenir leur compétitivité sur le long terme.

Chapitre II

**Le risque : Processus de
gestion, outils et moyens de
contrôle**

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Introduction

L'entreprise est confrontée à un nombre important de risques. C'est pourquoi la gestion des risques doit devenir la partie centrale de la gestion stratégique de toutes entreprises

Les risques peuvent mettre en péril la survie d'une entreprise, la compétitivité des secteurs économiques, la situation financière, l'image de marque, la qualité des produits, le service et le bien-être des employés. Dans l'économie de marché concurrentiel, selon BECK et GIDDENS « *Une société qui ne manifeste qu'un faible appétit pour les risques a peu de chances de générer des rendements* ».

En effet, le monde des affaires va de pair avec le risque. Gérer l'incertitude est une priorité essentielle pour les organisations de plus en plus exposées à des risques humains, commerciaux, économiques et politiques. L'adaptation à la mondialisation et au progrès technologique, le changement et l'incertitude sont des défis auxquels les entreprises doivent faire face. Les organisations doivent mettre l'accent sur l'intégration des pratiques de gestion des risques afin que nous puissions aborder stratégiquement l'incertitude et saisir les opportunités.

La gestion des risques est devenue un acte essentiel du gouvernement d'entreprise. C'est un métier affirmé dans les grandes organisations et une préoccupation constante dans les PME où le dynamisme autant que la vulnérabilité sont bien connus. Des risques mal gérés peuvent être mortels.

Section 1 : Notions de la gestion des risques

1.1. La gestion des risques

1.1.1. Histoire de la gestion des risques

L'étude de la gestion des risques a commencé après la Seconde Guerre mondiale. Selon plusieurs sources (Crockford, 1982 ; Harrington et Niehaus, 2003 ; Williams et Heins, 1995), à l'époque il ne y'avait pas de cours ou des livres sur la gestion des risques. Deux premiers livres ont été publiés par Mehr et Hemges (1963) et Williams et Hems (1964), le contenu se concentre sur la gestion des risques purs, à l'exclusion des risques financiers de l'entreprise.

La gestion des risques a pendant longtemps été associée à l'utilisation de l'assurance de marché pour protéger les individus et les entreprises contre différentes pertes associées à des accidents. L'utilisation des produits dérivés, comme instruments de gestion de risques financiers, a débuté durant les années 1970 et s'est développée très rapidement durant les années 1980. C'est aussi durant les années 1980 que les entreprises financières ont développé des modèles de gestion des risques internes et des formules de calcul du capital pour se protéger contre les risques non anticipés et pour réduire le capital réglementaire.³⁵

À la fin des années 1980, la grande volatilité des marchés a incité les grandes banques d'investissement américaines à mettre en place des départements de gestion des risques (Field, 2003). JP Morgan a développé les deux modèles de gestion des risques internes les plus connus, soit Risk Metrics pour le risque de marché en 1992 et Credit Metrics pour le risque de crédit en 1997. Ces deux modèles ont mis en valeur les idées de mesurer les risques sous forme de portefeuille, en tenant compte de leurs dépendances, et d'utiliser la valeur à risque pour quantifier le risque agrégé des portefeuilles.³⁶

Ces nouveaux modèles de mesure des risques devinrent par la suite des instruments importants pour le calcul du capital réglementaire des banques et des compagnies d'assurance sous Bâle II et Solvency II. Ils ont également été utilisés pour analyser les premières pertes importantes réalisées durant les années 1994 et 1995 suite à un mauvais usage des produits dérivés (Procter and Gamble, Orange County et Barings). Par la suite, le monde de la finance a connu de nombreuses crises tels que la crise Asiatique (1997), crise

³⁵ DUPUY Philippe" La gestion des risques financiers : Concepts et outils" 2018

³⁶ DIONNE George « Gestion des risques : histoire, définition et critique »

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Russe (1998) ... suite à des différents scandales et faillites associés à une mauvaise gestion des risques.

La gestion des risques repose sur la nécessité de développer un ensemble de méthodes et de mesures pour prévenir les incidents techniques graves et prévenir l'apparition de non-conformités. Au-delà des aspects purement techniques, l'entreprise est devenue un système complexe. Évoluer dans un environnement changeant et instable.

L'utilisation de nouvelles technologies, l'évolution des exigences et des services, ainsi que la sensibilité du public et des consommateurs aux dommages environnementaux présentent de nombreux risques pour les entreprises. Ces risques peuvent avoir des conséquences dévastatrices, voire importantes. Dans ce contexte, toutes les entreprises doivent assurer la protection de leurs actifs et assurer la pérennité de leurs activités par une compétitivité et une rentabilité accrues. Autrement dit :

- Fournir des services de bonne qualité qui répondent aux besoins des clients ;
- Rendre l'intervention bénéfique ;
- Maximiser l'utilisation des ressources humaines, techniques et financières ;
- Améliorer la convivialité ;
- Contrôler l'environnement dans lequel elle se développe.

A ces paramètres s'ajoutent les nouveaux risques et enjeux liés à la société de l'information, tels que les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Le concept NTIC accroît la concurrence et occulte parfois la liberté et la confidentialité de l'information. Les nouvelles exigences de performance liées à la maîtrise des points ci-dessus nécessitent donc une approche alliant les aspects humains, techniques et économiques. Il convient d'associer les vulnérabilités de l'entreprise aux dimensions multiformes de ce risque. Dans l'ouvrage **Politique Générale**, C. MARMUSE rappelle que les entreprises sont exposées à plusieurs facteurs de vulnérabilité, et considère la vulnérabilité comme une expression du risque auquel les entreprises sont exposées. Il ne peut donc y avoir de politique de gestion des risques sans une connaissance précise de l'objet et de l'orientation générale de l'entreprise : le référentiel de gestion des risques. La gestion des risques est une fonction commerciale stratégique distincte.

1.1.2. Définitions

La gestion des risques utilise des outils et des méthodes pour identifier et évaluer les risques et leur impact sur les projets afin de planifier des actions préventives et correctives.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Elle se réalise lors de la phase d'initialisation ou de démarrage d'un projet dans le but de prédéterminer les risques nécessitant une action prioritaire. Il est ensuite maintenu tout au long du cycle de vie du projet.

Selon KOENIG (1989), La gestion des risques repose sur une analyse critique et analytique des événements qui, s'ils se produisaient, pourraient nuire à l'entreprise. Il s'agit d'un processus décisionnel visant à sélectionner et à mettre en œuvre les meilleures techniques de présentation du bilan, des avantages et coûts. Ce processus est basé sur l'opérationnalisation au sens de la répétabilité, de la stabilité et de la vulnérabilité du contrôle statique des fonctions. En effet « *réduire la complexité du projet en le décomposant et en l'autonomisant, abaisser aussi rapidement que possible l'exposition au risque et utiliser l'expérience disponible au sein ou à l'extérieur de l'organisation sont des suggestions qu'il convient d'appliquer avec doigté, afin que la réduction du risque n'aboutisse pas à dénaturer profondément le projet* » KOENIG (1989).³⁷

Pour KOENING, KOENIG et JOFFRE, même s'ils considéraient la gestion des risques comme un processus plutôt qu'un simple contrôle interne, leurs contributions s'inscrivaient toujours dans le cadre d'une gestion partagée des risques. Cela consiste à traiter les risques isolément. Autrement dit, chaque fonction traite ses risques indépendamment des autres fonctions. Ce type de gestion des risques sera discuté plus loin. De plus, une gestion centrée sur des risques spécifiques sans tenir compte des interactions potentielles peut créer ou augmenter d'autres types de risques. C'est ce que AUBERT et d'autres (2004) l'appellent une « *externalité négative* ». ³⁸

1.1.3. But de la gestion des risques

Dans un monde qui change plus rapidement que jamais, les évolutions extérieures et l'innovation constante sont pleines d'opportunités et de risques. À mesure que les informations circulent plus rapidement, la réputation d'une organisation peut facilement être endommagée, pour le meilleur ou pour le pire. La prise de risque peut être forcée ou consciemment requise par la situation : Les entreprises peuvent prendre plus de risques afin d'augmenter leurs opportunités, leur visibilité et leur compétitivité.

Des normes de contrôle toujours plus élevées doivent tenir compte du contexte et des risques afin d'atteindre une qualité optimale et d'améliorer les résultats.

³⁷ FRANCOIS Pascal et MAROIS Bernard "Gestion des risques financiers : Approche théorique et applications"

³⁸ Formation à la gestion du risque, Manuel bureau de la planification stratégique .

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Les concepts et les méthodes de gestion des risques sont d'abord été développés dans le secteur privé, la fonction publique et les organisations à but non lucratif, Il est de plus en plus nécessaire d'identifier et de gérer les risques.

Le risque est inhérent à la vie du projet. De plus, le plus grand risque du projet réside peut-être dans l'idée qu'il s'agit d'un long fleuve calme. Cependant, les réalités du projet nous obligent à penser différemment et nous ne devons pas sous-estimer la gestion des risques du projet. En effet, l'un des facteurs clés de la réussite d'un projet est de considérer les risques le plus en amont possible et d'assurer la maîtrise des risques tout au long du cycle de vie du projet.

Pour cela toutes les organisations doivent vivre avec le risque. La gestion des risques est donc un facteur essentiel pour une bonne gouvernance et gestion.

Selon DIONNE et GARAND (2000), les principaux arguments avancés pour justifier la logique de gestion des risques sont :

- Maximiser la valeur de l'entreprise ;
- Protection des gestionnaires averses au risque (ceux qui ont des aversions pour le risque).

MEULBROEK (2002), confirme que la gestion des risques peut créer de la valeur en réduisant la probabilité de matérialisation du risque et l'ampleur de son impact lorsqu'il se matérialise.

En effet, la gestion des risques doit faire partie intégrante de l'activité de l'entreprise. Selon ANTHONY et NIGEL (2002) « *en procédant à l'évaluation et au contrôle de ces risques, les sociétés s'assurent de saisir toutes les opportunités existantes, de renforcer leur avantage concurrentiel et de passer moins de temps à éteindre les incendies* ».

Par conséquent, le but de la gestion des risques n'est pas seulement d'éviter les pertes, mais d'utiliser plus consciemment les opportunités de risque pour créer de la valeur pour l'entreprise. Les dirigeants prennent des décisions stratégiques, reconnaissent et articulent les risques associés aux évaluateurs, qu'ils soient internes ou externes à l'organisation, sont plus susceptibles de trouver l'équilibre optimal entre les risques et les conséquences. C'est le fondement essentiel de la création de valeur.³⁹

³⁹ BOUAZABIA Athmane et BOUDJEDRA, *Op.cit* page 17, 18

1.2. L'importance de la gestion des risques pour une entreprise

La gestion des risques est d'une importance capitale pour toute entreprise, quel que soit son secteur d'activité ou sa taille. Voici quelques raisons pour lesquelles la gestion des risques est essentielle :⁴⁰

- 1) **Protection des actifs** : La gestion des risques permet d'identifier et de prévenir les menaces potentielles qui pourraient nuire aux actifs de l'entreprise, tels que les biens physiques, les informations sensibles, la réputation et les ressources financières. En mettant en place des mesures préventives, l'entreprise peut réduire les pertes financières et minimiser les dommages ;
- 2) **Prise de décision éclairée** : La gestion des risques fournit aux dirigeants et aux décideurs une vision claire des risques auxquels l'entreprise est confrontée. Cela leur permet de prendre des décisions éclairées et d'élaborer des stratégies qui tiennent compte des risques potentiels. En évaluant les avantages et les inconvénients de différentes options, l'entreprise peut choisir la voie la plus appropriée tout en minimisant les risques ;
- 3) **Amélioration de la planification** : En identifiant les risques et en élaborant des plans d'atténuation appropriés, l'entreprise peut améliorer sa planification à long terme. Elle peut anticiper les éventualités défavorables et élaborer des plans de secours pour faire face aux situations d'urgence. Cela renforce la résilience de l'entreprise et lui permet de faire face aux défis imprévus de manière plus efficace ;
- 4) **Réduction des pertes financières** : Les risques peuvent entraîner des pertes financières importantes pour une entreprise. La gestion des risques permet de mettre en place des mécanismes de contrôle et de prévention des risques, ce qui réduit les coûts liés aux sinistres, aux erreurs coûteuses et aux pénalités réglementaires. En minimisant les pertes financières, l'entreprise peut améliorer sa rentabilité et sa viabilité à long terme ;
- 5) **Protection de la réputation** : La réputation d'une entreprise est l'un de ses actifs les plus précieux. La gestion des risques permet d'identifier les risques potentiels qui pourraient nuire à la réputation de l'entreprise, tels que les problèmes de qualité, les atteintes à la sécurité des données ou les comportements non éthiques. En prenant des

⁴⁰ SALVI Antonio et QUIRY Pascal "Gestion des risques financiers : Instruments et stratégies"

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

mesures pour prévenir ces risques, l'entreprise peut préserver sa réputation et maintenir la confiance de ses clients, partenaires et investisseurs ;

6) Conformité réglementaire : Les entreprises sont soumises à des réglementations et des lois qui imposent des exigences en matière de gestion des risques. En mettant en place des pratiques de gestion des risques conformes aux réglementations, l'entreprise évite les sanctions et les litiges juridiques. De plus, une bonne gestion des risques renforce la transparence de l'entreprise et sa capacité à se conformer aux normes éthiques et sociales.

En résumé, la gestion des risques est essentielle pour protéger les actifs, prendre des décisions éclairées, améliorer la planification, réduire les pertes financières, préserver la réputation et assurer la conformité réglementaire. En intégrant la gestion des risques dans sa stratégie globale, une entreprise peut se positionner de manière plus solide sur le marché et augmenter ses chances de réussite à long terme.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Section 02 : Les processus de la gestion des risques

Au sein de l'entreprise chaque projet comporte un élément de risque, en particulier lorsque les choses deviennent complexes, impliquant des équipes inter-fonctionnelles et plusieurs autres gestionnaires et parties prenantes. Les gérants de l'entreprise doivent développer des stratégies efficaces de gestion des risques pour faire face aux dangers anticipés et se préparer à l'inattendu.

2.1. Notions de processus de la gestion des risques

Chaque entreprise est confrontée à des risques différents de multiples types. La gestion des risques s'exerce de manière différente selon le domaine traité, mais repose toujours sur le même processus structuré, séquentiel et itératif, consistant en la réalisation continue de l'analyse, de traitement et de surveillance des risques.

La gestion des risques est le processus d'évaluation et d'examen des différentes actions possibles et de choix de l'option la plus appropriée. Ce processus consiste à intégrer les résultats de l'évaluation des risques aux données techniques, sociales et économiques pour prendre des décisions. Cette définition permet un large éventail d'utilisations.

2.1.1. Définitions

Le processus de gestion des risques est une démarche systématique visant à identifier, évaluer et traiter les risques auxquels une organisation est exposée. Il s'agit d'une approche proactive qui vise à anticiper et à minimiser les conséquences néfastes des risques, tout en saisissant les opportunités qui se présentent.

Les entreprises doivent établir des processus pour gérer ces risques. La gestion des risques a pour but d'identifier et de définir les risques auxquels une entreprise est exposée et de mettre en place des mesures de précaution appropriées lors de la mise en œuvre du projet. Identifier divers risques potentiels pour atténuer l'impact de ces risques, définir des stratégies de réponse et allouer des ressources pour les imprévus.

2.1.2. Historique

L'historique du processus de gestion des risques remonte à plusieurs décennies. Il est étroitement lié au domaine de la gestion de projet et a été influencé par des normes et des cadres de référence tels que l'ISO 31000 :2018 sur la gestion des risques. Cependant, les principes de base de la gestion des risques ont été utilisés bien avant l'établissement de ces normes formelles.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Dans les années 1950 et 1960, les approches de gestion des risques étaient principalement axées sur les secteurs de l'ingénierie et de l'industrie. Ces approches mettaient l'accent sur la sécurité des opérations et la prévention des accidents.

Au fil du temps, la gestion des risques s'est étendue à d'autres domaines, tels que la gestion financière, la gestion de projet, la conformité réglementaire et la gestion des crises. De nos jours, la gestion des risques est considérée comme une fonction clé dans de nombreuses organisations, car elle permet d'anticiper les problèmes potentiels et de prendre des mesures préventives pour assurer la durabilité et la continuité des activités.

2.2. Les principaux processus de gestion

La gestion des risques financiers implique plusieurs processus clés, on peut citer : ⁴¹

2.2.1. Identifications des risques

Tous les processus de gestion commencent par l'identification des risques. Ce processus consiste à identifier et à catégoriser les risques financiers potentiels auxquels une organisation est exposée. Cela peut inclure des risques liés aux marchés financiers, aux taux d'intérêt, aux changes, aux crédits, aux liquidités, aux fraudes, etc.

Cette identification consiste à dresser une liste des risques susceptibles d'affecter l'entreprise et à identifier toutes les parties à risque. Cette liste devrait également inclure les risques les plus importants d'un côté et les risques les moins importants de l'autre pour faciliter l'analyse des corrélations. Ainsi, l'identification des risques financiers nécessite un examen quotidien des opérations financières, notamment celles liées à la trésorerie de l'entreprise.

Cet examen peut porter sur :

- Facilité de paiement que l'entreprise offre à certains clients ;
- L'évolution des taux d'intérêt ou des taux de change ;
- Les mesures prises par l'entreprise pour détecter d'éventuels retards de paiement de la part des clients ;
- Aussi sur les démarches entreprises par l'entreprise pour recouvrer ces créances.

À cette première étape, il est très important de considérer tous les risques identifiés. Les risques non pris en compte en premier lieu peuvent conduire à l'échec du projet.

⁴¹ DREUX Marc-Henri et LE MAIRE Dominique "Risques financiers : Instruments de mesure, de couverture et de gestion"

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Généralement, lors de la phase de planification, les entreprises établissent une équipe de gestion des risques composée de représentants de l'entreprise et d'autres parties prenantes compétentes. Sa tâche est d'anticiper les problèmes potentiels et de signaler les problèmes prévisibles.

Pour accomplir leurs tâches, les entreprises utilisent les plus souvent deux outils :

- La structure de découpage des risques (SDR) ;
- Le profil de risques.

2.2.1.1. La structure de découpage des risques

La structure de structure de risque (SDR) est liée à la structure de structure de projet d'entreprise (SDP). Ce dernier, également connu sous le nom d'organigramme des tâches (OT), est très efficace pour organiser et définir tout le contenu d'un projet, rendre le travail plus accessible et contrôlable et réduire les risques de manquer des risques.

Lors de l'identification des risques avec cet outil, il est préférable de prioriser les risques qui peuvent mettre en péril l'ensemble des projets d'une entreprise plutôt que les risques qui n'en affectent qu'une partie. Une fois ces risques identifiés, ils sont analysés selon les segments du projet.

Tableau 05 : Structure de découpage des risques financiers

PROJET			
Technique	Externe	Organisationnel	Gestion du projet
Exigences	Sous-traitants et fournisseurs	Dépendance du projet	Estimation
Technologie	Réglementaire et légal	Ressources	Planification
Complexité et interfaces	Marché	Financement	Contrôle
Performances et fiabilité	Client	Priorisation	Communication
Qualité	Météo		

Source : ERIK W Larson, CLIFFORD F Gray, « Management des projets », 2eme édition DUNOD, Paris 2014.

2.2.1.2. Le profil de risques

Un profil de risque est un outil d'identification et d'analyse des risques. Il s'agit d'une liste de questions d'incertitude courantes liées aux projets. La création de ces questions s'appuie sur des projets similaires déjà entrepris.⁴²

Chaque organisation a son propre profil de risque et nous les considérons tous. Analyser ses forces et ses faiblesses pour pallier les risques techniques et managériaux. Un profil de risque peut être considéré comme une ressource importante dans le processus de gestion des risques s'il est constamment mis à jour. Les dossiers organisationnels peuvent également être utilisés pour compléter ou remplacer les profils de risque lorsqu'ils ne sont pas disponibles.

Les profils de risque sont généralement créés et maintenus par le personnel de l'entreprise et mis à jour lors des audits. Dans la mesure où le profil est tenu à jour, il représente une ressource clé ou capitale dans le processus de gestion des risques, et les questions contenues dans le profil reflètent l'expérience collective des projets déjà entrepris au sein de l'entreprise. La documentation organisationnelle peut être utilisée pour compléter le profil de risque ou comme alternative lorsqu'un profil de risque n'est pas disponible. L'entreprise peut alors analyser la réussite de projets similaires dans le passé afin d'identifier les risques.⁴³

2.2.2. Evaluation des risques

Une fois les risques identifiés, il est important de les évaluer afin de déterminer leur probabilité d'occurrence et leur impact potentiel sur l'organisation. Cela permet de hiérarchiser les risques et de concentrer les efforts sur ceux qui ont le plus grand impact.

Au cours de cette étape d'analyse des risques, de nombreux risques de natures diverses sont identifiés. Dans le cadre de l'approche probabiliste, la phase d'évaluation des risques a pour mission de classer ces risques et de les différencier selon leur tolérance. Par conséquent, l'objectif principal de cette phase n'est pas d'évaluer les risques, mais de déterminer des seuils acceptables.

⁴² ERIK W Larson, CLIFFORD F Gray, « *Management des projets* », 2eme édition DUNOD, Paris 2014

⁴³ DREUX Marc-Henri et LE MAIRE Dominique, *Op.cit* page 44

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

2.2.2.1.Retour historique

Les grandes avancées technologiques et scientifiques du début du XXe siècle ont eu deux conséquences : d'une part, les dangers liés aux activités industrielles augmentent et, d'autre part, le public continue d'exiger davantage de protection. Aux débuts de la sûreté de fonctionnement, la conception des centrales reposait sur une approche déterministe, la notion d'accident maximum. Le rapport WASH 1400 de RASMUSSEN de 1975 souligne l'utilité des approches probabilistes. Depuis lors, le concept d'acceptation a attiré l'attention et a imprégné la gestion des risques. Désormais, comme nous le verrons plus loin, les évaluations tendent à se baser sur des critères quantitatifs qui consistent à estimer la probabilité de survenance d'un événement et ses conséquences. Dans ce contexte, les évaluations des risques devraient chercher à identifier les niveaux ou les limites de tolérance au risque. Le modèle le plus simple pour déterminer le risque acceptable est le modèle de courbe FARMER. Les limites de risque sont déterminées à partir de la probabilité d'occurrence sur une période de temps et de l'impact sur la même période. Des seuils de tolérance sont alors déterminés à partir de la courbe « isorisque » associée aux seuils de tolérance, décomposant les niveaux de probabilité et de gravité.

2.2.2.2.Objectifs

L'évaluation des risques est une phase fondamentale de la gestion des risques. La gestion des risques consiste à établir la relation entre l'optimalité économique et la capacité à supporter les risques (durabilité technique, économique et sociale). Autrement dit, distinguer l'inacceptable de l'acceptable en fixant des seuils convenus dans les domaines technique, économique (gestion et rationalité économique) et social (compte tenu du caractère public). Il est difficile en pratique pour les managers de prendre en compte les normes publiques, mais l'importance que leur accorde le grand public a construit l'acceptabilité sociale dans la gestion des risques. L'un des moyens de considérer ces critères est l'information. L'information doit être développée parce que l'acceptabilité du risque dépend du degré de participation du public à l'évaluation du niveau de gestion du risque et au processus décisionnel. Pour cela, nous constatons que la prévention des risques passe nécessairement par l'information, la communication et la sensibilisation.

2.2.2.3.Etapes

Le processus d'évaluation des risques dépend du domaine d'application et du type de données traitées. Nous introduisons d'abord la méthode qualitative puis la méthode quantitative.

1) Evaluation qualitative : Une enquête menée en 1998 auprès de centaines d'entreprises des secteurs de la construction, du pétrole et du gaz a montré que plus de 95% analyses de risques utilisaient une combinaison d'évaluations quantitatives et qualitatives des risques. L'opinion d'experts et l'analyse de scénarios comptent parmi les techniques qualitatives et quantitatives les plus fréquemment utilisées. Cependant, le choix des méthodes d'évaluation reste difficile.

L'objectif de l'analyse qualitative est d'utiliser des techniques quantitatives pour identifier les risques qui sont d'une grande gravité et nécessitent une analyse détaillée. Selon F. FRISH, la recherche qualitative est définie comme le processus de sélection des répondants, de collecte d'informations, d'analyse et de synthèse des informations recueillies. Ainsi définie, l'analyse qualitative commence par l'étape d'identification des risques et précède l'étape de quantification des risques. Certains auteurs soucieux de distinguer l'identification des risques de l'évaluation qualitative se réfèrent à l'analyse préliminaire et détaillée associée à l'étape d'identification. Du point de vue de l'analyse qualitative.

2) Evaluation quantitative et hiérarchisation : Le risque est une mesure du danger. La quantification des risques repose sur divers paramètres. Les paramètres principaux sont : L'ampleur de l'occurrence ou de la probabilité d'un événement indésirable et l'ampleur de ses conséquences ou de sa gravité. La probabilité d'occurrence est une mesure de la fréquence à laquelle un événement se produit. Cette mesure peut être exprimée en termes de fréquence (par exemple, nombre d'événements par an), de probabilité dans le temps ou de probabilité conditionnelle compte tenu d'événements antérieurs. En d'autres termes, la probabilité qu'un événement se produise correspond à la probabilité raisonnable d'occurrence. Cette mesure peut être obtenue à partir de l'observation ou dérivée de l'expérience (probabilité comme fréquence). Il peut également être obtenu par modélisation mathématique pour rendre compte d'événements particulièrement rares. Le risque peut être déterminé en tenant compte de la fréquence d'occurrence d'un événement sur un intervalle de temps particulier.

2.2.3. Traitement et la maîtrise des risques

Une fois l'étape de l'évaluation des risques est complétée, le gérant de l'entreprise doit déterminer une modalité de traitement pour chacun des risques évalués « *la maîtrise des risques consiste à atténuer la sévérité ou l'impact potentiel des risques en recourant à des modalités de traitement des risques.* ».

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Il convient de choisir une stratégie pour chaque risque évalué :

- Minimiser l'impact en développant une politique de protection ;
- Minimiser la fréquence en développant une politique de prévention. Ça dépend de la nature et du coût évalué.

Il existe plusieurs façons pour faire face aux risques c'est-à-dire :

1) Acceptation (conservation) : Acceptez le risque sous sa forme actuelle. Certains risques sont inhérents aux activités d'une organisation ; l'organisation peut accepter ou conserver tout ou une partie du risque et de ses répercussions financières. L'objectif est de prendre le risque et de payer les pertes avec vos propres fonds. Cela se produit souvent automatiquement lorsqu'une organisation n'est pas consciente des risques ou choisit consciemment de les ignorer. Cependant, les entreprises peuvent aussi prendre consciemment des risques. La direction peut accepter des risques parce qu'il existe des risques qui ne peuvent être atténués ou transférés, comme les catastrophes naturelles. Ce type de risque est acceptable car la probabilité d'occurrence est faible. Il est possible d'accepter un risque s'il peut être couvert par le budget prévu en cas de matérialisation du risque. Il convient également de noter que certains risques tolérables sont bien au-delà du budget de réserve et difficiles à couvrir, il convient donc d'élaborer un plan de secours.

2) Atténuation (Réduction) : Prendre les mesures nécessaires pour améliorer le système de contrôle interne et réduire son impact grâce à la participation des auditeurs internes. Dans ce cas, il existe deux stratégies pour atténuer les risques. Le plus important est de limiter la probabilité que le risque se produise et de minimiser l'impact du risque sur le projet. Les gestionnaires choisissent généralement de réduire la probabilité qu'un risque se produise en premier. Ceci afin d'éviter de développer de nouvelles stratégies de réponse qui peuvent être coûteuses.

Les méthodes utilisées pour la réduction des risques sont :

- La mise à l'essai ;
- Les prototypes ;
- L'investissement dans la formation en sécurité ;
- Le choix de matériaux et équipement de haute qualité ;
- La détermination des causes d'un évènement ;
- La diminution de l'effet du risque.

3) Évitement (refus) : Lorsqu'un risque est trop élevé et qu'aucune réaction définie ne réduit son incidence ou sa probabilité à un niveau acceptable, l'arrêt de l'activité associée est la seule solution pour éliminer ce risque.

Cela peut être réalisé en choisissant volontairement de ne pas prendre certains risques. Les entreprises peuvent choisir d'éviter certains marchés, les jugeant trop risqués. Cela aide les entreprises à éviter les risques de défaillance qu'elles ont identifiés. La première stratégie à partir du moment où une entreprise détermine que les risques sont trop élevés, inacceptables ou insurmontables est d'être averse au risque par défaut et non de prendre des risques par nature. Les risques identifiés peuvent mettre en péril la pérennité d'une entreprise ou la saper de manière très sensible, alors envisagez de prendre des risques ou d'accepter les possibilités d'augmentation. L'évitement reflète l'incapacité de l'entreprise à gérer le risque et à limiter son impact sur les opérations.

4) Transfert (partage) : l'entreprise a la possibilité de transférer tout ou partie de ses risques et de leurs conséquences à des tiers, de sous-traiter ou de déléguer certaines tâches à des tiers, comme de confier le transport de tous les risques associés.

Le transfert de risque, comme son nom l'indique, est le transfert de risque à un tiers. Le transfert des risques consiste en l'externalisation et l'externalisation des risques identifiés. Si nous recevons le paiement des services rendus, il pourra être transféré à des tiers qui acceptent d'en supporter les risques et les conséquences.

5) La couverture : Les entreprises couvrent les risques lorsque le processus d'atténuation du risque de perte signifie qu'elles doivent renoncer aux gains. Les entreprises peuvent vendre leurs produits à un prix prédéterminé pour éviter le risque de baisse des prix. Si le prix augmente à nouveau, vous manquerez le profit potentiel.

6) L'assurance : Une entreprise paie une prime pour éviter des pertes futures. En concluant des contrats d'assurance, la société remplace une forte probabilité de perte par une faible certitude de perte. Il faut savoir qu'il y a une grande différence entre la couverture et l'assurance. En couverture, une entreprise élimine le risque de perte en renonçant au potentiel de profit. Et lorsque vous vous assurez, vous payez une prime pour éliminer le risque de perte, mais conservez le profit potentiel.

7) La diversification : Il est important de détenir équitablement, et non la totalité, des actifs à risques multiples Investissez dans un seul actif. La diversification limite donc l'exposition de l'entreprise au risque par rapport au risque d'un seul actif.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

L'entreprise peut vendre des actifs risqués à quelqu'un ou souscrire des polices d'assurance. En d'autres termes, ce transfert ne réduit ni n'élimine le risque que vous supportez, peu importe à qui il est transféré, et il a un coût. Cela peut être fait de différentes façons :

Les points essentiels pour maîtriser les risques sont :

- **Premier vecteur fondamental de la gestion proactive des risques** : former l'équipe et la sensibiliser aux enjeux de la gestion des risques et, tout simplement, appréhender cette démarche ;
- **Deuxième vecteur clé de l'approche par les risques** : la gestion efficace des risques à venir. Chaque défaillance ou risque imminent doit être collecté, traité, analysé pour les raisons de ces occurrences, et faire l'objet d'un suivi pour une planification corrective, un traitement efficace et un suivi ;
- **Le troisième vecteur de durabilité** : la mise en place d'indicateurs et de systèmes de gestion et de suivi des risques ;
- **Le quatrième vecteur d'efficacité** : la définition, la mise en place et l'exploitation et la maintenance de dispositifs de gestion de crise et de continuité pour limiter l'impact potentiel des risques lorsqu'ils surviennent.

2.2.4. Surveillance et suivi

La gestion des risques financiers est un processus continu qui nécessite une surveillance constante. Les risques financiers doivent être surveillés régulièrement afin de s'assurer que les mesures de contrôle sont efficaces et de prendre des mesures correctives si nécessaire.

La surveillance et le suivi des risques financiers sont des éléments essentiels pour assurer la stabilité et la sécurité du système financier. Ces activités sont menées par différentes entités, notamment les organismes de réglementation, les institutions financières, les agences de notation et les auditeurs.

Voici quelques éléments clés de la surveillance et du suivi des risques financiers :

- 1) **La collecte de données** : La collecte de données est une étape cruciale pour surveiller les risques financiers. Les institutions financières et les régulateurs recueillent des informations sur les transactions, les expositions aux risques, les bilans, les ratios financiers et d'autres facteurs pertinents. Ces données sont utilisées pour analyser les tendances et les modèles, détecter les signaux d'alerte précoce et évaluer la santé financière globale.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

- 2) **Modélisation des risques** : Les institutions financières utilisent des modèles statistiques et des techniques d'analyse pour évaluer et quantifier les risques financiers. Cela peut inclure des modèles de valorisation, des simulations de stress, des modèles de risque de crédit, des modèles de risque de marché et d'autres approches quantitatives.
- 3) **Suivi en temps réel** : Les risques financiers sont surveillés en temps réel à l'aide de systèmes de surveillance sophistiqués. Les transactions financières, les mouvements de marché et d'autres données pertinentes sont surveillés en continu pour détecter les comportements suspects, les anomalies et les risques émergents.
- 4) **Rapports et divulgation** : Les institutions financières sont tenues de produire des rapports réguliers sur leurs risques financiers, conformément aux exigences réglementaires. Ces rapports permettent aux régulateurs et aux parties prenantes de comprendre la situation financière d'une institution et de prendre des mesures appropriées si nécessaire. La divulgation transparente des risques est également essentielle pour maintenir la confiance dans le système financier.
- 5) **Coordination et surveillance macro-prudentielle** : Les organismes de réglementation travaillent en collaboration pour surveiller les risques financiers à l'échelle du système. Ils mènent des évaluations macro-prudentielles pour identifier les vulnérabilités systémiques et prendre des mesures préventives pour atténuer les risques systémiques.

La surveillance et le suivi des risques financiers sont des domaines complexes et en constante évolution. Les méthodes et les pratiques évoluent pour faire face aux nouveaux risques émergents et aux développements technologiques. Les régulateurs jouent un rôle crucial dans la mise en place de politiques et de cadres de surveillance efficaces pour protéger la stabilité financière et prévenir les crises.

2.2.5. Mise en œuvre et contrôle des stratégies de réponses aux risques

Peu de stratégies de couverture des risques conviennent aux entreprises. La meilleure stratégie de couverture des risques est celle qui est adaptée aux besoins de votre entreprise et dont le coût de mise en œuvre final est le plus bas possible. Par conséquent, chaque entreprise, en fonction de ses enjeux, de ses objectifs, de ses stratégies et de sa sensibilité aux risques, devrait définir sa stratégie, trouver la stratégie la plus appropriée pour cela, et la meilleure façon de se protéger contre les risques et de minimiser les coûts. Stratégie devrait être mise en œuvre. Après avoir décidé d'une stratégie de réponse ou de couverture, les

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

entreprises doivent mettre en place un suivi régulier pour s'assurer que les décisions prises restent optimales.

Il faut savoir qu'au fil du temps et des circonstances, de nouveaux risques peuvent être exposés et que les informations sur la probabilité et l'ampleur des risques peuvent devenir plus facilement disponibles et que les stratégies de réponse peuvent être améliorées.

Il existe différentes façons de suivi et de contrôle des stratégies de réponse aux risques qui sont :

2.2.5.1. Contrôler les risques de manière permanente

Les stratégies de réponse peuvent être surveillées en alertant les employés des problèmes de risque en interrogeant quotidiennement les employés sur les risques pouvant découler de leurs activités quotidiennes. Par ailleurs, la mise en place d'un processus de gestion permanente permet d'intégrer des contrôles des tâches réalisées dans chaque fonction.

Ces contrôles permanents peuvent être :

Le contrôle est principalement effectué par l'acteur lui-même ou le manager.

D'autres parts, le contrôle est exercé par des acteurs externes.

La mise en place de contrôles permet d'intégrer par défaut des réflexes d'interrogation, de détection et de contrôle pour prévenir les risques. Grâce à des contrôles, les acteurs peuvent s'assurer qu'ils n'ont pas introduit de risques dans le cadre de leurs activités quotidiennes ou qu'ils ont correctement géré les risques posés par leurs activités.

2.2.5.2. Contrôler les risques de manière périodiques

C'est la deuxième approche qui complète l'approche précédente que les entreprises peuvent adopter.

Tâches d'analyse, d'audit interne et externe. Ces missions sont organisées dans le cadre d'un programme défini, planifié et organisé, dont la finalité permet de diversifier le périmètre des domaines d'audit et de gestion. La rotation des sujets doit être planifiée pour une large couverture des missions de contrôle périodique. Cet objectif permet d'identifier et de comprendre les risques et de formuler des recommandations d'amélioration adaptées pour optimiser les opérations de l'entreprise dans une perspective de gestion des risques.

2.2.5.3. Vérification de la conformité des dispositifs :

Cette approche vérifie donc les deux approches précédentes. La conformité dans une entreprise est importante et les dirigeants de l'entreprise peuvent garantir la conformité de certaines manières.

- Conditions de mise en place des relations commerciales.
- Formalisation des relations commerciales
- Mode et contenu des communications vers les tiers
- Respect des droits et obligations du code de travail et du code de la consommation
- Validité des états financiers et des communications financières.⁴⁴

En suivant ces étapes de manière cohérente, une organisation peut gérer de manière proactive les risques auxquels elle est confrontée, réduire les pertes potentielles et saisir les opportunités qui se présentent.

2.3. Les déterminants des risques financiers

Les déterminants des risques financiers sont nombreux et peuvent varier en fonction du contexte spécifique d'une entreprise ou d'un secteur d'activité. Cependant, on peut citer les déterminants suivants :⁴⁵

2.3.1. L'effet de levier financier

L'effet de levier financier peut en effet entraîner des risques financiers. L'effet de levier financier se produit lorsque l'entreprise utilise des fonds empruntés (dettes) pour financer une partie de ses activités, en plus de ses propres capitaux propres. Cela permet à l'entreprise d'augmenter son potentiel de rentabilité en investissant plus que ce qu'elle pourrait financer uniquement avec ses propres ressources.

Cependant, l'utilisation de l'effet de levier financier comporte des risques importants dont on peut citer les risques couramment associés à ce dernier :

- 1) Risque d'endettement excessif :** Lorsqu'une entreprise utilise trop de dettes pour financer ses activités, elle peut se retrouver avec un niveau d'endettement élevé par rapport à sa capacité de remboursement. Cela peut entraîner des difficultés à rembourser les intérêts et le principal des dettes, ce qui peut éventuellement conduire à des défauts de paiement et à des problèmes de solvabilité.

⁴⁴ Zvi Bodie et Robert C. Merton, p 52

⁴⁵ LABYE Agnès "Déterminants des risques financiers des entreprises" septembre 2021

- 2) **Risque de taux d'intérêt** : Lorsque les taux d'intérêt augmentent, les entreprises ayant un niveau élevé d'endettement peuvent être confrontées à des coûts d'emprunt plus élevés. Cela peut réduire leur rentabilité et affecter leur capacité à rembourser leurs dettes.
- 3) **Risque opérationnel** : L'effet de levier financier amplifie les résultats financiers d'une entreprise, tant positifs que négatifs. Si une entreprise connaît des difficultés opérationnelles, telles qu'une baisse de ses ventes ou une augmentation de ses coûts, cela peut avoir un impact plus important sur sa rentabilité et sa capacité à faire face à ses obligations financières.
- 4) **Risque de marché** : Les fluctuations des marchés financiers peuvent affecter les entreprises qui utilisent l'effet de levier financier de manière importante. Par exemple, une baisse des prix des actifs utilisés comme garantie pour les emprunts peut entraîner des appels de marge, obligeant l'entreprise à rembourser immédiatement une partie de sa dette ou à fournir des garanties supplémentaires.

Il est donc important pour les entreprises de gérer soigneusement leur niveau d'endettement et de comprendre les risques associés à l'effet de levier financier. Une utilisation prudente de l'effet de levier financier peut permettre à une entreprise de tirer parti de l'augmentation de sa rentabilité, mais une mauvaise gestion de celui-ci peut conduire à des difficultés financières importantes. Les entreprises doivent évaluer attentivement leur capacité à supporter les risques liés à l'effet de levier financier avant de l'utiliser.

2.3.2. La volatilité des marchés financiers

La volatilité des marchés financiers peut effectivement influencer les risques financiers. La volatilité se réfère à la mesure des fluctuations des prix des actifs financiers sur une période donnée. Lorsque la volatilité est élevée, les prix des actifs peuvent connaître des mouvements importants et rapides à la hausse ou à la baisse.⁴⁶

La volatilité accrue peut entraîner plusieurs types de risques financiers :

- 1) **Risque de marché** : Lorsque les marchés sont volatils, les investisseurs peuvent être exposés à des variations importantes de la valeur de leurs investissements. Les prix des actions, des obligations, des matières premières et des devises peuvent fluctuer de manière significative, ce qui peut entraîner des gains ou des pertes importants.

⁴⁶ AYADI Mohamed et REY Serge 2009 "Les déterminants macroéconomiques des risques financiers" p63

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

- 2) **Risque de liquidité** : La volatilité peut entraîner une diminution de la liquidité sur les marchés financiers. Les investisseurs peuvent avoir du mal à acheter ou à vendre des actifs rapidement sans provoquer de fortes variations de prix. Cela peut rendre difficile la gestion des positions et augmenter les risques de liquidité.
- 3) **Risque de contrepartie** : Lorsque les marchés sont volatils, les risques de contrepartie peuvent augmenter. Les mouvements rapides des prix peuvent rendre difficile pour les contreparties de remplir leurs obligations contractuelles, ce qui peut entraîner des pertes pour les investisseurs.
- 4) **Risque systémique** : Une volatilité excessive peut conduire à un risque systémique, où les problèmes sur un marché spécifique peuvent se propager à l'ensemble du système financier. Cela peut entraîner des crises financières et des réactions en chaîne, mettant en péril la stabilité financière globale.

En résumé, Les mouvements des marchés financiers, tels que les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt, des prix des matières premières ou des actions, peuvent entraîner des risques financiers importants pour les entreprises. Par exemple, une entreprise qui dépend fortement des importations pourrait être exposée au risque de change si la valeur de sa monnaie nationale diminue par rapport aux autres devises.

Remarque : La volatilité n'est pas nécessairement synonyme de risque. Certains investisseurs peuvent même considérer la volatilité comme une opportunité de réaliser des bénéfices en exploitant les mouvements de prix. Cependant, une volatilité excessive peut rendre la gestion des risques financiers plus complexe et accroître les chances d'occurrence de pertes importantes.

2.3.3. La diversification des activités

Les entreprises qui sont trop dépendantes d'un seul produit, d'un seul marché ou d'un seul client peuvent être plus exposées aux risques financiers. La diversification des activités peut aider à réduire ces risques en répartissant les sources de revenus et en atténuant l'impact d'événements défavorables spécifiques.

D'une manière plus détaillée, la diversification des activités peut jouer un rôle important dans la gestion des risques financiers d'une entreprise. En diversifiant ses activités, une entreprise réduit sa dépendance à un seul secteur ou à un seul marché, ce qui lui permet de mieux faire face à des événements défavorables ou à des fluctuations économiques.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

La diversification des activités peut influencer les risques financiers comme suit :⁴⁷

- 1) **Réduction de la dépendance sectorielle** : Si une entreprise dépend fortement d'un seul secteur ou d'un seul marché, elle peut être exposée à des risques spécifiques à ce secteur. Par exemple, si une entreprise opère uniquement dans l'industrie pétrolière et gazière, elle sera vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole. En diversifiant ses activités dans d'autres secteurs, elle peut réduire cette exposition et atténuer les risques associés.
- 2) **Atténuation des risques liés à un marché spécifique** : Les conditions économiques et les cycles commerciaux peuvent varier d'un marché à l'autre. En diversifiant ses activités dans différentes régions géographiques ou pays, une entreprise peut réduire l'impact des fluctuations économiques régionales sur ses résultats financiers. Cela peut aider à lisser les revenus et à atténuer les risques spécifiques à un marché.
- 3) **Équilibrage des risques opérationnels** : La diversification des activités peut également aider à réduire les risques opérationnels. Par exemple, si une entreprise dépend d'un seul fournisseur clé et que ce fournisseur rencontre des problèmes, cela peut entraîner des interruptions dans la chaîne d'approvisionnement et des perturbations dans les opérations. En diversifiant ses fournisseurs ou en ayant une gamme de produits diversifiée, l'entreprise peut réduire ces risques opérationnels.
- 4) **Génération de nouvelles sources de revenus** : La diversification des activités peut permettre à une entreprise de créer de nouvelles sources de revenus. Par exemple, une entreprise de produits électroniques grand public peut décider de diversifier ses activités en lançant une gamme de produits domestiques. Cela peut lui permettre d'atteindre de nouveaux clients et d'augmenter ses revenus, réduisant ainsi sa dépendance à une seule catégorie de produits.
- 5) **Avantages en matière de gestion des risques** : En diversifiant ses activités, une entreprise peut également bénéficier d'avantages en matière de gestion des risques. Par exemple, une entreprise peut allouer ses ressources financières de manière plus efficace en transférant les excédents de trésorerie d'une activité à une autre. De plus, une entreprise diversifiée peut être mieux préparée à faire face à des événements imprévus, tels que des crises économiques ou des changements réglementaires.

Cependant, la diversification des activités comporte également des risques potentiels. Par exemple, si une entreprise se diversifie trop rapidement ou dans des domaines non liés,

⁴⁷HERVE Alexandre et OBADIA Claude 2003 "Déterminants des risques financiers et stratégie d'entreprise"

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

elle peut se retrouver avec une mauvaise allocation des ressources ou une dilution de ses compétences clés. Par conséquent, une gestion prudente et une analyse approfondie des opportunités et des risques sont nécessaires lors de la mise en œuvre d'une stratégie de diversification des activités.

2.3.4. La qualité de la gestion financière

La qualité de la gestion financière joue un rôle déterminant dans la gestion des risques financiers. Elle peut influencer les risques financiers comme suit :⁴⁸

- 1) **Prise de décision éclairée** : Une gestion financière de qualité implique une analyse approfondie des données financières, une compréhension des tendances du marché et une évaluation précise des risques potentiels. Cela permet de prendre des décisions éclairées en matière d'investissement, de financement et de gestion des liquidités, réduisant ainsi les risques financiers.
- 2) **Planification financière solide** : Une gestion financière efficace implique une planification rigoureuse des revenus, des dépenses et des investissements. Une planification financière solide permet d'anticiper les besoins de liquidités, de gérer les flux de trésorerie et de réduire les risques liés à l'insuffisance de liquidités.
- 3) **Contrôle des coûts** : Une gestion financière de qualité met l'accent sur le contrôle des coûts et l'optimisation des dépenses. En surveillant de près les coûts et en identifiant les domaines où des économies peuvent être réalisées, les entreprises peuvent réduire les risques liés à une rentabilité insuffisante et à une hausse des dépenses.
- 4) **Gestion de la dette et du financement** : Une gestion financière adéquate comprend également la gestion de la dette et du financement. Une gestion prudente de l'endettement et une diversification adéquate des sources de financement réduisent les risques financiers liés à une charge de la dette excessive, à des taux d'intérêt élevés ou à une dépendance excessive à l'égard d'une seule source de financement.
- 5) **Suivi financier et reporting** : Une gestion financière de qualité repose sur un suivi financier régulier et précis, ainsi que sur des rapports financiers transparents. Cela permet de détecter rapidement les problèmes potentiels, de prendre des mesures correctives appropriées et de communiquer efficacement avec les parties prenantes, réduisant ainsi les risques liés à une mauvaise gestion financière ou à une information financière trompeuse.

⁴⁸LABYE Agnès, *Op.cit* page 54

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

En résumé, une gestion financière de qualité contribue à identifier, évaluer et atténuer les risques financiers potentiels. Elle permet de prendre des décisions éclairées, de planifier de manière proactive, de contrôler les coûts, de gérer la dette et le financement, ainsi que de surveiller de près les performances financières. Toutes ces pratiques contribuent à réduire les risques financiers et à assurer une santé financière solide pour une entreprise ou une organisation.

Une mauvaise gestion financière, telle qu'une mauvaise gestion de la trésorerie, une faible planification financière ou une prise de décision inadéquate en matière d'investissement, peut faire augmenter les risques financiers d'une entreprise. Une gestion financière efficace et proactive est essentielle pour atténuer ces risques.

2.3.5. L'environnement réglementaire

L'environnement réglementaire joue un rôle essentiel dans la détermination des risques financiers pour les institutions financières et les acteurs du marché. Les réglementations financières sont mises en place pour promouvoir la stabilité du système financier, protéger les investisseurs et les consommateurs, et prévenir les crises financières. On peut citer les exemples suivants d'éléments de l'environnement réglementaire qui peuvent avoir un impact sur les risques financiers :⁴⁹

- 1) **Bâle III** : Les accords de Bâle III sont des normes réglementaires établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Ils imposent aux banques des exigences de fonds propres plus strictes, ce qui vise à renforcer leur capacité à absorber les pertes et à réduire les risques de défaillance.
- 2) **Règlement général sur la protection des données (RGPD)** : Le RGPD est une réglementation de l'Union européenne qui vise à protéger les données personnelles des individus. Les institutions financières doivent se conformer à ces règles pour éviter les sanctions financières et les risques de réputation liés aux violations de la confidentialité des données.
- 3) **Dodd-Frank Act** : Adopté aux États-Unis en réponse à la crise financière de 2008, le Dodd-Frank Act a introduit des réformes réglementaires visant à renforcer la supervision des institutions financières, à améliorer la transparence des marchés et à réduire les risques systémiques.

⁴⁹ GRESSE Anne et COUDERT Virginie "Les déterminants des risques financiers et la réglementation prudentielle", septembre 2021

- 4) **MiFID II** : La directive européenne sur les marchés d'instruments financiers (MiFID II) vise à renforcer la transparence et la protection des investisseurs sur les marchés financiers de l'Union européenne. Elle introduit des règles strictes en matière de trading, d'exécution des ordres et de divulgation d'informations.
- 5) **Normes comptables internationales (IFRS)** : Les normes comptables internationales (IFRS) sont utilisées dans de nombreux pays pour la préparation des états financiers. Elles fournissent des directives sur la manière de comptabiliser les transactions et les événements financiers, ce qui peut avoir un impact sur l'évaluation des actifs et des passifs, ainsi que sur la mesure des performances financières.

Ces exemples montrent comment les réglementations financières peuvent influencer les risques financiers en imposant des exigences plus strictes en matière de capital, de transparence, de gouvernance et de divulgation d'informations. Les institutions financières doivent se conformer à ces réglementations pour atténuer les risques potentiels et éviter les sanctions réglementaires.

Par ailleurs, les réglementations et les exigences légales peuvent avoir un impact significatif sur les risques financiers. Les entreprises opérant dans des secteurs réglementés doivent se conformer à des normes strictes et peuvent être exposées à des risques tels que des amendes, des poursuites judiciaires ou des restrictions d'exploitation en cas de non-respect des réglementations.

2.3.6. Les facteurs macroéconomiques

Les risques financiers peuvent être influencés par plusieurs facteurs économiques déterminants. Voici quelques principaux facteurs à prendre en compte :

- 1) **Cycle économique** : L'état du cycle économique, caractérisé par les phases d'expansion et de contraction, peut avoir un impact significatif sur les risques financiers. Pendant les périodes de ralentissement économique, les risques de crédit augmentent, les revenus diminuent et les entreprises peuvent rencontrer des difficultés financières.
- 2) **Taux d'intérêt** : Les taux d'intérêt jouent un rôle crucial dans la détermination des risques financiers. Une augmentation des taux d'intérêt peut augmenter les coûts d'emprunt, réduire la demande de crédit et peser sur les marges bénéficiaires des entreprises. Les variations des taux d'intérêt peuvent également influencer les marchés boursiers et les marchés des changes, entraînant des risques de volatilité.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

- 3) **Inflation** : L'inflation peut créer des risques financiers en érodant le pouvoir d'achat de l'argent et en augmentant les coûts de production. Une inflation élevée peut entraîner une augmentation des taux d'intérêt, ce qui rend plus coûteux le financement de l'activité économique.
- 4) **Politiques gouvernementales** : Les politiques gouvernementales, telles que les mesures fiscales, les réglementations financières et les politiques monétaires, peuvent influencer les risques financiers. Par exemple, des politiques de réglementation laxistes peuvent favoriser des comportements risqués dans le secteur financier, tandis que des politiques monétaires restrictives peuvent entraîner des difficultés pour les entreprises et les particuliers à rembourser leurs dettes.
- 5) **Instabilité politique** : Les crises politiques, les conflits armés ou les tensions géopolitiques peuvent créer des risques financiers importants. Ces événements peuvent perturber les marchés financiers, entraîner des fluctuations des taux de change, perturber les chaînes d'approvisionnement et affecter la confiance des investisseurs.
- 6) **Conditions du marché** : Les conditions du marché, telles que la demande des consommateurs, la concurrence, les tendances technologiques et les évolutions démographiques, peuvent influencer les risques financiers. Par exemple, l'arrivée de nouveaux concurrents sur un marché peut accroître la pression sur les marges bénéficiaires et augmenter les risques commerciaux.

Ces facteurs économiques interagissent souvent entre eux et peuvent amplifier ou atténuer les risques financiers. Par conséquent, il est essentiel d'examiner ces facteurs dans leur ensemble pour évaluer de manière adéquate les risques financiers potentiels.

Ces déterminants peuvent interagir entre eux et que d'autres facteurs spécifiques peuvent également influencer les risques financiers. Les risques financiers peuvent varier considérablement d'une entreprise à l'autre, il est donc essentiel de mener une analyse approfondie pour identifier et gérer ces risques de manière adéquate.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Section 03 : Méthodes et moyens de couverture des risques

Lorsqu'il s'agit de gérer les risques, il est essentiel de mettre en place des moyens de contrôle efficaces. Les moyens de contrôle des risques sont des actions ou des mesures prises pour réduire la probabilité d'occurrence d'un risque ou atténuer son impact sur une organisation. Ils permettent de protéger les personnes, les actifs et les opérations d'une entreprise, tout en assurant la continuité des activités.

3.1. Les instruments de couvertures des risques

Les instruments de couverture des risques sont des outils financiers utilisés pour se protéger contre les fluctuations indésirables des prix, des taux de change, des taux d'intérêt, des matières premières, etc. Ils permettent aux individus et aux entreprises de réduire ou d'éliminer l'impact des risques sur leurs activités.

Il existe plusieurs moyens de contrôle des risques que les organisations peuvent mettre en œuvre. En pratique, les instruments dérivés peuvent être liés à la survenance de certains événements tels que des actions, des obligations, des taux d'intérêt, des taux de change et même des défaillances d'entreprises.

- Les swaps ;
- Les contrats à terme ;
- Les options.

3.1.1. Les swaps

Ce sont les produits dérivés les plus courants sur le marché. Si ces méthodes sont similaires dans la forme, mais fondamentalement différents dans leur fonction. Par définition « *les swaps sont des contrats où deux parties s'échangent des paiements à intervalles spécifiés sur une durée fixée* » Un contrat qui facilite la couverture des risques financiers.

Dans un accord de swap, les parties échangent une série de flux de trésorerie contre un montant de principal non immédiatement payé sur une période de temps. Les contrats d'échange ne créent donc pas de champ nouveau. Un échange est un échange de biens ou de services de toute nature. En réalité, la plupart des transactions de troc impliquent trois familles: Les swaps de change, les swaps de taux et les swaps de crédit.

3.1.1.1. Les swaps de change

Il s'agit d'une obligation consistant à échanger un flux fixe dans deux devises différentes. La durée du contrat doit être convenue à l'avance. Pendant ce temps, les deux sociétés doivent payer des intérêts selon un taux préétabli. Après la résiliation de l'accord,

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

les deux sociétés échangeront à nouveau leur capital respectif. Les swaps sont négociés de gré à gré, empruntant et empruntant une devise pour la même durée avec la même contrepartie. Cet emprunt se produit lorsqu'un échange est effectué entre deux devises. Un échange de devises fonctionne comme ceci :

Deux sociétés de nationalités différentes, mais ayant chacune une filiale ou souhaitant investir dans l'autre pays, s'entendent sur les taux d'intérêt qui doivent se verser l'une à l'autre et échangent des devises pour faciliter les transactions financières, peuvent conclure un swap. Par conséquent, toutes les entreprises sont tenues de payer des intérêts sur la devise qu'elles empruntent.⁵⁰

Expliquons ce fonctionnement et son intérêt dans la couverture du risque de change. Considérons une société algérienne de logiciels informatiques acquise par une société allemande. Une société allemande souhaite obtenir une licence d'une société algérienne pour pouvoir vendre et produire en Allemagne. La société allemande s'engage à payer 10 000 € par an pour cette licence pendant les cinq prochaines années.

Une entreprise algérienne souhaite couvrir le risque de change du dinar algérien par rapport à l'euro afin que l'entreprise algérienne puisse générer un revenu sécurisé.

La société algérienne exécutera alors un échange de devises où les futurs revenus en dinars seront échangés contre des paiements en euros au taux de change fixé aujourd'hui. Cela oblige les entreprises à accepter d'effectuer cet échange dans l'ordre inverse. Cette entité est appelée contrepartie. Dans cet exemple, c'est une entreprise Allemande qui a besoin de recevoir des revenus réguliers en dinars, et connaissant déjà le taux de change, elle souhaite le convertir en euros. Par conséquent, un swap de devises est un contrat à terme et le montant principal, appelé montant notionnel du swap, est le montant du contrat à terme correspondant. Avec cet exemple, swap de change est utilisé et applique comme suit.⁵¹

1) Financement des filiales à l'étranger : « *Dans le cadre des financements internationaux à long ou à court terme, dont nombreuses sociétés trouvent des difficultés à financer leurs filiales à l'étranger, pour diminuer le coût de financement de ces filiales, les dettes dans une autre monnaie* ». ⁵²

⁵⁰ CAMARA Abdou Rahmane et DIAKITE Adem *Op.cit* page 43

⁵¹ SAHUT Jean Michel et ROGER Patrick 2012 "Risques financiers : Techniques de valorisation et de couverture"

⁵² F. Meyrier, « *la qualification juridique des swaps en droit civil québécois* », Article de la revue juridique THEMIS, 1986- tome 12 n°1, P32

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

La société mère reçoit les taux du marché intérieur et paie les taux de change empruntés aux filiales en devises.

2) La couverture du risque de change : Cette technique permet aux entreprises de se couvrir contre le risque de change à long terme que les deux contreparties ont convenu d'un taux de change à terme. Pour éliminer ce risque, elles envisagent également de lier l'échange avec une transaction de change spot (négociation à des prix au comptant entre acheteurs et vendeurs).

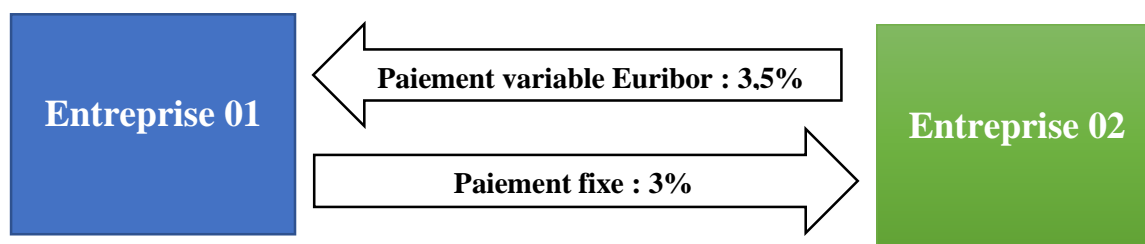
3.1.1.2. Les swaps de taux d'intérêt

Un swap de taux d'intérêt est un contrat en vertu duquel deux parties conviennent d'emprunter dans la même devise à un montant nominal mais à des taux d'intérêt différents basés sur deux jambes. Une contrepartie à jambe fixe paie des intérêts à un taux fixe afin de recevoir un taux variable. Par contre, il y a une part variable, et payer un taux variable pour donner un taux fixe. Lorsque l'une ou l'autre des parties conclut un swap payeur, elle s'engage à payer un taux d'intérêt fixe (jambe fixe) et reçoit des paiements périodiques en échange d'un taux d'intérêt variable (jambe variable). Le principe est de comparer les taux d'intérêt variable et fixe garantis et de se verser mutuellement la différence d'intérêts sans échanger de capital. Les swaps de taux d'intérêt sont particulièrement adaptés à la gestion du risque de taux d'intérêt à long terme d'une entreprise.

Exemple :

(Une entreprise détient un placement à taux fixe de 3%. Elle souhaite l'échanger contre un taux variable car elle anticipe une hausse des taux variables au-dessus de ces 3%. En face, une autre entreprise détient un placement à taux variable à un taux de 3,5%. Elle voudrait l'échanger contre un taux fixe à 3% car elle anticipe une baisse des taux variables sous ces 3,5%. Ces deux sociétés peuvent alors swaper un taux fixe de 3% contre un taux variable de (par exemple l'euribor européen). La première entreprise versera à la deuxième entreprise, les intérêts du placement à taux fixe et réciproquement. Ce sont finalement les variations du taux variable indexé sur l'euribor qui avantageront une entreprise au détriment de l'autre.

Schéma 02 : Swap d'intérêt



Source : PETERS Jean-Philippe et MORIN François 2009 «*Gestion des risques financiers : Une approche moderne du contrôle interne* »

3.1.1.2.1. La répllication d'un emprunt à taux fixe

Certaines entreprises n'ont pas facilement accès au marché obligataire en raison de leur situation financière fragile. Ceux-ci sont financés par des emprunts à taux variable renouvelables. L'utilisation d'un swap de taux d'intérêt dans ce cas atténue le coût et la difficulté d'accéder au marché à long terme et d'emprunter à un taux variable tout en fixant un taux d'intérêt fixe (*c'est-à-dire en fixant le coût d'emprunt*).

3.1.1.2.2. Anticipation d'une baisse de taux

Si l'entreprise détermine ou croit qu'une réduction de taux est probable, veut convertir les fonds en obligations à taux ajusté pour profiter de la baisse des taux. En ce sens, l'entreprise s'appuiera sur des swaps de taux d'intérêt, grâce auxquels elle recevra un taux d'intérêt fixe pour financer sa dette et payera un taux d'intérêt variable.

3.1.1.3. Les swaps de crédits

« *Le swap de crédit est un swap risque entre un acheteur de protection et un vendeur de protection, qui confère à l'acheteur le droit de vendre, jusqu'à échéance swap, une obligation de référence à sa valeur nominale en cas d'aléa de crédit (faillite, défaut de paiement, moratoire, restructuration de la dette), contre paiement à intervalles réguliers des primes* ».

Il s'agit d'un swap avec un mécanisme similaire à l'assurance. Fournit une assurance contre le risque d'insolvabilité sur la dette émise par les entreprises. Acheteur du bien au moment de l'événement. En conséquence, le vendeur de la sûreté s'engage à indemniser l'acheteur en cas de défaut sur les créances de l'acheteur. Ainsi, l'achat d'un swap de crédit permet de transférer les défauts de paiement au vendeur.⁵³

⁵³ PETERS Jean-Philippe et MORIN François 2009 "Gestion des risques financiers : Une approche moderne du contrôle interne"

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Il s'agit d'une obligation de divulguer l'indice de référence couvert c'est-à-dire la valeur nominale ou le principal de l'actif, le montant de la prime payée par l'acheteur de la protection en faveur du vendeur de la protection, la date d'expiration du contrat et la survenance de l'événement entraînant le règlement du swap de crédit. Si l'un de ces événements se produit, l'acheteur de la protection sera indemnisé par le vendeur de la protection et le contrat sera résilié.

Le swap de crédit repose sur un accord contractuel entre deux parties, généralement des institutions financières, pour échanger les flux de paiement d'un crédit ou d'une dette spécifique. Les parties impliquées dans un swap de crédit sont généralement des emprunteurs ou des détenteurs de dette tels que des banques, des fonds d'investissement ou des sociétés.

Le swap de crédit permet essentiellement de transférer le risque associé à une dette d'une partie à une autre. Les motivations derrière un swap de crédit peuvent varier, mais les objectifs courants incluent la réduction du risque de défaut, la gestion de l'exposition à certains secteurs ou emprunteurs, ou encore la spéculation sur les fluctuations des taux d'intérêt.

Dans un swap de crédit, les parties conviennent d'échanger les paiements d'intérêts et les remboursements en principal d'un instrument de dette spécifique, généralement appelé "obligation de référence" ou "titre de créance". Les paiements échangés sont basés sur un montant notionnel, qui est généralement une valeur fixe utilisée pour calculer les paiements périodiques.

Lorsqu'un swap de crédit est conclu, l'une des parties paie à l'autre une prime périodique, généralement exprimée en points de base, en fonction du montant notionnel convenu. En retour, la partie qui paie la prime reçoit une compensation si l'obligation de référence subit un événement de crédit, tel qu'un défaut de paiement ou une restructuration de la dette.

3.1.1.4. Avantages et inconvénients des swaps

Les swaps sont des instruments financiers dérivés qui permettent à deux parties de s'échanger des flux financiers basés sur un actif sous-jacent, tels que des taux d'intérêt, des devises ou des matières premières. Ils offrent plusieurs avantages et inconvénients, que voici:

3.1.1.4.1. Avantages

- 1) **Gestion des risques** : Les swaps permettent de gérer les risques financiers en permettant aux parties de se protéger contre les fluctuations défavorables des taux d'intérêt, des taux de change ou des prix des matières premières. Par exemple, une entreprise qui a besoin de prêts à taux variable peut conclure un swap de taux d'intérêt pour convertir ces prêts en taux fixes et se protéger contre une hausse des taux.
- 2) **Flexibilité** : Les swaps sont très flexibles et peuvent être personnalisés pour répondre aux besoins spécifiques des parties impliquées. Elles peuvent négocier les termes et les conditions du swap, y compris la durée, le montant notionnel et les paiements périodiques, pour s'adapter à leurs besoins individuels.
- 3) **Arbitrage** : Les swaps permettent aux investisseurs de profiter des opportunités d'arbitrage. Par exemple, si un investisseur constate une différence de taux d'intérêt entre deux pays, il peut conclure un swap de taux d'intérêt pour exploiter cette disparité et générer des bénéfices.

3.1.1.4.2. Inconvénients des swaps

- 1) **Risque de contrepartie** : Les swaps comportent un risque de contrepartie, c'est-à-dire le risque que l'une des parties ne puisse pas respecter ses obligations de paiement. Ce risque est particulièrement préoccupant lorsque les contrats de swap sont conclus avec des contreparties peu fiables ou dans des conditions de marché volatiles.
- 2) **Complexité** : Les swaps sont des instruments financiers complexes et nécessitent une compréhension approfondie des marchés et des mécanismes sous-jacents. Les investisseurs doivent être conscients des risques associés et être en mesure d'évaluer correctement les termes et les conditions du swap.
- 3) **Liquidité** : Certains types de swaps peuvent souffrir d'un manque de liquidité sur le marché, ce qui rend difficile la négociation ou la sortie anticipée du contrat. Cela peut entraîner des problèmes si une partie souhaite mettre fin au swap avant son échéance.
- 4) **Réglementation** : Les swaps sont soumis à une réglementation stricte dans de nombreux pays. Les parties impliquées doivent se conformer aux exigences réglementaires et s'assurer de respecter les obligations en matière de déclaration et de transparence.

3.1.2. Les contrats à terme

Les contrats à terme, également connus sous le nom de contrats à échéance fixe ou futures. Les contrats à terme sont des produits dérivés standardisés négociés sur des marchés organisés, tels que les bourses de valeurs, et ils permettent aux parties de s'engager à acheter ou à vendre un actif (comme des actions, des matières premières, des devises, etc.) à un prix fixé à l'avance pour une date de livraison future spécifiée.

Ces contrats sont utilisés par les investisseurs, les entreprises et les institutions financières pour se protéger contre les fluctuations des prix des actifs, pour spéculer sur les mouvements futurs des prix ou pour faciliter la gestion des risques liés aux activités commerciales. Par exemple, un agriculteur peut conclure un contrat à terme pour vendre sa récolte à un prix fixe avant la période de récolte, afin de se prémunir contre une éventuelle baisse des prix.

Il est vrai que de nombreuses transactions à terme ont lieu sur les marchés financiers entre des participants qui peuvent ne pas se rendre compte qu'ils effectuent en réalité des contrats à terme. Par exemple, lorsque vous achetez un billet d'avion à l'avance, vous concluez en fait un contrat à terme avec la compagnie aérienne pour acheter le billet à un prix convenu à l'avance pour une date future spécifique.⁵⁴

Tout à fait, les contrats à terme peuvent être négociés de deux manières principales : les contrats à terme de type forward et les contrats à terme de type futur.

3.1.2.1. Les contrats à terme de type forward

Les contrats à terme de type forward sont des contrats personnalisés négociés de gré à gré entre deux parties (acheteur et vendeur). Ces contrats sont souvent utilisés pour des actifs moins liquides ou des transactions spécifiques. Les termes du contrat, tels que la quantité, la date de livraison, le prix convenu et les modalités de règlement, sont déterminés d'un commun accord entre les deux parties. Étant donné que ces contrats ne sont pas standardisés, ils peuvent être adaptés aux besoins spécifiques des parties impliquées.

- **Illustration :** Un producteur de pétrole pourrait conclure un contrat à terme forward avec un acheteur pour livrer une quantité spécifique de pétrole brut à un prix fixe à une date future déterminée. Ces contrats offrent une certaine flexibilité en termes de personnalisation, mais ils comportent également des risques liés à la contrepartie et à la liquidité.

⁵⁴PETERS Jean-Philippe et MORIN François ,*Op.cit* page 64

3.1.2.1. 1. Avantages et inconvénients des contrats à terme de type forward

- **Avantages:** Les contrats à terme de type forward présentent certains avantages. Voici quelques-uns des principaux :
 - 1) **Personnalisation :** Les contrats à terme de type forward permettent une plus grande personnalisation des termes du contrat, car ils sont négociés de gré à gré. Les parties peuvent convenir des modalités spécifiques qui répondent à leurs besoins, tels que la quantité, la date de livraison, les conditions de règlement, etc.
 - 2) **Flexibilité :** Étant donné qu'ils sont négociés de gré à gré, les contrats à terme de type forward offrent une plus grande flexibilité pour s'adapter aux besoins spécifiques des parties. Cela peut être avantageux lorsqu'il s'agit d'actifs moins liquides ou de transactions particulières.
 - 3) **Confidentialité :** Étant donné que les contrats à terme de type forward ne sont pas négociés sur des marchés organisés, ils offrent une plus grande confidentialité aux parties impliquées. Les détails des transactions ne sont pas rendus publics.
- **Les inconvénients :**
 - 1) **Risque de contrepartie :** Comme les contrats à terme de type forward sont négociés de gré à gré, il existe un risque de contrepartie. Si l'une des parties ne respecte pas ses obligations contractuelles, l'autre partie peut subir des pertes financières.
 - 2) **Liquidité limitée :** Étant donné que les contrats à terme de type forward ne sont pas négociés sur des marchés organisés, leur liquidité peut être limitée. Il peut être difficile de trouver une contrepartie prête à négocier aux termes souhaités, en particulier pour des actifs moins liquides.
 - 3) **Absence de garantie de performance :** Étant donné qu'il n'y a pas de chambre de compensation agissant en tant que garant entre les parties, il n'y a aucune garantie de performance ou de règlement du contrat. Cela ajoute un certain degré de risque, en particulier lorsque les marchés sont volatils.

3.1.2.2. Contrats à terme de type futur

Les contrats à terme de type futur sont des contrats standardisés négociés sur des marchés organisés, tels que les bourses de valeurs. Contrairement aux contrats à terme de type forward, les contrats à terme de type futur sont standardisés en termes de taille des contrats, de date de livraison et de spécifications de l'actif sous-jacent. Ces contrats sont négociés de manière transparente sur le marché, ce qui offre une plus grande liquidité et une facilité d'exécution.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

- **Illustration :** Les contrats à terme sur indices boursiers ou sur matières premières tels que le pétrole, l'or ou le blé sont des contrats à terme de type futur. Les participants au marché peuvent acheter ou vendre ces contrats à terme sur une bourse en spécifiant la quantité et la date de livraison standardisées. Les contrats à terme de type futur offrent une plus grande transparence et réduisent les risques liés à la contrepartie, car la chambre de compensation de la bourse agit en tant que garant entre les acheteurs et les vendeurs.

3.1.2.2.1. Les avantages et les inconvénients du contrat futur

- **Avantages d'un contrat futur**

- 1) **Liquidité élevée :** Les contrats à terme de type futur sont négociés sur des marchés organisés, tels que les bourses de valeurs, ce qui offre une liquidité élevée. Il est plus facile de trouver une contrepartie prête à négocier, ce qui facilite l'exécution des transactions.
- 2) **Transparence :** Les contrats à terme de type futur sont standardisés et négociés de manière transparente sur les marchés, ce qui offre une visibilité et une clarté quant aux modalités de chaque contrat. Les prix et les volumes de transactions sont généralement disponibles publiquement.
- 3) **Réduction du risque de contrepartie :** Les contrats à terme de type futur sont compensés par une chambre de compensation, qui agit en tant que garantie entre les acheteurs et les vendeurs. Cela réduit le risque de contrepartie, car la chambre de compensation assure le règlement des transactions et protège les parties contre le défaut de l'une des parties.
- 4) **Facilité d'accès :** Étant donné que les contrats à terme de type futur sont négociés sur des marchés organisés, ils sont généralement plus accessibles aux investisseurs individuels et institutionnels. Ils offrent une possibilité de participation à une large gamme d'actifs sous-jacents, tels que les indices boursiers, les matières premières, les devises, etc.

- **Inconvénients des contrats à terme de type futur**

- 1) **Moins de personnalisation :** Comparés aux contrats à terme de type forward, les contrats à terme de type futur sont standardisés, ce qui signifie que les termes du contrat, tels que la taille, la date de livraison et les spécifications de l'actif sous-jacent, sont prédéfinis. Cela limite la possibilité de personnalisation pour répondre aux besoins spécifiques des parties.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

- 2) **Engagement contractuel** : Une fois engagé dans un contrat à terme de type futur, il est généralement obligatoire de respecter ses obligations contractuelles. Il peut y avoir des coûts associés à l'annulation ou à la modification d'un contrat, ce qui peut limiter la flexibilité pour ajuster les positions en fonction des évolutions du marché.
- 3) **Volatilité des prix** : Comme les contrats à terme de type futur sont soumis aux fluctuations des prix des actifs sous-jacents, ils peuvent être exposés à une volatilité accrue. Cela peut entraîner des gains importants, mais aussi des pertes potentiellement élevées.

3.1.2.3. La différence entre les deux contrats à terme

La différence entre les deux contrats à terme peut être résumé dans le tableau suivant : ⁵⁵

Tableau 06 : La différence entre les contrats forward et les contrats futurs

FORWARD	FUTURES
-Contrat adapté au client en termes de format et de date de livraison	-Contrat standard en termes de format et de date de livraison
-Difficile d'inverser le contrat	-Contrat standard entre le client et la chambre de compensation
-Le profit ou la perte sur une position n'est réalisé qu'à la date de livraison	-Possibilité de négocié librement le contrat sur le marché
-Le contrat est négocié de gré à gré	-Les profits et les pertes sont constatés et soldés à la fin de la journée
-La marge est fixée une fois pour toutes	

Source : JACQUILLAT Bertrand, SOLNIK bruno, PERINGO Christophe, « Marchés financiers », 2014, p.247 à 284.

3.1.2.4. Les contrats à terme sur devises (forex)

Les contrats à terme sur devises permettent de fixer un taux de change à l'avance pour une transaction future en devises étrangères. Ils sont utilisés par les entreprises qui ont des expositions aux risques de change pour se protéger contre les fluctuations des taux de change ; en d'autre terme, ils sont des contrats standardisés qui permettent aux investisseurs d'acheter ou de vendre une devise spécifique à un prix prédéterminé à une date future.

⁵⁵ JACQUILLAT Bertrand, SOLNIK bruno, PERINGO Christophe, « Marchés financiers », 2014, p.247 à 284

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Les contrats à terme sur devises sont utilisés principalement pour se protéger contre les fluctuations des taux de change ou pour spéculer sur les mouvements futurs des devises.

Ils sont généralement échangés sur des marchés réglementés et ont des tailles de contrat standardisées. Par exemple, un contrat à terme sur l'euro peut représenter 125 000 euros

En achetant ou en vendant un contrat à terme sur devises, l'investisseur s'engage à effectuer la transaction à la date de règlement future spécifiée dans le contrat.

Les contrats à terme sur devises ont une date d'échéance prédéterminée à laquelle la transaction doit être effectuée. Les échéances courantes pour les contrats à terme sur devises sont généralement à court terme, telles que trois mois ; à la date d'échéance, le contrat à terme sur devises est réglé en espèces. La différence entre le prix convenu dans le contrat à terme et le prix du marché à la date d'échéance est compensée en espèces.

Les entreprises internationales peuvent utiliser les contrats à terme sur devises pour se protéger contre les fluctuations des taux de change lorsqu'elles effectuent des transactions dans différentes devises. Les investisseurs peuvent également spéculer sur les mouvements futurs des taux de change en prenant des positions longues (achat) ou courtes (vente) sur les contrats à terme sur devises.

Les contrats à terme sur devises sont des produits financiers complexes et comportent des risques. Ils sont généralement utilisés par des investisseurs avertis et peuvent nécessiter une compréhension approfondie des marchés des changes.

3.1.2.5. Contrats à terme sur matières premières

Les contrats à terme sur matières premières permettent de fixer le prix à l'avance pour l'achat ou la vente de matières premières telles que l'or, le pétrole, le blé, etc. Ils offrent une protection contre les fluctuations des prix des matières premières.

Les contrats à terme sur matières premières, également appelés contrats à terme sur commodities, sont des accords juridiquement contraignants entre deux parties pour acheter ou vendre une quantité spécifique de matières premières à un prix convenu à l'avance, avec une livraison future à une date précisée.

Ces contrats sont généralement négociés sur des marchés organisés, tels que les bourses des matières premières, où les contrats standardisés sont échangés. Les matières premières sous-jacentes peuvent inclure des produits agricoles tels que le blé, le maïs, le

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

soja, le cacao, le café, ainsi que des métaux précieux comme l'or, l'argent, le platine, le palladium, et des matières premières énergétiques comme le pétrole brut, le gaz naturel, le charbon, etc.

Ces contrats à terme sont utilisés par divers acteurs du marché, tels que les producteurs de matières premières, les négociants, les entreprises de transformation, les investisseurs et les spéculateurs, pour se protéger contre les fluctuations des prix des matières premières et pour spéculer sur les mouvements futurs des prix.

L'objectif principal des contrats à terme sur matières premières est de fournir une couverture contre les risques de prix, en permettant aux acteurs du marché d'établir un prix fixe pour une transaction future. Par exemple, un producteur agricole peut vendre des contrats à terme sur son blé avant la récolte pour se protéger contre une baisse des prix, tandis qu'un utilisateur final, comme une entreprise de transformation, peut acheter des contrats à terme pour sécuriser un prix d'achat fixe.

3.1.2.6. Contrats d'échange de devises (currency swaps)

Les currency swaps sont des contrats dans lesquels deux parties conviennent d'échanger des montants équivalents dans différentes devises, avec un accord pour revenir aux positions initiales à une date future convenue. Ils sont utilisés pour couvrir le risque de change dans les transactions internationales. Ils sont des accords entre deux parties pour échanger une quantité spécifiée de devises à un taux de change déterminé à une date future prédéfinie. Ces contrats sont utilisés pour se protéger contre le risque de change ou pour spéculer sur les mouvements futurs des taux de change.

Lorsqu'une entreprise ou un individu est exposé au risque de change en raison de transactions internationales, il peut utiliser un contrat d'échange de devises pour fixer un taux de change à l'avance. Cela permet de sécuriser le coût réel de la transaction future, en évitant les fluctuations potentielles du taux de change. Par exemple, une entreprise qui prévoit d'importer des biens d'un pays étranger peut utiliser un contrat d'échange de devises pour se protéger contre une éventuelle hausse du taux de change entre les deux devises.

D'un autre côté, les investisseurs et les spéculateurs peuvent utiliser les contrats d'échange de devises pour tirer profit des variations des taux de change. Ils peuvent prendre des positions à la hausse ou à la baisse sur une paire de devises en anticipant les mouvements futurs des taux de change. Par exemple, un spéculateur peut conclure un contrat d'échange de devises en pariant sur une appréciation du dollar par rapport à l'euro. Si sa prévision

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

s'avère correcte, il pourra réaliser un bénéfice en vendant la devise qu'il a achetée à un taux de change plus élevé.

Les contrats d'échange de devises sont généralement négociés sur des marchés financiers organisés, tels que les bourses des matières premières ou les marchés des changes. Les contrats standardisés spécifient la quantité de devises à échanger, la date de règlement et le taux de change convenu. Il existe également des contrats personnalisés qui peuvent être adaptés aux besoins spécifiques des parties impliquées.

Il est important de noter que les contrats d'échange de devises comportent des risques. Les mouvements défavorables des taux de change peuvent entraîner des pertes importantes, en particulier pour ceux qui cherchent à spéculer sur les fluctuations des devises. Il est recommandé de comprendre pleinement les risques associés à ces contrats et de consulter un conseiller financier ou un expert en la matière avant de s'engager dans de telles opérations.

Il convient de noter que les contrats à terme sur matières premières comportent également des risques, tels que la volatilité des prix, les variations des conditions météorologiques, les problèmes logistiques et d'autres facteurs qui peuvent influencer les prix des matières premières. Par conséquent, une compréhension approfondie des marchés des matières premières et une gestion efficace des risques sont essentielles lors de la négociation de contrats à terme sur matières premières.

3.1.2.7. Contrats de crédit default swap (CDS)

Les CDS sont des contrats d'assurance contre le défaut de paiement d'un emprunteur. Les détenteurs de CDS reçoivent une compensation si l'emprunteur ne parvient pas à rembourser sa dette. Ils sont utilisés pour se protéger contre le risque de crédit.

Par ailleurs, un contrat de crédit défauts swaps est un type de dérivé financier. Il s'agit essentiellement d'un accord entre deux parties, généralement un acheteur et un vendeur, qui permet à l'acheteur de transférer le risque de défaut d'un instrument de crédit à un vendeur moyennant des paiements périodiques.

Dans un contrat de CDS, l'acheteur du swap paie une prime régulière au vendeur en échange de sa promesse de payer une somme d'argent déterminée en cas de défaut sur l'instrument de crédit spécifié, tel qu'une obligation ou un prêt. Si le défaut se produit, l'acheteur du swap reçoit une compensation du vendeur pour couvrir les pertes subies.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Les contrats de crédit défauts swaps sont souvent utilisés pour gérer le risque de crédit dans le secteur financier. Les investisseurs qui détiennent des actifs risqués peuvent acheter des CDS pour se protéger contre le risque de défaut. Les institutions financières, quant à elles, peuvent vendre des CDS pour générer des revenus supplémentaires en acceptant de prendre le risque de défaut d'un actif.

Les CDS ont été au centre de controverses lors de la crise financière de 2008, car leur utilisation extensive a été considérée comme un facteur contribuant à l'instabilité du système financier. Depuis lors, des réglementations ont été mises en place pour renforcer la transparence et la supervision des marchés des CDS.⁵⁶

3.1.2.8. Contrats à terme sur indices boursiers

Ces contrats permettent de se couvrir contre les variations des indices boursiers. Ils sont utilisés par les investisseurs pour protéger leurs portefeuilles d'actions contre les mouvements défavorables du marché global.

Un contrat à terme sur indice boursier est un accord entre deux parties pour acheter ou vendre un montant spécifique de l'indice sous-jacent à une date future prédéterminée.

Les contrats à terme sur indice boursier spécifient généralement la taille du contrat, la valeur de l'indice sous-jacent, la date d'échéance et le prix du contrat à terme. Les investisseurs peuvent prendre une position longue (achat) s'ils anticipent une hausse de l'indice, ou une position courte (vente à découvert) s'ils anticipent une baisse de l'indice.

Les contrats à terme sur indice boursier sont utilisés à la fois à des fins de spéculation et de couverture. Les investisseurs peuvent spéculer sur la direction future de l'indice et réaliser des gains en fonction de leurs prévisions. Les participants du marché peuvent également utiliser ces contrats pour se protéger contre les mouvements indésirables de l'indice, en couvrant leurs positions existantes.

Les contrats à terme sur indice boursier offrent un effet de levier, ce qui signifie que les investisseurs peuvent contrôler une valeur d'indice beaucoup plus élevée que leur capital investi initial. Cela amplifie les gains potentiels, mais augmente également les risques. Les mouvements défavorables de l'indice peuvent entraîner des pertes substantielles.

⁵⁶DREUX Marc-Henri et LE MAIRE Dominique ,*Op.cit* page 43

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Les contrats à terme sur indice boursier sont généralement très liquides et peuvent être négociés sur des marchés réglementés tels que le Chicago Mercantile Exchange (CME) aux États-Unis. Les investisseurs peuvent acheter ou vendre des contrats à terme sur indice boursier à tout moment pendant les heures de négociation.

La négociation de contrats à terme sur indice boursier comporte des risques importants. Il est recommandé de se familiariser avec les caractéristiques et les mécanismes de ces contrats, ainsi que de consulter un conseiller financier qualifié avant de s'engager dans de telles opérations.

3.1.3. Les options

Les options sont des instruments financiers qui confèrent à leur détenteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un actif à un prix convenu (prix d'exercice) à une date prédéterminée (date d'échéance). Ces actifs peuvent inclure des actions, des indices boursiers, des devises, des matières premières, etc. Le détenteur d'une option d'achat a le droit d'acheter l'actif à un prix fixé à l'avance, tandis que le détenteur d'une option de vente a le droit de vendre l'actif au prix convenu. Les options offrent donc aux investisseurs la possibilité de spéculer sur la hausse ou la baisse des prix des actifs, ou de se protéger contre les fluctuations de prix indésirables. Une différence importante entre les options et les contrats à terme est que les contrats à terme sont des obligations d'acheter ou de vendre l'actif à un prix déterminé dans le futur, tandis que les options donnent le choix à l'acheteur d'exercer ou non le droit d'acheter ou de vendre l'actif. En raison de cette flexibilité, les options peuvent être utilisées pour réduire le risque ou pour saisir des opportunités de profit sur les marchés financiers.⁵⁷

En effet, tout contrat qui accorde le droit d'acheter ou de vendre un bien à un prix fixé à l'avance peut être considéré comme une option. Cependant, il est important de noter que les options de change et les options sur le taux d'intérêt sont des types spécifiques d'options qui se concentrent sur des actifs financiers spécifiques.

3.1.3.1. Les options de change

Les options de change sont des contrats financiers qui donnent à l'acheteur le droit, mais pas l'obligation, d'acheter ou de vendre une devise contre une autre à un taux de change prédéterminé (prix d'exercice) à une date future convenue (date d'échéance). Ces options

⁵⁷CAMARA Abdou Rahmane et DIAKITE Adem ,*Op.cit* page 24.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

permettent aux investisseurs de se protéger contre les fluctuations des taux de change ou de spéculer sur les mouvements futurs des devises.⁵⁸

Voici quelques éléments clés à connaître sur les options de change :

- 1) **Appels et puts** : Comme pour d'autres types d'options, les options de change peuvent être des options d'achat ou des options (call options) de vente (put options). Une option d'achat de change donne à l'acheteur le droit d'acheter une devise contre une autre à un taux de change spécifié. Une option de vente de change donne à l'acheteur le droit de vendre une devise contre une autre à un taux de change spécifié.
- 2) **Prix d'exercice** : Le prix d'exercice, également appelé prix d'exécution ou strike, est le taux de change préétabli auquel l'option peut être exercée. C'est le prix auquel l'acheteur peut acheter ou vendre la devise. Le prix d'exercice est fixé au moment de la conclusion du contrat.
- 3) **Date d'échéance** : La date d'échéance est la date à laquelle l'option de change expire. C'est la date limite à laquelle l'acheteur peut choisir d'exercer l'option. Les options de change peuvent avoir des échéances courtes ou longues, allant de quelques jours à plusieurs mois.
- 4) **Prime** : L'acheteur de l'option de change doit payer une prime au vendeur (également appelé émetteur) de l'option. La prime représente le coût de l'option et est déterminée par plusieurs facteurs, tels que la volatilité du marché, la durée restante jusqu'à l'expiration, les écarts de taux d'intérêt entre les deux devises, etc.
- 5) **Utilisation des options de change** : Les options de change sont utilisées principalement à des fins de couverture contre les risques de change. Les entreprises internationales peuvent utiliser ces options pour se protéger contre les fluctuations des taux de change lorsqu'elles ont des transactions en devises étrangères. Les investisseurs peuvent également spéculer sur les mouvements des taux de change en utilisant des options de change.

3.1.3.2. Les options sur le taux d'intérêt

Une option sur taux d'intérêt est un contrat financier qui confère à l'acheteur le droit, mais pas l'obligation, de prêter ou d'emprunter un montant spécifié à un taux d'intérêt prédéterminé pour une durée déterminée. L'acheteur de l'option paie une prime pour acquérir ce droit. Si les conditions du marché ne sont pas favorables, l'acheteur peut choisir de ne pas

⁵⁸ CROUHY Michel et GALAI Dan et MARK Robert 2008 "Risques financiers : Concepts, modèles, méthodes"

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

exercer l'option et perd simplement la prime payée. Les options sur taux d'intérêt sont utilisées pour gérer le risque de taux d'intérêt et pour prendre des positions spéculatives sur les fluctuations des taux d'intérêt.

Dans le domaine des contrats sur taux d'intérêt, un cap (cap rate ou interest rate cap en anglais) est un type de contrat de gré à gré entre deux parties. L'acheteur du cap verse une prime à la contrepartie vendeuse en échange de la protection contre une hausse des taux d'intérêt au-delà d'un niveau prédéterminé, également appelé le taux de référence ou le taux d'exercice. Lorsque le taux de référence dépasse le taux d'exercice fixé dans le contrat, l'acheteur du cap reçoit une compensation de la part de la contrepartie vendeuse pour compenser la différence. Cette compensation peut être calculée en fonction de la différence entre le taux de référence et le taux d'exercice, ainsi que d'autres paramètres convenus dans le contrat, tels que le montant nominal et la durée du cap. En achetant un cap, l'acheteur se protège contre les fluctuations défavorables des taux d'intérêt, car il est assuré de recevoir une compensation si les taux dépassent un certain niveau. Cependant, l'acheteur doit payer une prime initiale pour cette protection, ce qui constitue une dépense immédiate. Cela permet de limiter le risque lié à la hausse des taux d'intérêt tout en offrant une certaine certitude quant aux coûts futurs.

Dans un contrat de cap, lorsque le niveau du taux variable (taux de référence) dépasse le prix d'exercice convenu, l'acheteur du cap a le droit de recevoir du vendeur (la contrepartie) un paiement compensatoire. Ce paiement est calculé en fonction de la différence entre le taux variable constaté et le prix d'exercice du cap, et il est appliqué au montant nominal du contrat.⁵⁹

En général, ce paiement compensatoire est également ajusté en fonction du nombre de jours de la période d'intérêt concernée. Ainsi, si le taux variable dépasse le prix d'exercice pendant plusieurs jours de la période d'intérêt, l'acheteur du cap recevra un paiement proportionnel à la différence de taux pour chaque jour où cette condition est remplie. Le montant exact du paiement compensatoire peut être déterminé par une formule spécifiée dans le contrat de cap, qui prend en compte le montant nominal, la différence de taux et les paramètres de calcul convenus. Ce mécanisme permet à l'acheteur du cap de se protéger contre les augmentations des taux d'intérêt au-delà d'un certain niveau prédéterminé et de recevoir une compensation financière pour cette protection.

⁵⁹ CAMARA Abdou Rahmane et DIAKITE Adem, *Op.cit* page 24

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Inversement , Un floor est un contrat de gré à gré dans lequel l'acheteur verse une prime à la contrepartie vendeuse pour se protéger ou profiter d'une baisse des taux d'intérêt en dessous d'un certain niveau prédéterminé, également appelé le taux d'exercice.

Lorsque le taux de référence (taux variable) est inférieur au taux d'exercice convenu dans le contrat, le vendeur du floor verse à l'acheteur une compensation correspondant à la différence entre les deux taux. Cette compensation est calculée en appliquant le différentiel de taux au montant nominal du contrat et en ajustant en fonction du nombre exact de jours de la période d'intérêt concernée.

Les caps et les floors sont utilisés pour offrir une couverture contre un mouvement de taux d'intérêt particulier. Alors que le cap protège contre une hausse des taux au-delà d'un certain niveau, le floor protège contre une baisse des taux en dessous d'un certain niveau. Les deux instruments offrent à l'acheteur une certitude sur les coûts d'emprunt ou de placement en cas de variations défavorables des taux d'intérêt.

Un cap ou un floor peut être revendu avant l'échéance, ce qui permet à l'acheteur initial de réaliser un profit ou de limiter sa perte en fonction des conditions du marché. Lors de la revente, l'acheteur d'origine devient le vendeur et reçoit une prime de la part de l'acheteur de la nouvelle transaction. Le montant de la prime dans le cadre de la revente d'un cap ou d'un floor est généralement exprimé en pourcentage du montant nominal initial du contrat. Ce pourcentage dépend des conditions du marché, notamment de l'évolution des taux d'intérêt et de la volatilité. Plus les taux d'intérêt sont proches du niveau du cap ou du floor, plus la prime de revente sera élevée. Lorsque la revente d'un cap ou d'un floor a lieu, la prime est généralement payée au vendeur au moment de la conclusion de l'opération de revente. Cela signifie que le vendeur reçoit le montant convenu immédiatement, ce qui lui permet de réaliser un gain ou de limiter sa perte associée au contrat initial. Les caractéristiques d'un cap ou d'un floor comprennent donc le niveau du taux d'exercice, le montant nominal du contrat, la période d'intérêt, le pourcentage de prime initial payé à l'achat, ainsi que le pourcentage de prime potentiellement reçu lors de la revente du contrat. Toutes ces caractéristiques peuvent varier en fonction des conditions du marché et des négociations entre les parties concernées.

3.1.3.3. Avantages et inconvénients des options sur devise et sur crédit

Les options sur devise et sur crédit sont des instruments financiers qui permettent aux investisseurs de gérer et de protéger leurs positions dans le marché des changes et du crédit. Voici certains avantages et inconvénients.

▪ **Avantage des options sur devise et sur crédit**

Les options sur devise et sur crédit peuvent présenter plusieurs avantages, notamment :

- 1) **Nécessite peu de capital** : L'achat d'options sur devise ou sur crédit ne nécessite généralement qu'un paiement initial, appelé prime, qui est beaucoup moins élevé que le montant total du contrat sous-jacent. Cela permet aux investisseurs de contrôler une plus grande exposition sans investir une somme importante.
- 2) **Investissement moins risqué** : L'achat d'options sur devise ou sur crédit offre une protection contre les fluctuations indésirables des taux de change ou des taux d'intérêt. Les pertes potentielles sont limitées au montant de la prime payée, tandis que les gains potentiels sont théoriquement illimités.
- 3) **Rendement potentiellement élevé** : Les options sur devise ou sur crédit offrent la possibilité de réaliser des gains importants si les conditions du marché évoluent favorablement. Si les taux de change ou les taux d'intérêt se déplacent dans la direction prévue par l'investisseur, celui-ci peut profiter d'un rendement significatif.
- 4) **Stratégies supplémentaires** : Les options sur devise ou sur crédit offrent une flexibilité dans la mise en œuvre de différentes stratégies de trading. Par exemple, un investisseur peut utiliser des options pour couvrir ses risques de change ou de taux d'intérêt, ou pour spéculer sur les mouvements futurs du marché.
- 5) **Possibilité de revente de l'option** : Avant l'échéance de l'option, l'investisseur a la possibilité de la revendre sur le marché, ce qui peut lui permettre de réaliser un profit si la valeur de l'option a augmenté depuis son achat initial. Cela offre une flexibilité supplémentaire en termes de gestion des positions.

▪ **Inconvénients des options sur devise et crédit** :

Les options sur devises et les options de crédit comportent également certains inconvénients:

- 1) **Risque de perte** : Comme tout investissement financier, les options sur devise comportent un risque de perte. Si le cours de change n'évolue pas dans la direction anticipée par l'investisseur, celui-ci peut perdre le montant investi dans l'option.

- 2) **Complexité** : Les options sur devise sont des instruments financiers complexes qui nécessitent une compréhension approfondie du fonctionnement des marchés des changes. Les investisseurs doivent être familiers avec les concepts tels que les taux de change, la volatilité des devises et les stratégies d'options pour prendre des décisions éclairées. Pour les investisseurs novices, cela peut représenter un défi.
- 3) **Coût** : Les options de crédit peuvent être coûteuses à acheter ou à émettre, car elles impliquent un coût initial appelé prime. La prime d'option de crédit dépend de plusieurs facteurs, tels que la solvabilité de l'émetteur de crédit, la durée de l'option et les conditions du marché.
- 4) **Limitations de couverture** : Les options de crédit peuvent ne pas offrir une couverture complète contre les risques de crédit. Les conditions et les modalités de l'option peuvent limiter la protection contre certaines pertes ou événements spécifiques.

3.1.3.4. Contrats d'options binaires

Les options binaires sont des contrats qui offrent un paiement fixe prédéterminé si une condition spécifique est remplie à l'expiration du contrat. Ils sont souvent utilisés pour couvrir le risque de variation des prix des actifs financiers.

Autrement dit, un contrat d'option binaire est un type d'instrument financier dérivé. Il s'agit d'un contrat dans lequel l'acheteur (titulaire de l'option) a le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un actif sous-jacent à un prix prédéterminé dans un délai spécifié. La principale différence entre une option binaire et une option traditionnelle est que le paiement de l'option binaire est tout ou rien, ce qui signifie que l'acheteur reçoit un montant fixe prédéterminé si l'option expire dans la monnaie, ou rien du tout si l'option expire hors de la monnaie.⁶⁰

Les options binaires sont généralement utilisées dans le domaine des options financières pour spéculer sur les variations des prix des actifs tels que les actions, les devises, les matières premières, etc. Elles sont appelées "binaires" car il n'y a que deux résultats possibles à l'expiration de l'option : soit elle est "dans la monnaie" et l'acheteur reçoit le paiement fixe convenu, soit elle est "hors de la monnaie" et l'acheteur perd le montant investi dans l'option.

⁶⁰ GAJEWSKI 2021 "Risques financiers : Techniques avancées de couverture"

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Il convient de noter que dans de nombreux pays, les options binaires sont réglementées ou interdites en raison de leur nature spéculative et du risque élevé associé à ces instruments. Il est important de se renseigner sur les réglementations en vigueur dans votre pays avant de vous engager dans des transactions d'options binaires. De plus, il est recommandé de comprendre les risques associés à ce type de trading et de consulter un conseiller financier professionnel si nécessaire.

3.1.3.5. Contrats d'options sur actions

Les options sur actions sont des contrats qui donnent à l'acheteur le droit d'acheter ou de vendre des actions à un prix prédéterminé à une date future. Ils sont utilisés pour se protéger contre les variations des prix des actions et pour prendre des positions directionnelles sur le marché des actions.

Les contrats d'options sur actions sont des instruments financiers dérivés qui donnent à l'acheteur le droit, mais pas l'obligation, d'acheter (option d'achat ou "call") ou de vendre (option de vente ou "put") un certain nombre d'actions à un prix fixé à l'avance, appelé prix d'exercice ou prix d'exercice.

L'acheteur de l'option paie une prime à la vente de l'option au vendeur, également connu sous le nom d'émetteur ou de vendeur à découvert. La prime est le prix de l'option et représente le coût de l'acquisition du droit d'acheter ou de vendre les actions à une date ultérieure.

Les contrats d'options sur actions sont généralement négociés sur des bourses spécialisées, telles que le Chicago Board Options Exchange (CBOE) aux États-Unis. Les options sur actions sont disponibles sur de nombreuses actions individuelles, offrant aux investisseurs la possibilité de profiter des mouvements de prix à la hausse ou à la baisse sur des actions spécifiques, sans avoir à posséder réellement les actions.⁶¹

Les contrats d'options sur actions ont une durée limitée, généralement quelques mois, et ont une date d'expiration prédéterminée. L'acheteur de l'option doit décider s'il veut exercer son droit d'acheter ou de vendre les actions avant la date d'expiration. S'il décide d'exercer l'option, il achète ou vend les actions au prix d'exercice convenu. Si l'acheteur choisit de ne pas exercer l'option avant la date d'expiration, celle-ci expire sans valeur et l'acheteur perd la prime payée.

⁶¹TALEB BENDIAB Ismahane, *Op.cit* page 43.

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Les contrats d'options sur actions peuvent être utilisés à des fins de spéculation, de couverture ou de gestion des risques. Les investisseurs peuvent utiliser les options pour protéger leurs positions sur actions contre les mouvements de prix défavorables, ou pour spéculer sur les mouvements de prix à court terme sans engager un capital important.

Le trading d'options sur actions peut être complexe et comporte des risques significatifs. Les investisseurs intéressés par les options sur actions devraient se familiariser avec les concepts et les stratégies d'options, et consulter un conseiller financier ou un courtier expérimenté avant de s'engager dans des opérations d'options.

Conclusion du chapitre

La gestion des risques est un processus essentiel pour assurer la sécurité et la stabilité d'une organisation. Ce chapitre a exploré les différentes étapes de ce processus, en mettant l'accent sur l'identification, l'évaluation, la gestion et le suivi des risques.

La première étape consiste à identifier les risques potentiels auxquels l'organisation est confrontée. Cela peut être réalisé en effectuant des analyses approfondies des activités, des processus et de l'environnement de l'organisation. Il est également important d'impliquer toutes les parties prenantes pertinentes dans ce processus afin d'obtenir une compréhension complète des risques auxquels l'organisation est exposée.

Une fois les risques identifiés, il est crucial de les évaluer en termes de leur probabilité de survenance et de leur impact potentiel. Cette évaluation permet de prioriser les risques et de déterminer les mesures nécessaires pour les atténuer ou les éviter. Des outils tels que l'analyse des scénarios, les matrices de probabilité-impact et les modèles statistiques peuvent être utilisés pour faciliter cette évaluation.

La gestion des risques implique la mise en place de stratégies et de plans d'action visant à minimiser les risques identifiés. Cela peut inclure la mise en œuvre de contrôles internes, l'achat d'assurances appropriées, la formation du personnel, la diversification des activités, etc. Il est crucial de suivre régulièrement l'efficacité de ces mesures et de les ajuster si nécessaire.

Par ailleurs, il est important de reconnaître que la gestion des risques est un processus continu et itératif. Les risques évoluent constamment en raison des changements dans l'environnement économique, technologique, politique et social. Par conséquent, il est essentiel de maintenir une vigilance constante et de mettre à jour régulièrement l'évaluation des risques.

Ainsi parlant des déterminants de la gestion des risques, nous constatons qu'ils sont multiples et complexes. Ils comprennent les facteurs organisationnels tels que la culture de l'entreprise, la gouvernance, la structure organisationnelle et les ressources disponibles. Les facteurs externes tels que la réglementation, la concurrence, les fluctuations économiques et les menaces géopolitiques jouent également un rôle significatif.

En conclusion, la gestion des risques est un processus stratégique qui nécessite une approche proactive et une participation de l'ensemble de l'organisation. En reconnaissant les

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

risques, en les évaluant et en les gérant efficacement, une organisation peut améliorer sa résilience et sa capacité à faire face aux défis futurs, tout en saisissant les opportunités qui se présentent. Par ailleurs, la gestion des risques financiers et ses processus sont indispensables pour prévenir les pertes financières importantes et assurer la stabilité financière d'une organisation. Elle permet de prendre des décisions éclairées en matière de gestion des risques, de maintenir la confiance des investisseurs et des partenaires commerciaux, et de se conformer aux réglementations financières.

Chapitre III

Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

Introduction

Afin d'appliquer toutes les notions théoriques évoquées dans les chapitres précédents sur la gestion du risque financier, ses typologies et ses moyens de recouvrement, nous avons effectué un stage pratique de trois mois au sein de la Société Nationale Des Véhicules Industriels. La chose évidente qui nous a conduits à cette entreprise était le fait que depuis sa création, elle s'est imposée avec succès comme un leader régional dans son domaine spécialisé et de créer une véritable marque dans le domaine de l'industrie mécanique algérienne. C'est le lieu où se sont forgés les premiers métiers de la mécanique, entièrement maîtrisé dans le mode de fonctionnement le plus complexe. Pendant ce stage, nous avons été encadrés par la responsable du département Finance et comptabilité, au-delà d'élargir nos connaissances sur les risques financiers en général et le contrôle de gestion en particulier, cette expérience nous a permis de comprendre l'importance de l'organisation du travail, de la coordination des tâches à effectuer et de la communication avec les autres.

Même si les dirigeants et managers ont une vision globale des risques inhérents à leurs activités, l'application d'une stratégie de la gestion des risques leur apportera de nouveaux éléments d'observation pour mieux contrôler et orienter leurs objectifs.

Dès lors, la dimension « risque » enrichit la vision du manager et devient son propre élément de pilotage, en complément des axes stratégiques et opérationnels.

La gestion des risques a de nombreuses applications et oriente les utilisateurs à se focaliser sur tel ou tel aspect des résultats obtenus afin de redéfinir leurs priorités. Tous, du conseil d'administration à la direction générale, en passant par les responsables des opérations, les gestionnaires des risques, les contrôleurs internes et les auditeurs internes, peuvent utiliser la cartographie comme support pour leurs actions spécifiques à l'organisation.

Cette recherche nous permettra de simplifier et de formaliser ces risques dans une cartographie pour une bonne gestion des risques, et de faire des recommandations pour renforcer et améliorer le dispositif.

L'objet de ce chapitre est de mettre en pratique la stratégie de gestion des risques dont l'objectif est de répondre à nos problématiques et de vérifier ou confirmer nos hypothèses. Ce chapitre sera divisé en trois parties,

La première fera l'objet de présenter l'établissement d'accueil qui évolue dans le secteur industriel SNVI ; la deuxième comprendra l'élaboration et l'analyses des différents risques, ainsi la dernière partie sera consacré pour présenter quelques cas de risques qu'a subi cette société.

Section 01 : Présentation de la SNVI et son organisation

Nous commençons cette section en contextualisant notre recherche de la manière suivante :

Désigner son cadre de développement, c'est-à-dire l'organisme d'accueil, ainsi identifier les principales missions et activités lié à cette société.

1.1. Historique de la SNVI

1.1.1. Organisation

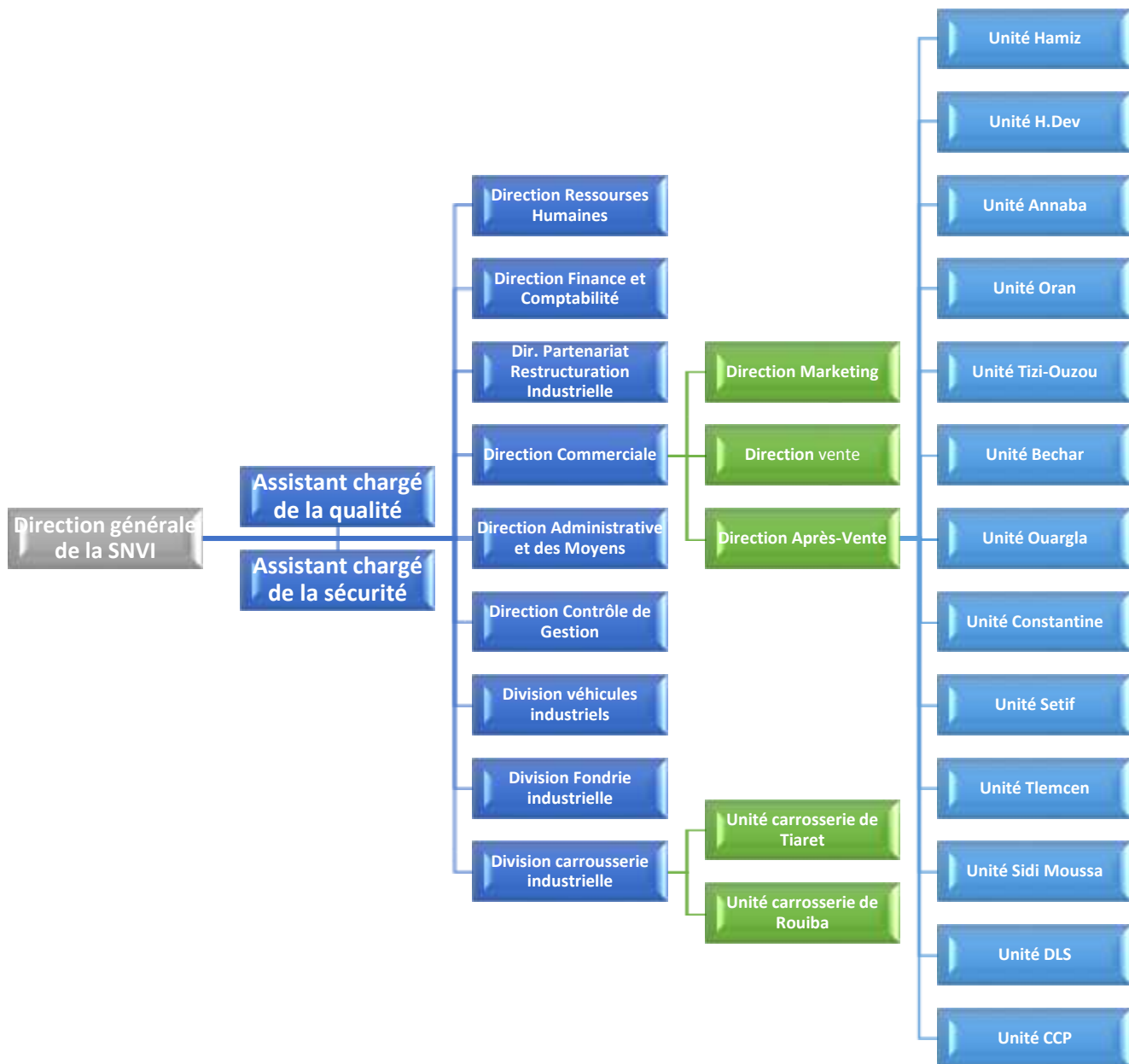
La Société nationale des véhicules industriels, ou **SNVI**, anciennement **Société nationale de construction mécanique (SONACOME)**, est un constructeur de véhicules industriels et d'autobus basé à Alger, en Algérie. Elle conçoit et fabrique des véhicules utilitaires moyens et lourds, des bus pour le transport urbain et interurbain ainsi que des camions de pompiers, des véhicules tout-terrain ou des véhicules spéciaux pour le secteur militaire et de la protection civile. Elle emploie plus de 8000 agents répartis par structure.

- **Forme juridique** : Entreprise Publique Économique, société par actions (EPE, SPA).
- **Siège social** : Zone industrielle de Rouïba, route nationale 05, BP 153, wilaya d'Alger.
- **Organe de gestion** : Conseil d'administration avec un Président Directeur Général.
- **Implantations** : Elle dispose d'une usine de fabrication de véhicules poids lourds à Rouïba à 30km à l'est d'Alger, d'une usine de production de tous types de carrosseries tractées à Tiaret, en plus de succursales à Alger (à Hussein Dey au centre d'Alger et à Sidi Moussa à l'ouest d'Alger) mais également à Constantine, Oran, Ouargla, Tizi-Ouzou, Tlemcen, Béchar, Annaba et Sétif.
- **Prix attribués** : Pour son unique participation au Rallye Paris-Dakar en 1980, catégorie camions, elle remporta la première, deuxième et quatrième place au classement.⁶²
- Pour organiser efficacement la multiplicité des tâches, la S.N.V.I a établi un organigramme retraçant schématiquement les liens fonctionnels, organisationnels et hiérarchiques.

⁶² <http://www.dakardantan.com/paris-dakar-1980/classement.html> [archive], consulté le 09/09/2017 à 23h36.

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

Figure 01 : Organigramme général de l'entreprise S.N.V.I



Source : Site officiel de la S.N.V.I <http://snvigroupe.dz/pagesweb/entreprise/organigramme.php>.

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

Le cycle d'évolution de l'industrie mécanique en Algérie est marqué par plusieurs phases essentielles.

Implantation de la société française BERLIET (02 juin 1957) sur le territoire algérien par la construction, en juin 1957, d'une usine de montage de véhicules "poids lourd " à 30 km de l'Est d'Alger (Rouïba).

En 1967, fut créée la SONACOME (Société Nationale de Construction Mécanique) par ordonnance n°67-150 le 09 août 1967, regroupant en son sein 11 entreprises.

1.1.2. Création de la S.N.V.I

La S.N.V.I., entreprise nationale des véhicules industriels, par abréviation « S.N.V.I. » est née à l'issue de la restructuration de la SONACOME par décret N°81-342 du 12 décembre 1981.

Par véhicules industriels, il faut entendre les camions, les autobus, les autocars, les camions spéciaux, les remorques et semi-remorques.

Et d'une manière générale, tous les véhicules destinés au transport routier des personnes, des biens et des matières d'une charge utile supérieure à 1,5 tonnes.

Suivant le mécanisme décrit par le décret législatif n° 93.08 du 25.04.1993 et les dispositions et réglementaires particulières applicables à l'Entreprise Publique Economique, la S.N.V.I change de statut juridique pour devenir une E.P.E. régie par le droit commun (mai 1995) : la S.N.V.I est alors érigée en Société Par Action, au capital social 2,2 milliards de dinars.

▪ Décembre 2000

La réorganisation de l'entreprise a été officiellement lancée le 16 décembre 2000. La décentralisation des unités de production, érigées en divisions est à la base du modèle de représentation choisi pour la réorganisation de l'entreprise, qui adopte ainsi une configuration de pré filialisation par segments d'activité stratégiques, dans laquelle le rôle de la Direction Générale est consacré au développement à moyen et long terme, et au contrôle de la gestion opérationnelle déléguée aux divisions. Cependant, seules les activités industrielles sont concernées.

Le réseau commercial garde son statut de Direction Centrale à laquelle sont rattachées les unités commerciales opérationnelles de base.

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

▪ **01 novembre 2002**

Sur instruction de la Direction Général, il a été décidé de créer l'unité Gestion de la Zone au lieu et place de l'Unité Gestion Produit.

▪ **Décembre 2004 : Organisation de la division commerciale**

Création de deux Unités Centrales de Vente et d'Après-vente, rattachées à la Division Commerciale, à partir du 1er janvier 2004. Transfert de l'activité gestion produit fini et l'ensemble des moyens de la Division Logistique et Services (Unité Gestion Zone, ex-Unité Gestion Produit) vers la Division Commerciale.

Assurer la responsabilité de la gestion physique, administrative et comptable du produit fini qui est assurée par l'unité Gestion de la Zone (ex-Unité Gestion Produit) ;

Assurer l'autonomie de son fonctionnement en effectuant sa sortie administrative et comptable de l'Unité Siège. L'Unité Siège cessa toute prise en charge sous quelque forme que ce soit, des dépenses de la Division Commerciale.

▪ **03 JUILLET 2005 : Modification de l'organisation de l'entreprise**

Scission de la Division Commerciale en 02 Directions, chacune hiérarchiquement rattachée à la Direction Générale :

- Direction Marketing et Ventes ;
- Direction de l'Après-Vente.

Création de la Direction Chargée de la Communication auprès du P.D.G. Elle assure la coordination des affaires juridiques dont elle consolidera régulièrement la situation au niveau Entreprise :

- Transfert du Département Organisation Générale de la D.C.G.O. vers la DRH.
- Transfert du Département Informatique de la DCGO vers DPRI.
- Transfert de la Direction du Patrimoine de DCF vers DPRI.
- Direction Contrôle de Gestion et Organisation devient Direction Contrôle de Gestion et Audit.
- Direction de l'Audit Général est placée sous la hiérarchie de D.C.G.A.

▪ **FEVRIER 2008**

Conformément à la démarche préconisée par le Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements, par la note référence n°238/SG/08 du 26/02/2008 pour l'élaboration du plan de redressement interne de l'Entreprise, un plan a été établi sur la

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

période 2008-2010, qui constitue une phase importante du Plan Stratégique de l'Entreprise (PSE) élaboré sur la période 2008-2015.

▪ **OCTOBRE 2008**

La SNVI/Tiaret a été reprise par le Carrossier français BTK.

▪ **2009** : L'unité de Rénovation Véhicules Industrielles est érigée en Division

▪ **2010** : **Reconfiguration de la SNVI en filiales**

La SNVI change de statut juridique pour devenir un Groupe Industriel composé d'une Société Mère et de quatre filiales.

Selon résolution du CPE n° 03/105 du 27 septembre 2010 de la 105eme session du CPE.

Création des trois (03) filiales de production (V.I.R., C.I.R. et FO.R.) au 01^{er} janvier 2011, sur la base des actifs et des activités des trois (03) divisions existantes et organisées depuis 1987 en unités comptables. Transformation de la société B.T.K. Tiaret en filiale du groupe SNVI, suite au rachat par SNVI des actions détenues par B.T.K (03 octobre 2013). La SNVI est détentrice à 100 % des actions de cette filiale.

En janvier 2014, la filiale Carrosseries Industrielles de Tiaret C.I.T.

▪ **Du 2011 à Janvier 2015**

Le mois d'Octobre 2011, la S.N.V.I a changé de statut juridique pour devenir un Groupe Industriel composé d'une Société Mère et de quatre filiales.

▪ **Depuis Février 2015 à ce jour**

Suite à la réorganisation du Secteur Public Marchand de l'Etat en date du 23 Février 2015, l'EPE FERROVIAL et toutes ses participations a été rattachée au Groupe SNVI comme 5^{ème} Filiale.

Le Groupe SNVI est constitué ainsi de cinq (05) Filiales de production :

- Filiale Fonderie de Rouïba (FOR).
- Filiale Véhicules Industriels de Rouïba (VIR).
- Filiale Carrosseries Industrielles de Rouïba (CIR).
- Filiale Carrosseries Industrielles de Tiaret (CIT).
- Filiale Constructions de Matériels et Equipements Ferroviaires « FERROVIAL » d'Annaba.

Et d'une Société mère composée de :

- Directions Centrales ;
- Direction Centrale Commerciale et son réseau ;
- Division Rénovation Véhicules Industriels DRVI à Sidi-Moussa.

1.2. Missions et objectifs de la SNVI

1.2.1. Les missions

La S.N.V.I, Entreprise Nationale des véhicules industriels est chargée dans le cadre du plan national de développement économique et social de la recherche, du développement de la production, de l'exportation, de la distribution et de la maintenance des véhicules industriels ;tels que les camions, les autobus, les autocars, les camions spéciaux...

D'autre part, la SNVI est chargée d'assurer et de promouvoir les activités d'après-vente des véhicules industriels et d'assister également les gros utilisateurs de ses produits par la mise en place de leurs propres moyens de maintenance.

On peut retenir trois caractéristiques à la SNVI :

- La S.N.V.I est une entreprise très spécialisée et verticalement intégrée,
- La S.N.V.I dispose d'une grande variété de produits,
- La S.N.V.I est présente sur l'ensemble du territoire national d'où une intégration économique appréciable.

1.2.2. Les objectifs

1.2.2.1. Satisfaire les besoins nationaux en véhicules industriels

- Maximiser la production
- Acquérir rapidement une gamme de technologie (taux d'intégration élevé grand nombre de produits).
- Rationaliser l'emploi.
- Utiliser les techniques performantes et adaptées.

1.2.2.2. Comblent l'écart entre la production et la demande

- Commercialiser les véhicules industriels fabriqués localement.
- Assurer la disponibilité de la pièce de rechange de la gamme SNVI
- Assurer le service après-vente.

1.2.2.3. Minimiser le prix des produits et de services en assurant sa rentabilité

- Minimiser le prix de revient.
- Financer partiellement le développement de l'entreprise par l'autofinancement.

1.2.2.4. Formation massive des hommes en termes de développement professionnel

Cela fait référence à une initiative visant à fournir une formation intensive à un grand nombre de personnes dans le but de développer leurs compétences et leurs connaissances. Cette formation sert à améliorer les perspectives d'emploi, de combler des lacunes de compétences et de favoriser le développement économique.

1.2.2.5. Contribuer au progrès économique et social

- Assurer l'implantation industrielle et commerciale sur l'ensemble du territoire.
- Assurer la disponibilité des produits sur l'ensemble du territoire au prix uniforme.

1.3. Présentation du département comptabilité et finance

1.3.1. La structure du département finance et comptabilité

La structure de la DFC est composée de quatre services :

1.3.1.1. Le service comptabilité

C'est un département ou une fonction essentielle au sein d'une entreprise. Il est responsable de la gestion financière, de la tenue des livres comptables et de l'établissement des états financiers. Les tâches courantes effectuées par un service de comptabilité comprennent :

- **Tenue des livres comptables** : enregistrement des transactions financières telles que les ventes, les achats, les paiements et les encaissements.
- **Facturation** : émission des factures pour les biens ou services fournis aux clients, et suivi des paiements.
- **Gestion des comptes clients et fournisseurs** : suivi des soldes des comptes, rapprochements, gestion des créances et des dettes.
- **Traitement de la paie** : calcul et émission des salaires et des retenues, gestion des avantages sociaux et des taxes associées.
- **Établissement des états financiers** : préparation des états financiers tels que le bilan, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie.
- **Analyse financière** : évaluation des performances financières de l'entreprise en analysant les ratios financiers, les tendances et les écarts par rapport aux objectifs.

Le service de comptabilité peut varier en taille et en complexité en fonction de la taille et du secteur d'activité de l'entreprise. Certains services de comptabilité peuvent

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

également externaliser certaines de ces tâches à des cabinets comptables externes ou utiliser des logiciels de comptabilité pour faciliter le processus.

Le service de comptabilité sa structure est composée de deux comptables à qui des tâches spécifiques sont donné comme suit :

- 1) **Comptable 01** : Il a pour tâche, l'enregistrement comptable de la caisse (recettes, dépenses) du suivi et imputation des achats locaux, importation (entré en stock et consommation), imputation des salaires et des opérations diverses.
- 2) **Comptable 02** : Il a pour tâche, l'enregistrement comptable des opérations banque (recettes, dépenses), rapprochements comptables des opérations bancaire, imputation et suivi des immobilisations, imputation des ventes, imputation des assurances.

1.3.1.2. Le service fiscalité

Le service fiscalité sa structure est compose d'une comptable fiscale qui a pour tâche de calculer l'impôt et de, enregistrement fiscale et parafiscale et des relations extérieure (impôt, CNAS, banque, etc.)

1.3.1.3. Service finance

Il fait référence à toute activité ou institution liée à la gestion de l'argent, des investissements, du crédit et des transactions financières. Le service finance sa structure se compose d'un caissier principal et d'un financier à qui des tâches spécifiques sont donnée comme suit :

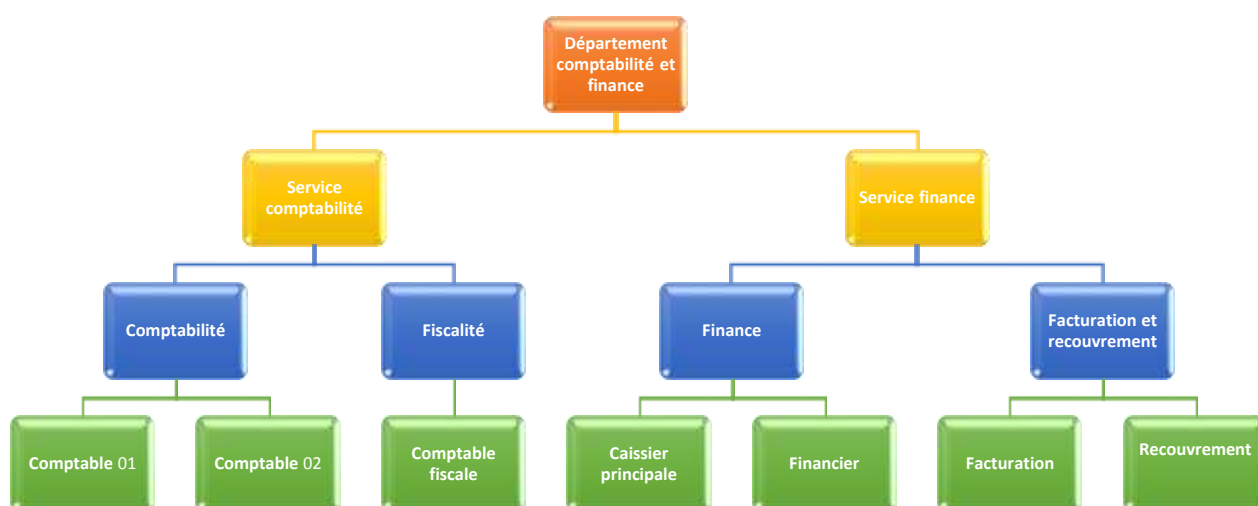
- 1) **Caissier principale** : Il a pour tâche, de procéder aux encaissements des recettes, établissements des PV de caisse, assurer la remise de fond aux banques.
- 2) **Financier** : Il a pour tâche d'assurer les suivis des chèques reçus, élaboration des états de rapprochement, vérifier la conformité et le contrôle des pièces comptables, vérification de la conformité de chaque opération.

1.3.1.4. Service facturation et recouvrement

Le service facturation et recouvrement est une fonction essentielle au sein de l'entreprises. Il est responsable de l'émission des factures aux clients pour les biens ou services fournis, ainsi que du suivi et du recouvrement des paiements en cas de retard ou de non-paiement .Sa structure se compose de deux employé le 1er est charger de la facturation et le 2eme est charger du recouvrement.

- 1) - **Facturation** : Il a pour tâche de l'établissement des factures clients, d'assurer le suivi des accusés de réception, d'établir le chiffre d'affaire mensuelle.
- 2) - **Recouvrement** : Il a pour tâche le suivi des encaissements des clients, analyse des créances et mettre en œuvre les actions de recouvrement (enquête, négociation, relance etc....)

Figure 02 : Organigramme du département finance & comptabilité :⁶³



1.4. Organisation de la Division des Véhicules Industriels de Rouïba

Les entreprises de grande taille, telle que la S.N.V.I, comptent généralement plusieurs unités décentralisées avec un service autonome pour chacune. Cette structure d'entreprise, dite divisionnaire, leur confère une organisation au niveau des services selon les tâches à accomplir au sein de chacun. Ainsi, chaque division a ses propres ressources et sa gestion se fait comme une entité quasi-indépendante.

C'est le cas de la Division des Véhicules Industriels de Rouïba, qui devrait se caractériser en tant que division par un découpage des responsabilités, une coordination en amont, une standardisation des qualifications et une formalisation des tâches à accomplir.

1.4.1. Présentation de la DVIR

Créé en Juillet 1970, le complexe de véhicules industriels de Rouïba, érigé en filiale dès le 1er Janvier 2011, suite à la résolution n° 03 du PV de l'AGEX du 19 Septembre 2011, est l'unique fabricant de véhicules industriels en Algérie. Situé à 10 minutes de l'aéroport

⁶³ Site officiel de la S.N.V.I <http://snvigroupe.dz/pagesweb/entreprise/organigramme.php>.

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

d'Alger et à 30 minutes du Port, cette unité de production met sur le marché des camions de 6.6 à 26 tonnes de poids total en charge, des tracteurs routiers, des autocars et autobus, mettant en œuvre des technologies et des techniques d'élaboration telles que, l'estompage à chaud (forge), l'emboutissage, l'usinage, le taillage d'engrenage, la rectification et les traitements thermiques.

Les véhicules produits par la DVI sont ainsi des :

- **Camions** : K66, K120, M120, M230, B 260, C260, B350, TB350;
 - **Cars & Bus** : Cars SAFIR (49 places), MINICARS 38L6, BUS 100V8, MINIBUS 70L6.
- Sa capacité de production installée est de 4500 véhicules /an.

L'effectif de la DVI, au 01 Novembre 2016, est de:

- 3242 Inscrits
- 3198 Actifs, dont 414 Temporaires répartis comme suit :
- 223 Cadres, dont 42 Temporaires ;
- 267 Maitrise, dont 00 Temporaires ;
- 2294 Exécutants, dont 372 Temporaires.

Sa superficie est égale à 746 980 m² répartie comme suit :

- Couverte = 157 278 m² ;
- Développée = 164 258 m² ;
- Zone de stockage = 177 318 m² ;
- Annexes = 23 451 m² ;
- Espaces verts = 64 830 m² ;
- Voiries = 102 000 m².

Cette filiale en elle-même regroupe six bâtiments de production dont trois affectés à l'usinage et trois autres au montage.

1.4.2. Centres d'usinage

- **Mécanique (ME)** : Usinage des pièces mécaniques, traitement thermique, essieux, ponts, boîtes à vitesses, direction ;
- **Forge (FO)** : C'est l'obtention de bruts par déformation plastique à chaud ;
- **Polyester & sellerie** : Pièces en polyester, sièges pour camions et bus.

1.4.3. Centres de montage

- **Tôlerie & Emboutissage (TE)** : Produit des longerons, cabines camions, réservoirs, tôles embouties ;
- **Montage Camions (MC)** : Assemble des camions ;
- **Montage Autocars & Autobus (MA)** : Produit des pièces en tube, les caisses, les treillis et assemble les cars, minicars, bus et minibus.

Elle dispose également d'une Unité d'Étude et de Recherche, qui a pour mission :

- L'innovation, l'amélioration de la qualité et le lancement de nouveaux produits ;
- L'acquisition et la maîtrise de nouvelles technologies.

1.4.2. Direction Financière et Comptable (DFC)

Ses principales fonctions consistent dans :

- L'élaboration de la politique financière de la DVI,
- La participation à l'élaboration du budget de sa structure et en assure le suivi,
- La participation à l'élaboration des objectifs économiques et financiers de la DVI.

1.4.3. Direction des Ressources Humaines (DRH)

Elle est chargée de :

- Développer une gestion des ressources humaines basée sur une réflexion sur l'évolution des métiers de la SNVI, la réduction des niveaux hiérarchiques et la redéfinition de la politique de rémunération pour une meilleure gestion des effectifs et des carrières ;
- Revaloriser le potentiel humain pour assurer à l'entreprise la meilleure adéquation entre les ressources humaines et les objectifs de développement de ses nouveaux métiers (marketing, commercial, recherche et développement,...).

1.4.4. Direction des Achats et des Approvisionnements (DAA)

- -Achat et approvisionnement du complexe pour les différentes matières dont il en a besoin ;
- Étude prévisionnelle des achats à court et moyen termes,
- Gestion administrative des dossiers concernant le dédouanement des ressources et matières importées.

1.4.5. Direction Technique (DT)

Sa tâche consiste dans :

- L'étude et le renouvellement des moyens humains et matériels pour assurer le développement de la qualité des produits,
- L'étude des projets de l'entreprise et la recherche de l'acquisition d'autres technologies.

1.4.6. Direction d'Usinage (DU)

- Contrôle des matières brutes avant l'engagement du processus de production,
- Gestion de deux centres de production (centre mécanique, centre forge).

1.4.7. Direction de Montage (DM)

Ses tâches regroupent :

- Les opérations de montage des camions suivant des ordonnances et des plans prédéfinis.
- La gestion des deux centres (centre montage camion, centre tôlerie emboutissage).

1.4.8. Direction de Maintenance Industrielle (DMI)

- -Assure l'entretien du patrimoine de l'entreprise.
- Entretien et répare des machines et outils d'une manière permanente pour relever leur espérance de vie.

1.4.9. Direction Gestion Industrielle (DGI)

- Gestion du stock des produits finis et semi œuvre.
- Gestion du stock des pièces de rechange.
- Gestion des opérations d'entrées et de sorties de stocks.

1.4.10. Direction Autobus (DA)

- Assure les opérations de montage des cars et bus suivant les ordonnances et les plans prédéfinis.
- Gestion des deux centres de production (centre montage autobus, atelier de rénovation machines).

1.5. Les ressources financières de la SNVI

1.5.1. Retour sur un exemple de financement

Selon les informations rapportées par le Président Directeur Général de la SNVI, Malek Salah, la société a bénéficié d'un financement gouvernemental de 91 milliards de dinars algériens. Ce financement est destiné à la mise à niveau des structures de la SNVI, au renouvellement de ses moyens de travail et à l'extension de ses investissements.

Plus précisément, ces fonds permettront aux cinq unités de la SNVI de moderniser leurs infrastructures, d'étendre leurs activités et d'acquérir de nouveaux équipements et matériels. Cela devrait contribuer à renforcer les capacités de production de la SNVI et à améliorer sa compétitivité sur le marché.

Ces annonces ont été faites à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la création de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, qui s'est déroulée à l'unité de fabrication des véhicules industriels à Ain Bouchekif, dans la région de Tiaret.

Ces investissements témoignent de la volonté du gouvernement algérien de soutenir et de développer l'industrie automobile nationale, représentée par la SNVI. Ils devraient contribuer à stimuler l'économie et à créer des emplois dans le secteur manufacturier en Algérie.

Selon Malek Salah, la priorité du groupe sera d'utiliser des technologies de pointe dans sa production. Cela se traduira par l'acquisition de machines et de moyens sophistiqués pour améliorer les capacités de production et la qualité des produits.

Le soutien financier accordé par le gouvernement permettra également d'élargir les investissements en partenariat avec des entreprises étrangères. Parmi ces partenaires figure le groupe allemand "Daimler" qui collaborera avec les unités de Rouiba et de Tiaret. De plus, un partenaire émirati sera impliqué dans l'usine de fabrication de véhicules tout-terrain Mercedes 4x4 et de Mercedes Benz à Tiaret. Enfin, un partenaire français travaillera avec la SNVI dans le domaine de la fabrication de wagons pour les tramways.

Ces partenariats avec des acteurs internationaux renforceront les capacités techniques et industrielles de la SNVI, tout en favorisant les transferts de connaissances et des technologies. Ils contribueront également à diversifier la gamme de produits et à renforcer la compétitivité de la SNVI sur les marchés nationaux et internationaux.

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

Ces initiatives démontrent la volonté de la SNVI d'adopter une approche axée sur l'innovation et la collaboration internationale pour rester compétitive dans le secteur de l'industrie automobile.

Malek Salah, a également mentionné la possibilité d'élargir les investissements et les partenariats avec d'autres acteurs dans divers domaines liés à la fabrication de véhicules industriels, tels que les voitures, les camions, les wagons, les semi-remorques, les remorques et les rames de tramway. Cela suggère que la SNVI envisage de diversifier sa production et de se positionner sur différents segments du marché des véhicules industriels.

En outre, Malek Salah a évoqué le projet de création de sous-traitance en pièces à l'intérieur et à l'extérieur du groupe. Cela signifie que la SNVI envisage de mettre en place des partenariats avec des fournisseurs spécialisés pour la fabrication de pièces clés nécessaires à la production de ses produits mécaniques. Cette stratégie de sous-traitance permettra à la SNVI de se concentrer sur ses activités principales tout en garantissant l'approvisionnement en composants de qualité.

Il convient de noter que le groupe SNVI emploie actuellement environ 7 000 travailleurs à travers ses cinq unités. Les investissements et les projets mentionnés par Malek Salah devraient non seulement consolider les emplois existants, mais également potentiellement créer de nouvelles opportunités d'emploi dans le secteur manufacturier en Algérie.

Ces initiatives témoignent de la volonté de la SNVI de développer ses activités, d'améliorer sa compétitivité et de renforcer sa position sur le marché national et international des véhicules industriels.⁶⁴

1.5.2. Les principales sources de financement de la SNVI

Tous d'abord, la SNVI consiste essentiellement 05 filiales : La VIR, CIT, DRVI, CIR, FO.R et 17 unités commerciales qui sont réparties presque dans la majorité des zones industrielles du pays comme Oran, Bejaia, Tizi-Ouzou, Bechar, Ouargla ...

Cette société applique le régime du groupe ou la facture se fait sans TVA par consolidation des bénéfices et la consolidation des IBS, le groupe doit consolider toutes ces opérations.

⁶⁴ Algérie solidaire. MAGAZINE D'INFORMATION ET D'OPINION

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

Depuis 2017 jusqu'à présent la SNVI a signé au niveau de groupe (société mère) presque 04 conventions de crédits (des enveloppes) dans le cadre de plan d'investissement (PLD) qui a été créé par l'ancien président de la république Abdelaziz Bouteflika pour que les entreprises redéveloppent leurs industries surtout les EPE (entreprises publiques économiques), l'Etat leurs a donné des renforts pour qu'ils puissent se développer.

Il existe 02 plans d'investissement, le premier appelé actualisé a été signé auprès de la banque selon des rubriques, et le deuxième appelé initial.

Dans l'industrie de la SNVI on distingue plusieurs rubriques dont on peut citer : la production, l'infrastructure, la rubrique sociale, la répartition des investissements... Chaque rubrique a sa propre quote-part.

Cependant, en général, les principales sources de revenus pour une entreprise comme la SNVI peuvent inclure :

- 1) **Ventes de véhicules** : La SNVI fabrique et vend des véhicules industriels, tels que des camions, des bus et des véhicules utilitaires. Les revenus générés par la vente de ces véhicules peuvent être une source significative de financement.
- 2) **Contrats gouvernementaux** : La SNVI peut obtenir des contrats auprès du gouvernement pour la fourniture de véhicules dans le cadre de projets d'infrastructure, de services publics ou d'autres initiatives similaires. Ces contrats peuvent fournir des revenus stables à l'entreprise.
- 3) **Exportations** : Si la SNVI exporte ses produits vers d'autres pays, les revenus provenant des ventes à l'étranger peuvent contribuer à ses ressources financières.
- 4) **Services après-vente** : Outre la vente de véhicules, la SNVI peut également générer des revenus grâce à la fourniture de services après-vente, tels que la maintenance, la réparation et la vente de pièces de rechange.
- 5) **Financements et subventions** : La SNVI peut bénéficier de financements bancaires, de subventions gouvernementales ou d'autres formes de soutien financier pour ses activités.
- 6) **Financement par fonds propres** : La SNVI peut mobiliser des capitaux en émettant des actions et en permettant à des investisseurs, tels que des actionnaires ou des fonds d'investissement, d'acheter des parts de l'entreprise. Cela peut être réalisé par le biais d'une introduction en bourse ou par des augmentations de capital ultérieures.

- 7) **Emprunts bancaires** : La SNVI peut contracter des prêts auprès d'institutions financières, tels que des banques, pour financer ses opérations. Ces prêts peuvent être à court terme (ligne de crédit, découvert bancaire) ou à long terme (prêt à terme, crédit-bail). Les modalités et les conditions de remboursement sont généralement convenues entre la SNVI et la banque prêteuse.
- 8) **Émission d'obligations** : La SNVI peut émettre des obligations pour lever des fonds auprès des investisseurs. Les obligations sont des titres de créance à long terme qui offrent un rendement fixe aux investisseurs, généralement sous la forme d'intérêts réguliers et du remboursement du capital à l'échéance.
- 9) **Subventions et aides gouvernementales** : La SNVI peut bénéficier de subventions, d'allègements fiscaux ou d'autres aides gouvernementales pour soutenir ses activités. Ces programmes d'incitation financière peuvent être mis en place par le gouvernement dans le but de promouvoir l'investissement, la création d'emplois ou le développement de secteurs spécifiques.
- 10) **Partenariats et co-entreprises** : La SNVI peut également explorer des partenariats stratégiques et des co-entreprises avec d'autres acteurs
- 11) du secteur, tant nationaux qu'étrangers. Ces partenariats peuvent impliquer un partage des coûts d'investissement et des bénéfices, ainsi qu'un accès à des ressources supplémentaires.

Section 02 : Mécanismes de contrôle des risques financiers au sein de la SNVI

2.1. Les risques encourus au sein de la SNVI

Une entreprise industrielle comme la SNVI peut faire face à divers risques. Voici quelques exemples courants :

1) Risques opérationnels : Ces risques concernent les activités quotidiennes de l'entreprise et comprennent les pannes d'équipement, les interruptions de production, les erreurs humaines, les problèmes de qualité, les retards de livraison, etc.

En 2021, les travailleurs de la SNVI ont fait une grève générale depuis que l'armée est devenu associé au groupe de la société, cette grève est motivée par la suppression des primes de rendements individuelle PRI et collective PRC ce qui a entraîné notamment des perturbations de la production, des retards dans les livraisons, des tensions entre les employés et la direction, ainsi que des répercussions économiques pour l'entreprise et parfois pour l'économie nationale.

2) Risques liés à la chaîne d'approvisionnement : Les interruptions de la chaîne d'approvisionnement, qu'elles soient causées par des catastrophes naturelles comme les derniers tremblements de terre en 2003, la région de Boumerdes a été frappée par un séisme majeur d'une magnitude de 6,8 qui a fait causer d'importants dégâts matériels..., aussi des conflits, des problèmes de transport qui peuvent perturber les opérations de production et entraîner des retards de production ou des pénuries de matières premières.

3) Risques liés à la conformité et à la réglementation : Les entreprises industrielles telle que la SNVI doivent se conformer à un large éventail de réglementations, telles que les normes environnementales, les règles de sécurité, les réglementations du travail, etc. Le non-respect de ces réglementations peut entraîner des amendes, des poursuites judiciaires et des dommages à la réputation de l'entreprise.

4) Risques liés à la santé et à la sécurité : La SNVI peut être exposée à des risques pour la santé et la sécurité de leurs employés, tels que des accidents de travail, des blessures liées à l'utilisation d'équipements dangereux, des expositions aux produits chimiques, etc. Ces risques peuvent avoir des conséquences graves sur la santé des employés et entraîner des coûts supplémentaires pour l'entreprise.

5) Risques liés à la technologie et à la cyber-sécurité : Les entreprises industrielles de nos jours sont de plus en plus dépendantes des systèmes informatiques et de la

technologie. Cela les expose à des risques tels que les cyberattaques, les failles de sécurité, les pertes de données, les pannes informatiques, etc..

- 6) **Risque de liquidité** : La SNVI pourrait rencontrer des difficultés pour générer suffisamment de liquidités pour faire face à ses obligations financières à court terme. Cela peut être dû à une baisse de la demande, à des retards de paiement des clients, à des problèmes de gestion de trésorerie ou à des conditions économiques défavorables. Un manque de liquidités peut entraîner des problèmes de paiement des fournisseurs, des retards de production et des difficultés à honorer les dettes.
- 7) **Risque de change** : Si la SNVI est impliquée dans des transactions internationales ou si elle importe des composants ou des matières premières en utilisant des devises étrangères, elle peut être exposée au risque de change. Les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact sur les coûts d'approvisionnement, les marges bénéficiaires et la compétitivité de l'entreprise.
- 8) **Risque de taux d'intérêt** : Si la SNVI a contracté des emprunts à taux variable, elle peut être exposée au risque de fluctuations des taux d'intérêt. Une hausse des taux d'intérêt peut entraîner une augmentation des charges d'intérêts et affecter la rentabilité de l'entreprise. La gestion de l'exposition aux taux d'intérêt et l'utilisation de produits financiers dérivés peuvent être des stratégies pour atténuer ce risque.
- 9) **Risque de marché** : La SNVI est soumise aux fluctuations du marché des véhicules industriels. Des changements dans la demande des clients, l'évolution des préférences des consommateurs, l'émergence de nouveaux concurrents ou des conditions économiques défavorables peuvent avoir un impact sur les ventes et les revenus de l'entreprise. Une diversification de la gamme de produits, une analyse de marché approfondie et une surveillance continue de la dynamique du marché peuvent aider à atténuer ce risque.
- 10) **Risque politique** : Les relations entre l'Algérie et l'Espagne peuvent être caractérisées comme étant complexes et multidimensionnelles, couvrant un large éventail de domaines tels que la politique, l'économie, la sécurité, la migration et la coopération régionale. Mais de nos jours ces relations sont devenues de plus en plus compliquées ; l'Algérie a rompu ses relations internationales avec l'Espagne et plusieurs autres pays pour certaines circonstances, et ainsi les relations extérieures dans le cadre de l'industrie et le commerce se sont très détériorées en raison de l'impossibilité de contacter directement les fournisseurs étrangers ainsi les matières

premières ont été bloqué au sein de la douane ; la SNVI donc a dû rechercher des nouveaux fournisseurs ce qui a entraîné la lenteur de la production.

Il est important pour une entreprise industrielle de mettre en place des mesures de gestion des risques appropriées pour atténuer ces différents risques et assurer la continuité de ses activités.

2.2. Les principaux mécanismes de contrôle des risques

Les mécanismes de contrôle des risques financiers sont des outils, des pratiques et des stratégies mis en place pour identifier, évaluer, gérer et atténuer les risques financiers. Il existe plusieurs mécanismes couramment utilisés pour contrôler les risques financiers :

2.2.1. Évaluation des risques

Il s'agit de l'identification et de l'évaluation des risques potentiels auxquels une institution financière est exposée. Cela implique l'analyse des activités commerciales, des produits, des marchés et des processus internes pour identifier les sources de risque et évaluer leur probabilité et leur impact.

2.2.2. Gestion des risques

Une fois les risques identifiés, des stratégies de gestion des risques sont mises en place. Cela peut inclure la mise en œuvre de politiques, de procédures et de contrôles internes visant à atténuer les risques identifiés. Par exemple, l'établissement de limites de risque, de politiques de crédit strictes, de procédures de conformité, etc.

2.2.3. Diversification

La diversification est une stratégie visant à réduire les risques en répartissant les investissements sur différents actifs, secteurs ou régions géographiques. Cela permet de réduire l'exposition à un seul risque spécifique. Par exemple, un portefeuille d'investissement diversifié comprendrait des actions, des obligations, des matières premières, etc., provenant de différents secteurs et pays.

2.2.4. Couverture et produits dérivés

Les instruments financiers dérivés, tels que les contrats à terme, les options et les swaps, peuvent être utilisés pour se protéger contre les fluctuations de prix, les variations des taux d'intérêt ou les risques de change. Ces produits permettent de transférer une partie du risque à une autre partie, réduisant ainsi l'exposition globale.

2.2.5. Stress testing

Les stress tests consistent à évaluer la résistance d'une institution financière à des scénarios de stress extrêmes. Cela implique de simuler des conditions économiques défavorables, telles qu'une récession majeure ou une crise financière, afin de mesurer l'impact potentiel sur les actifs, les passifs et la solvabilité de l'institution financière.

2.2.6. Surveillance et contrôle interne

Les institutions financières doivent mettre en place des mécanismes de surveillance et de contrôle interne pour détecter les signes avant-coureurs de risques et pour s'assurer que les politiques et les procédures sont respectées. Cela peut inclure la surveillance régulière des activités, des audits internes, des comités de risque, etc.

2.2.7. Réglementation et supervision

Les organismes de réglementation et de supervision financière jouent un rôle essentiel dans la gestion des risques financiers. Ils établissent des normes, des règles et des exigences de capital pour les institutions financières, et veillent à ce qu'elles respectent les réglementations en matière de risques financiers.

Ces mécanismes de contrôle des risques financiers travaillent ensemble pour assurer une gestion prudente des risques et réduire les vulnérabilités du système financier.

Section 03 : Présentation des résultats de l'étude empirique

La couverture des risques dans les entreprises industrielles comme la SNVI représente un aspect essentiel de la gestion des risques. Les entreprises industrielles sont exposées à divers types de risques qui peuvent avoir un impact significatif sur leurs opérations et leur rentabilité.

3.1. Analyse des moyens et mécanismes de couvertures actuelles de l'entreprise

Pour faire face aux risques cités précédemment, il est essentiel pour la SNVI et les entreprises en général de mettre en place des moyens de couverture efficaces. Les moyens de couverture des risques sont des stratégies et des outils utilisés par les entreprises pour gérer et minimiser les conséquences négatives des risques auxquels elles sont exposées.

Dans cette introduction, nous examinerons certains des moyens de couverture des risques les plus couramment utilisés dans les entreprises industrielles.

Il existe plusieurs moyens de se couvrir contre les risques financiers dont on peut citer :

- 1) **L'assurance** : L'assurance est un moyen de transférer le risque financier à une compagnie d'assurance. Il existe différents types d'assurances, tels que l'assurance automobile, l'assurance habitation, l'assurance santé, l'assurance vie, etc. L'assurance permet de se protéger contre les pertes financières potentielles liées à des événements imprévus.
- 2) **Contrats à terme (futures)** : Les contrats à terme sont des accords légaux pour acheter ou vendre un actif à un prix convenu à l'avance à une date future spécifiée. Ces contrats sont couramment utilisés pour se protéger contre les fluctuations des prix des matières premières, des devises ou des produits financiers.
- 3) **Options** : Les options sont des contrats qui donnent le droit, mais pas l'obligation, d'acheter ou de vendre un actif à un prix fixe à une date spécifiée. Les options offrent une protection contre les mouvements de prix défavorables tout en permettant de profiter des mouvements favorables.
- 4) **Contrats d'assurance de crédit** : Les contrats d'assurance de crédit sont utilisés pour se protéger contre les pertes financières résultant de la non-rémunération des créances commerciales. Ils couvrent les risques de non-paiement ou de défaut de paiement des clients.
- 5) **Diversification du portefeuille** : La diversification consiste à répartir les investissements sur différents actifs (actions, obligations, biens immobiliers, etc.) et

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

différentes régions géographiques afin de réduire le risque global du portefeuille. Cela permet de limiter l'impact des pertes potentielles sur un seul investissement.

- 6) **Fonds de couverture** : Les fonds de couverture sont des véhicules d'investissement qui utilisent des stratégies sophistiquées pour générer des rendements positifs, même dans des conditions de marché difficiles. Ils cherchent à réduire le risque en utilisant des techniques telles que la vente à découvert, l'arbitrage et l'utilisation de produits dérivés.
- 7) **Diversification des sources de revenus** : La SNVI peut chercher à diversifier sa clientèle et ses marchés. En élargissant sa base de clients, la société réduit sa dépendance à l'égard d'un seul segment de marché ou d'une seule région géographique, ce qui peut aider à atténuer les risques liés à la volatilité de la demande.
- 8) **Gestion de la trésorerie** : Une gestion efficace de la trésorerie est essentielle pour faire face aux risques de liquidité. La SNVI peut mettre en place des politiques strictes de gestion des flux de trésorerie, de budgétisation et de contrôle des dépenses afin de garantir qu'elle dispose des liquidités nécessaires pour répondre à ses obligations financières à court terme.
- 9) **Gestion des risques de change** : Si la SNVI est exposée au risque de change en raison de ses activités internationales, elle peut envisager d'utiliser des instruments financiers tels que les contrats à terme ou les options pour couvrir ses positions en devises étrangères. Cela permet de réduire l'impact des fluctuations des taux de change sur les coûts et les revenus de l'entreprise.
- 10) **Politique de crédit prudente** : La SNVI peut mettre en place des politiques de crédit strictes pour évaluer et surveiller la solvabilité de ses clients. Cela peut inclure des procédures d'évaluation des risques de crédit, des limites de crédit appropriées et un suivi régulier des comptes clients afin de minimiser les risques de non-paiement ou de défaut de paiement.
- 11) **Gestion de l'exposition aux taux d'intérêt** : Si la SNVI a des emprunts à taux variable, elle peut envisager de recourir à des produits financiers dérivés tels que les swaps ou les options pour se protéger contre les variations des taux d'intérêt. Cela permet de fixer les coûts d'emprunt à un niveau prévisible et de réduire les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt.

Il est important que la SNVI adapte ces stratégies en fonction de sa situation financière spécifique, de son environnement commercial et des risques auxquels elle est

confrontée. Une approche proactive de gestion des risques financiers contribuera à la stabilité et à la durabilité de l'entreprise.

12) Surveillance et analyse des indicateurs financiers : La SNVI devrait mettre en place un système de surveillance régulière des indicateurs financiers clés tels que la rentabilité, la liquidité, l'endettement et la rentabilité des investissements. Cela permet de détecter rapidement les tendances et les problèmes émergents, ce qui permet une intervention précoce et une prise de décision informée.

En général, la couverture des risques dans les entreprises industrielles implique une combinaison de mesures préventives, de plans d'urgence, d'assurances, de diversification des activités, de formation des employés et de suivi régulier des performances pour identifier et atténuer les risques potentiels. Il est important de mettre en place une culture de gestion des risques au sein de l'entreprise, impliquant tous les niveaux hiérarchiques, pour assurer une gestion efficace des risques industriels.

3.2. Discussion sur l'efficacité des mesures de couverture et des lacunes identifiées

3.2.1. Etude des ratios selon le bilan financier 2020 de l'entreprise d'accueil

L'étude des ratios, également connue sous le nom d'analyse financière par ratios, est une méthode utilisée pour évaluer la performance financière et la santé d'une entreprise. Les ratios sont des mesures mathématiques dérivées des états financiers d'une entreprise, tels que le bilan et le compte de résultat.

Les ratios financiers sont calculés en utilisant différentes formules qui comparent des éléments spécifiques des états financiers entre eux. Ces ratios fournissent des indications sur la rentabilité, la liquidité, l'efficacité opérationnelle, la structure financière et d'autres aspects importants de la performance d'une entreprise.

3.2.1.1. Ratios de rentabilité

C'est un indicateur clé utilisé pour évaluer la performance financière d'une entreprise en mesurant sa capacité à générer des bénéfices par rapport à un élément spécifique des états financiers, tel que les ventes, les actifs ou les capitaux propres. Il existe plusieurs types de ratios de rentabilité mais les plus utilisés sont :

3.2.1.1.1. La marge bénéficiaire

Ce ratio mesure la rentabilité d'une entreprise en comparant son bénéfice net à ses ventes. Il indique la proportion des ventes qui se transforme en bénéfices.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Marge bénéficiaire} &= (\text{Bénéfice net} / \text{Ventes}) \times 100 \\ &= (-4\,002\,631\,643,86 / 4\,216\,805\,391,13) \times 100. \\ &= -94,92\%\end{aligned}$$

3.2.1.1.2. Retour sur investissement (ROI)

Ce ratio évalue le rendement des investissements réalisés dans une entreprise. Il compare le bénéfice net généré par rapport au montant total des investissements.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{ROI} &= (\text{Bénéfice net} / \text{Investissements}) \times 100 \\ &= (-4\,002\,631\,643,86 / 1\,459\,949\,818,35) \times 100. \\ &= -274,16\%\end{aligned}$$

3.2.1.1.3. Retour sur capitaux propres (ROE)

Ce ratio mesure la rentabilité des capitaux propres investis dans une entreprise. Il indique combien de bénéfices sont générés par rapport aux capitaux propres.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{ROE} &= (\text{Bénéfice net} / \text{Capitaux propres}) \times 100 \\ &= (-4\,002\,631\,643,86 / -3\,720\,075\,230,61) \times 100. \\ &= 107,59\%\end{aligned}$$

3.2.1.2. Ratios de liquidité

Le ratio de liquidité est utilisé pour évaluer la capacité d'une entreprise à honorer ses obligations financières à court terme. Il mesure la capacité de l'entreprise à convertir ses actifs en liquidités pour faire face à ses dettes immédiates.

3.2.1.2.1. Ratio de liquidité générale

Ce ratio compare les actifs courants d'une entreprise à ses passifs courants. Il indique si l'entreprise dispose de suffisamment d'actifs liquides pour couvrir ses obligations à court terme.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio de liquidité générale} &= (\text{Actifs courants} / \text{Passifs courants}). \\ &= 36\,055\,316\,107,01 / 36\,430\,723\,318,77 \\ &= 0,99 \approx 1\%\end{aligned}$$

3.2.1.2.2. Ratio de liquidité réduite

Ce ratio est une version plus restrictive du ratio de liquidité générale, car il exclut les stocks du numérateur, car les stocks ne sont pas aussi facilement convertibles en liquidités que les autres actifs courants.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio de liquidité réduite} &= (\text{Actifs courants} - \text{Stocks}) / \text{Passifs courants}. \\ &= (36\,055\,316\,107,01 - \\ &16\,676\,589\,404,96) / 36\,430\,723\,318,77 \\ &= 19\,378\,726\,702,05 / 36\,430\,723\,318,77 \\ &= 0,53 \%\end{aligned}$$

3.2.1.3. Les ratios d'efficacité

Ils sont également appelés ratios d'activité, mesurent l'efficacité avec laquelle une entreprise utilise ses ressources pour générer des revenus. Ces ratios fournissent des indications sur la gestion des actifs et des passifs d'une entreprise, ainsi que sur son efficacité opérationnelle.

3.2.1.3.1. Ratio de rotation des stocks

Ce ratio mesure le nombre de fois où les stocks sont vendus et remplacés au cours d'une période donnée. Il indique si l'entreprise utilise efficacement ses stocks pour générer des ventes.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio de rotation des stocks} &= \text{Coût des biens vendus} / \text{Stocks moyens} \\ &= 4\,216\,805\,391,13 / -449\,891\,431,86 \\ &= -9,37 \%\end{aligned}$$

3.2.1.3.2. Ratio de rotation des créances clients

Ce ratio évalue le nombre de fois où les créances clients sont collectées et renouvelées au cours d'une période donnée. Il indique l'efficacité de l'entreprise dans la gestion de ses crédits clients.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio de rotation des créances clients} &= \text{Ventes nettes} / \text{Créances clients moyennes} \\ &= 4\,216\,805\,391,13 / 17\,851\,391\,152,70 \\ &= 0,24 \%\end{aligned}$$

3.2.1.3.3. Ratio de rotation des actifs

Ce ratio mesure la capacité de l'entreprise à générer des ventes par rapport à ses actifs totaux. Il indique l'efficacité de l'utilisation des actifs de l'entreprise pour générer des revenus.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio de rotation des actifs} &= \text{Ventes nettes} / \text{Actifs totaux.} \\ &= 4\,216\,805\,391,13 / 42\,606\,618\,893,76 \\ &= 0,098 \%\end{aligned}$$

3.2.1.3.4. Ratio de rotation des fournisseurs

Ce ratio mesure le nombre de fois où les fournisseurs sont payés et renouvelés au cours d'une période donnée. Il indique l'efficacité de l'entreprise dans la gestion de ses crédits fournisseurs.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio de rotation des fournisseurs} &= \text{Achats nets} / \text{Dettes fournisseurs moyennes.} \\ &= 2\,787\,208\,171,77 / 11\,701\,821\,110,54 \\ &= 0,24 \%\end{aligned}$$

3.2.1.4. Ratios de structure financière

Egalement appelés ratios de solvabilité, évaluent la structure financière d'une entreprise en mesurant la proportion de dettes par rapport aux capitaux propres et aux autres éléments du bilan. Ces ratios aident à évaluer le niveau de risque financier d'une entreprise et sa capacité à honorer ses obligations à long terme. Les ratios de structure financière les plus couramment utilisés sont les suivants :

3.2.1.4.1. Ratio d'endettement

Ce ratio mesure la proportion de dettes dans la structure financière globale de l'entreprise. Il compare le montant total de la dette à la somme des capitaux propres et de la dette.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio d'endettement} &= \text{Dette totale} / (\text{Capitaux propres} + \text{Dette totale}) \\ &= 41\,123\,396\,735,26 / 37\,403\,321\,504,65 \\ &= 1,099 \%\end{aligned}$$

3.2.1.4.2. Ratio d'autonomie financière

Ce ratio mesure la proportion des capitaux propres dans la structure financière globale de l'entreprise. Il indique la capacité de l'entreprise à supporter les pertes et les fluctuations financières. La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio d'autonomie financière} &= \text{Capitaux propres} / (\text{Capitaux propres} + \text{Dette totale}) \\ &= -3\,720\,075\,230,61 / 37\,403\,321\,504,65 = -0,099 \%\end{aligned}$$

3.2.1.4.3. Ratio de couverture des intérêts

Ce ratio évalue la capacité d'une entreprise à honorer ses obligations d'intérêts en comparant son bénéfice avant intérêts et impôts (BAII) à ses frais d'intérêts.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio de couverture des intérêts} &= \text{BAII} / \text{Frais d'intérêts.} \\ &= -4\,002\,631\,643,86 / 1\,781\,448\,662,96 \\ &= -2,25 \%\end{aligned}$$

3.2.1.4.4. Ratio de ratio de levier financier

Ce ratio mesure le degré d'effet de levier financier d'une entreprise en comparant sa dette totale à ses capitaux propres. Il indique la proportion des actifs financés par la dette.

La formule est la suivante :

$$\begin{aligned}\text{Ratio de levier financier} &= \text{Dette totale} / \text{Capitaux propres} \\ &= 41\,123\,396\,735,26 / -3\,720\,075\,230,61 \\ &= -11.05 \%\end{aligned}$$

Conclusion du chapitre

Les risques financiers dans les entreprises industrielles en général et dans la SNVI en particulier, sont des facteurs inhérents à leurs opérations commerciales et à l'environnement économique dans lequel elles évoluent. Ces risques peuvent avoir un impact significatif sur la rentabilité, la stabilité financière et la capacité d'une entreprise à atteindre ses objectifs stratégiques. Pour atténuer ces risques, les entreprises industrielles mettent en place des mécanismes de couverture financière.

Cette étude empirique met en évidence l'importance de la gestion des risques financiers dans une entreprise industrielle et examine les stratégies de couverture utilisées pour atténuer ces risques. En évaluant les différentes dimensions des risques financiers tels que le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de prix des matières premières et le risque de crédit, l'entreprise peut renforcer sa résilience financière et améliorer ses performances. Les recommandations formulées permettront à l'entreprise d'optimiser ses stratégies de couverture et de mieux se prémunir contre les risques financiers futurs.

En conclusion, l'étude des ratios financiers joue un rôle crucial dans l'évaluation et la gestion du risque financier d'une entreprise. Les ratios financiers fournissent des informations clés sur la santé financière et la performance d'une entreprise, ce qui permet aux investisseurs, aux créanciers et aux gestionnaires de prendre des décisions éclairées.

L'analyse des ratios financiers aide à évaluer la capacité d'une entreprise à générer des bénéfices, à rembourser ses dettes, à gérer ses liquidités et à créer de la valeur pour ses actionnaires. Les ratios tels que le ratio de liquidité, le ratio d'endettement, le ratio de rentabilité ... permettent d'évaluer la stabilité financière d'une entreprise et sa capacité à faire face aux risques.

En identifiant les tendances et les écarts par rapport aux normes de l'industrie, l'analyse des ratios financiers permet également de repérer les signes précurseurs de difficultés financières potentielles. Elle offre ainsi la possibilité de prendre des mesures préventives pour atténuer les risques et améliorer la situation financière de l'entreprise.

En résumé, l'étude des ratios financiers est un outil essentiel pour évaluer et gérer le risque financier d'une entreprise. En combinant une analyse approfondie des ratios financiers avec une compréhension contextuelle des facteurs externes, les décideurs peuvent prendre des décisions plus informées et mieux gérer les risques associés à la performance financière de l'entreprise.

Conclusion générale

La gestion des risques financiers implique un processus qui vise à reconnaître, évaluer et contrôler les risques auxquels une entreprise peut être confrontée dans le domaine financier. Ces risques peuvent découler de divers facteurs tels que les fluctuations des taux de change, les variations des prix des matières premières, les taux d'intérêt, les risques de crédit et les risques de marché, entre autres. Il est crucial de gérer ces risques afin de prévenir d'éventuelles pertes financières majeures et de maintenir la stabilité financière de l'organisation.

Les mécanismes de gestion des risques financiers comprennent plusieurs étapes clés. Tout d'abord, il est essentiel d'identifier les risques potentiels auxquels une entité est exposée, tels que les risques de crédit, de marché, de liquidité, opérationnels, juridiques, réglementaires ou stratégiques. Cette étape nécessite une analyse approfondie des activités, des processus et des environnements internes et externes.

Une fois les risques identifiés, il est nécessaire de les évaluer afin de déterminer leur probabilité d'occurrence et leur impact potentiel sur l'entreprise. Cette évaluation peut impliquer l'utilisation de modèles quantitatifs, d'analyses statistiques et de simulations pour estimer les pertes potentielles en cas de réalisation des risques.

Une fois les risques évalués, des mesures d'atténuation doivent être mises en place. Cela peut inclure la diversification des portefeuilles, l'utilisation de produits dérivés pour se couvrir contre les fluctuations de marché, l'établissement de politiques de crédit strictes, la mise en place de contrôles internes rigoureux, l'adoption de politiques de conformité et de gouvernance solides, ainsi que la formation et la sensibilisation du personnel.

En parallèle, des mécanismes de contrôle doivent être mis en place pour suivre et surveiller en permanence les risques financiers. Cela peut impliquer la mise en œuvre de systèmes de reporting et de suivi réguliers, la réalisation d'audits internes et externes, l'établissement de comités de gestion des risques, ainsi que l'utilisation de technologies avancées telles que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique pour détecter les anomalies et les comportements à risque.

En effet, la gestion des risques financiers est un processus essentiel pour assurer la viabilité et la résilience des entités financières. En identifiant, évaluant et atténuant les risques, les organisations peuvent protéger leurs actifs, prévenir les pertes financières et garantir une prise de décision éclairée. Les mécanismes de contrôle et de suivi sont également cruciaux pour maintenir une surveillance constante des risques et s'adapter aux

évolutions du marché et de l'environnement commercial. En combinant ces éléments, les entités peuvent réduire leur exposition aux risques financiers et augmenter leurs chances de réussite à long terme.

En conclusion, les moyens de couverture des risques sont essentiels pour les organisations afin de se protéger des conséquences potentiellement dommageables des événements imprévus. Les risques peuvent provenir de diverses sources internes et externes à l'entreprise.

Pour faire face à ces risques, il existe plusieurs méthodes de couverture. Les assurances sont l'un des moyens les plus courants de se prémunir contre les pertes financières. Elles peuvent couvrir une gamme de domaines tels que l'assurance automobile, l'assurance habitation, l'assurance santé, l'assurance responsabilité civile, etc. Les contrats d'assurance permettent de transférer le risque à une compagnie d'assurance moyennant le paiement d'une prime.

Une autre approche de couverture des risques est la diversification des investissements. En répartissant les investissements dans différents actifs (actions, obligations, immobilier, etc.) et secteurs économiques, on limite l'impact d'une éventuelle perte sur l'ensemble du portefeuille. Cette stratégie vise à minimiser les risques spécifiques à une seule entreprise ou à un seul secteur.

Les contrats à terme (futures) et les options sont également des outils de couverture utilisés dans les marchés financiers. Ils permettent de se protéger contre les variations des prix des actifs, des matières premières ou des devises en fixant à l'avance un prix d'achat ou de vente.

Enfin, la prévention des risques est un élément clé de toute stratégie de couverture. En identifiant et en évaluant les risques potentiels, il est possible de prendre des mesures préventives telles que l'installation de systèmes de sécurité, la mise en place de plans d'urgence, ou encore la formation du personnel.

Bibliographie

Ouvrages

- AFNOR 2002, 466 pages « *Management du risque approche globale* ».
- AYADI Mohammed et REY Serge 2009 « *Les déterminants macroéconomiques des risques financiers* ».
- Brealey, R.A, Myers.S.C (2013)
- CROUHY Michel et GALAI Dan et MARK Robert 2008 : Risques financiers : « *Concepts, modèles, méthodes* »
- DIONNE George Gestion des risques : histoire, définition et critique 1er février 2013
- DREUX Marc-Henri et LE MAIRE Dominique ; Risques financiers : Instruments de mesure, de couverture et de gestion
- DUPUY Philippe La gestion des risques financiers : Concepts et outils 2018.
- ERIK W Larson, GRAY Clifford F, « *Management des projets* », 2eme édition DUNOD, Paris 2014.
- FRANCOIS Pascal et MAROIS Bernard Gestion des risques financiers : Approche théorique et applications
- G.Jousse, Traité de ricologie- La science du risque, Imestra Edition, 2009.
- GAJEWSKI Jean-François Risques financiers : « *Techniques avancées de couverture* », 2021
- GRESSE Anne et COUDERT Virginie « *Les déterminants des risques financiers et les réglementations prudentielles* » septembre 2021.
- HERVE Alexandre et OBADIA Claude « *Déterminants des risques financiers et stratégie d'entreprise* » 2003.
- Hull, J.C (2016).
- JACQUILLAT bertrand, SOLNIK bruno, PERINGO Christophe, « *Marchés financiers*», 2014, p.247 à 284
- JORION Philippe et GERARD Blandin.Risques financiers : Instruments de mesure et de gestion
- JORION Philippe Value at Risk: The New Benchmark for Managing Financial Risk
- JORION, P (2007)
- KNIGHT Franck H, 1921, Risk , Incertainty and Profit , Houghton Mifflin, Boston and New York
- LAYBE Agnès Déterminants des risques financiers des entreprises ; septembre 2021

- PETERS Jean Philippe et MORIN François « *Gestion des risques financiers : Une approche moderne du contrôle interne* » 2009.
- PIERENDREI Laurent Risk management, « *gestion des risques en entreprise, banque et assurance* », édition DUNOD, Paris,P 127.
- ROSS, S.A, Westerfield , R.W &Jaffe .J.F (2013)
- SAHUT Jean Michel et ROGER Patrick 2012 « *Risques financiers : Techniques de valorisation et de couverture* » .
- SALVI Antonio et QUIRY Pascal « *Gestion des risques financiers : instruments et stratégies* »
- Zvi Bodie et Robert C. Merton.
- HASSID Olivier UNE HISTOIRE RÉCENTE DES RISQUES AU SEIN DE L'ENTREPRISE, La gestion des risques 2eme édition.

Thèses mémoires

- BOUAZAIA Athmane et OUDJEDRA Analyse et gestion des risques Universités Lumière Lyon 2- Master 2 expertise économique et décisions 2007.
- CAMARA Abdou Rahmane et DIAKITE Adem mémoire, thème « *gestion des risques financiers au sein des PME au mali* ».
- RAIS Hassen, Thèse de doctorat 2012, Université de Toulouse .

Articles et revues de littérature

- Algérie solidaire. MAGAZINE D'INFORMATION ET D'OPINION
- F. Meyrier, « *la qualification juridique des swaps en droit civil québécois* », Article de la revue juridique THEMIS, 1986- tome 12 n°1, P32
- Formation à la gestion du risque, Manuel bureau de la planification stratégique
- Amansou, S. (2019). Gestion des risques : fondements théoriques et analyse critique. Assurances et gestion des risques / Insurance and Risk Management, 86(2-3), 265–287
- BERTELLA – GEFROY Marie –Odile le parquet de Paris a ouvert mi-juin 2002 une information judiciaire pour « homicides et blessures involontaires »
- Cours de Management des risques, chapitres 1 et 2 de l'Ecole Supérieur de Gestion et d'Economie Numérique ESGEN
- FAMA, Eugene F. (1968). Risk, Return and Equilibrium: Some Clarifying Comments. Journal of Finance Vol. 23, No. 1, pp. 29–40

- Nations Unies pour l'éducation 2010, la science et la culture 7, Place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP composé et imprimé dans les ateliers de l'UNESCO
- SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIQUE DE L'ENVIRONNEMENT. Plan de gestion des risques. Juin 2011
- TALEB BENDIAB Ismahane « La gestion des risques financiers » M1EMB Master 1 Economie Monétaire et Bancaire
- The impact of uncertainty on activity in the euro area, ECB Economic Bulletin, Issue 8 /2016
- Fluctuations in Uncertainty, N.Bloom, Journal of Economic Perspectives, Vol.28, spring 2014.

Webographie

- <http://theconversation.com/comment-mieux-gérer-les-risques-et-affronter-l'incertitude-139984> Phillippe Villemus, Montpellier Business School publié en Juin 2020
- <http://www.diligent.com>, article publié le 09 février 2023 Risque et incertitude : Quelles stratégies pour les entreprises
- <https://blog-gestion-de-projet.com/gestion-des-risques-projet/> Besson, B., Possin, J., C., (2006). L'Intelligence des Risques, Management, IFIE.
- : http://www.hm-treasury.gov.uk/d/orange_book.pdf. HM Treasury, The Orange Book – Management of Risks – Principles and Concepts, octobre 2004, (2e édition- <http://www.cairn.info> Chapitre 04, intitulé les risques financiers
- <https://www.cairn.info/revue-securite-et-strategie-2017-4-page-54>
- <https://www.edc.ca/fr/blogue/gestion-risques-politiques.html>
- <https://www.mazars.fr/Accueil/Services/Financial-Advisory/Glossaire-Definition/M/MEDAF> Mazars.France titre : Le MEDAF
- <https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-comptable-et-fiscal/1198459-medaf-definition-calcul-traduction/>
- <http://www.dakardantan.com/paris-dakar-1980/classement.html> [archive], consulté le 09/09/2017 à 23h36.
- Site officiel de la S.N.V.I <http://snvigroupe.dz/pages-web/entreprise/organigramme>. PHP.

Liste des tableaux

Tableau N° 01 : Une brève histoire du risque-----	9
Tableau N° 02 : Culture du risque selon le secteur d'activité de l'entreprise -----	16
Tableau N° 03 : Fréquences et gravité des risques -----	18
Tableau N° 04 : Source et impact des risques -----	19
Tableau N° 05 : Structure de découpage des risques -----	45
Tableau N° 06 : La différence entre les contrats forward et les contrats futurs -----	71

Liste des figures

Figure N° 01 : Organigramme général de l'entreprise SNVI -----	88
Figure N° 02 : Organigramme du département finance et comptabilité -----	95

Liste des schémas

Schéma N° 01 : Formulation des risques -----	19
Schéma N° 02 : Swap d'intérêt -----	65

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale ----- 01

Chapitre I : Le risque dans l'environnement de l'entreprise

Introduction du chapitre I ----- 04

Section 01 : Risque – Effets de l'incertitude ----- 05

1.1. Notions du risque - Risque financier ----- 05

1.1.1. Définitions ----- 05

1.1.2. Les conséquences financières du risque ----- 09

1.2. L'incertitude ----- 11

1.2.1. Définitions ----- 11

1.2.2. Effets de l'incertitude ----- 11

1.3. Distinction entre le risque et l'incertain ----- 13

Section 02 : Typologies du risque financier ----- 15

2.1. Généralités sur le risque financier ----- 15

2.1.1. L'origine du risque ----- 15

2.1.2. Les acteurs du risque ----- 15

2.1.3. La perception du risque ----- 16

2.1.4. Cartographie des risques - Fréquence et gravité ----- 17

2.1.5. Causes et effets du risque ----- 18

2.2. Les différents types du risque financier ----- 20

2.2.1. Le risque du crédit ----- 20

2.2.2. Le risque du marché ----- 22

2.2.3. Le risque opérationnel ----- 23

2.2.4. Le risque de liquidité ----- 24

2.2.5. Le risque politique ----- 25

Section 03 : La mesure du risque ----- 28

3.1. Le MEDAF ----- 28

3.1.1. Définitions ----- 28

3.1.2. Formule et calcul ----- 29

3.1.3. Historique et hypothèses	30
3.2. La VaR (La Value at Risk)	31
3.2.1. Définitions	31
3.2.2. Hypothèses de calcul de la VaR	31
3.2.3. Avantages et inconvénients de la méthode	32
Conclusion du chapitre I	34

Chapitre II : Le risque : Processus de gestion, outils et moyens de contrôle

Introduction du chapitre II	36
Section 01 : Notions de la gestion des risques	37
1.1. La gestion des risques	37
1.1.1. Historique de la gestion des risques	37
1.1.2. Définitions	38
1.1.3. But de la gestion des risques	39
1.2. L'importance de la gestion des risques pour une entreprise	41
Section 02 : Le processus de la gestion des risques	43
2.1. Notions de processus	43
2.1.1. Définitions	43
2.1.2. Historique	43
2.2. Les principaux processus de gestion	44
2.2.1. L'identification des risques	44
2.2.2. L'évaluation des risques	46
2.2.3. Traitement et la maîtrise des risques	48
2.2.4. Surveillance et suivi	51
2.2.5. Mise en œuvre et contrôle des stratégies de réponses aux risques	52
2.3. Les déterminants des risques financiers	54
2.3.1. L'effet de levier financier	54
2.3.2. La volatilité des marchés financiers	55
2.3.3. La diversification des activités	56
2.3.4. La qualité de la gestion financière	58
2.3.5. L'environnement réglementaire	59
2.3.6. Les facteurs macro-économiques	60
Section 03 : Méthodes et moyens de couverture des risques	62
3.1. Les instruments de couverture des risques	62
3.1.1. Les swaps	62

3.1.1.1. Les swaps de change	62
3.1.1.2. Les swaps de taux d'intérêt	64
3.1.1.3. Les swaps de crédit	65
3.1.1.4. Avantages et inconvénients des swaps	66
3.1.2. Les contrats à terme	68
3.1.2.1. Les contrats à terme de type forward	68
3.1.2.2. Les contrats à terme de type futur	69
3.1.2.3. La différence entre les deux contrats	71
3.1.2.4. Les contrats à terme sur devises (forex)	71
3.1.2.5. Contrats à terme sur matière première	72
3.1.2.6. Les contrats d'échange de devises (currency swaps)	73
3.1.2.7. Contrats de crédit défaut swaps (CDS)	74
3.1.2.8. Contrats à terme sur indices boursiers	75
3.1.3. Les options	76
3.1.3.1. Les options de change	76
3.1.3.2. Les options sur le taux d'intérêt	77
3.1.3.3. Avantages et inconvénients des options sur devise et sur crédit	80
3.1.3.4. Contrats d'options binaires	81
3.1.3.5. Contrats d'options sur actions	82
Conclusion du chapitre II	84

Chapitre III : Analyses et diagnostic des risques financiers de la SNVI

Introduction du chapitre III	86
Section 01 : Présentation de la SNVI et son organisation	87
1.1. Historique de la SNVI	87
1.2. Missions et objectifs	92
1.3. Présentation du département comptabilité et finance	93
1.4. Organisation de la Division des Véhicules Industriels de Rouïba	95
1.5. Les ressources financières de la SNVI	99
Section 02 : Mécanismes de contrôle des risques financiers au sein de la SNVI	103
2.1. Les risques courus au sein de la SNVI	103
2.2. Les principaux mécanismes de contrôle des risques	105
2.2.1. Evaluation des risques	105
2.2.2. Gestion des risques	105
2.2.3. Diversification	105

2.2.4. Couverture et produits dérivés-----	105
2.2.5. Stress testing -----	106
2.2.6. Surveillance et contrôle interne-----	106
2.2.7. Réglementation et supervision-----	106
Section 03 : Moyens de contrôle des risques dans l'entreprise d'accueil -----	107
3.1. Analyse des moyens de couvertures actuelles de l'entreprise -----	107
3.2. Discussion sur l'efficacité des mesures de couverture et des lacunes identifiées -----	109
Conclusion du chapitre III -----	115
Conclusion générale -----	116

Références bibliographiques

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des schémas

Annexes

Table des matières

Résumé :

La gestion du risque financier est une pratique cruciale pour les entreprises qui vise à identifier, évaluer et minimiser les risques liés à leurs activités financières. Les principales étapes de ce processus comprennent l'identification des risques financiers, leur évaluation en termes de probabilité et d'impact, puis la mise en place de mesures de contrôle pour atténuer ces risques. Ces mesures de contrôle incluent la diversification des investissements, l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la gestion de trésorerie efficace, l'utilisation de modèles et d'outils pour évaluer les risques, la formation du personnel et le suivi régulier des performances financières. L'objectif ultime de la gestion du risque financier est de préserver la stabilité financière de l'entreprise et de maximiser ses opportunités de croissance en minimisant les pertes financières potentielles.

Le stage que nous avons effectué au sein de la SNVI de Rouiba nous a permis en premier lieu de connaître l'organisation, les missions et les objectifs principaux de cette société industrielle, identifié les risques encourus et les analyser ; en deuxième lieu comprendre comment la gestion des risques financiers affecte la performance et la stabilité financière de l'entreprise et évaluer l'efficacité des stratégies de couverture et de contrôle utilisées pour atténuer ces risques, en mettant en lumière les meilleures pratiques et les domaines d'amélioration potentiels.

Mots clés : Risque financier, gestion du risque financier, stratégies de couverture et de contrôle, mesure du risque, ratios financiers.

Abstract

Financial risk management is a crucial practice for businesses, aiming to identify, assess, and minimize risks associated with their financial activities. The main steps in this process involve identifying financial risks, evaluating them in terms of probability and impact, and then implementing control measures to mitigate these risks. These control measures include investment diversification, the use of derivative financial instruments, effective cash management, the use of models and tools to assess risks, staff training, and regular monitoring of financial performance. The ultimate goal of financial risk management is to preserve the financial stability of the company and maximize growth opportunities by minimizing potential financial losses.

Our internship at SNVI Rouiba firstly allowed us to become familiar with the organization, missions, and primary objectives of this industrial company. We identified the risks it faces and analyzed them. Secondly, it enabled us to understand how financial risk management impacts the company's performance and financial stability. We assessed the effectiveness of the strategies for hedging and control used to mitigate these risks, highlighting best practices and potential areas for improvement.

Keywords: Financial risk, financial risk management, hedging and control strategies, risk measurement, financial ratios.